

La Politique Commerciale et le Commerce Extérieur du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
Sciences politiques et économiques

présentée et soutenue
le mercredi 13 mars 1929 à 14 heures

PAR

Draguicha M. GLICHITCH

Président : M. Jean LESCURE, professeur.
Suffragants : M. PERREAU, professeur.
M. PIROU, professeur.

IMPRIMERIE « LABOR »
8, BOULEVARD DE VAUGIRARD, PARIS (XV^e)



ERRATA

Page 23, ligne 18, lire : Les violations aux clauses *des* traités.

Page 49, ligne 12, lire : ratifié par le *Parlement*.

Page 54, note 1, lire : *Trgovinski-Glasnik*.

Page 70, ligne 25, lire : ni de leur prohibition d'*importation*.

Page 74, note 1, lire : *Trgovinski Glasnik*.

Page 76, ligne 8, lire : *devant* le Conseil des ministres.

Page 110, 7^e colonne du tableau, lire : le *tanin* et les extraits
pour tanage.

Page 132, ligne 9, lire : qu'elles *importent* de Dalmatie.

Page 174, ligne 25, lire : éveiller *chez* les autorités gouvernemen-
tales.

La Politique Commerciale
et le Commerce Extérieur
du Royaume des Serbes,
Croates et Slovènes



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555811_0056

La Politique Commerciale et le Commerce Extérieur du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
Sciences politiques et économiques

présentée et soutenue
le mercredi 13 mars 1929 à 14 heures

PAR

Draguicha M. GLICHITCH

Président : M. Jean LESCURE, professeur.
Suffragants : M. PERREAU, professeur.
M. PIROU, professeur.

IMPRIMERIE « LABOR »
8, BOULEVARD DE VAUGIRARD, PARIS (XV)

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



« Il fut de ceux qui sont nés pour conduire,
Citoyen à l'âme noble et au caractère intrépide,
Soldat de la vertu, pionnier de la Liberté,
Magicien de la parole, champion de l'action. »

Voïslaw ILITCH-JUNIOR.

(Recueil consacré à Milorad DRACHKOVITCH.)

*L'auteur de cette étude dédie ce modeste ouvrage à la
mémoire de Milorad DRACHKOVITCH, grand patriote,
l'homme d'Etat et l'économiste éminent qui a grandement
mérité de sa Patrie.*

INTRODUCTION

La grande guerre mondiale, au prix de sacrifices sur-humains, a réalisé le rêve séculaire de la nation serbe : la libération et l'union des Serbes, Croates et Slovènes, en un seul Etat indépendant et commun. La disparition de l'empire austro-hongrois a permis à la Serbie de réunir autour d'elle tous ses frères slaves.

La proclamation de l'union de tous les Serbes, Croates et Slovènes, dans un Etat commun et indépendant, s'est effectuée à Belgrade, le 1^{er} décembre 1918.

Si la Serbie, avant la guerre, n'a pas toujours suivi une politique de paix, c'est qu'elle avait une mission à remplir à l'égard de ses nationaux placés sous le joug étranger.

La Serbie, qui a pour des raisons politiques, changé son nom en celui de l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes, a trop souffert des guerres et a supporté de grands sacrifices, pour réaliser l'unité nationale.

Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, connu aussi sous la dénomination de Yougoslavie, se trouve entre le 13°40' et le 23°10' à l'Est du méridien Greenwich, et entre le 40°51' et le 46°52' de latitude Nord.

D'après la statistique officielle, la surface du royaume est de 248.488 kilomètres carrés. La longitude des frontières terrestres est de 2.752 km., et la frontière du côté adriatique est de 1.571 km., faisant au total 4.323 kilomètres.

Le royaume a une population d'environ 13 millions d'habitants, dont 30 % habitent des localités de plus de 5.000 habitants, et les 75 % restants, dans les villages, s'occupent d'agriculture.

Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes est situé entre l'Italie, l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce et l'Albanie. Il est donc limitrophe de sept Etats, d'où sa grande importance pour le transit international. Mais, en tant que pays de transit, il n'intéresse pas seulement les pays voisins, mais encore tout l'Occident et tout l'Orient. C'est à travers son territoire que passe la principale communication de terre ferme entre le reste de l'Europe et Constantinople. Cette importance est accrue par le cours du Danube, qui traverse le pays sur un parcours de 522 kilomètres. Enfin, plus de 1.500 km. de son littoral adriatique garni de ports naturels, promettent que son rôle dans le trafic international sera encore agrandi.

Sur ces chemins d'intérêt mondial, le point le plus important, c'est Belgrade, capitale actuelle du royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Se trouvant sur la frontière de l'Orient et de l'Occident, cette ville est située au croisement de quatre chemins venus de quatre côtés différents. Elle est traversée par tous les trains directs se dirigeant vers la Bulgarie, la Grèce et la Turquie, et au delà vers Bagdad et l'Asie. C'est la voie naturelle par laquelle la civilisation européenne s'étend progressivement vers l'Asie Mineure.

Les contrées formant actuellement le royaume, présentent, de par leur évolution historique, des différences dans leur situation économique, de sorte que nous rencontrons dans le cadre de l'Etat, dans sa production, toutes les étapes de l'évolution, depuis l'économie la plus primitive, presque nomade, jusqu'à la production la plus perfectionnée et la plus scientifique.

Le travail du sol est très varié : dans le Midi, on rencontre un outillage tout primitif ; en se rapprochant du Nord, des méthodes de plus en plus modernes, jusqu'à ce que, dans des grandes propriétés et encore certains de leurs environs, on rencontre l'outillage le mieux adapté aux travaux agricoles.

Cette situation dans le travail du sol n'est nullement

statique, elle change continuellement; les forces dynamiques de l'évolution économique agissent sur elle d'une manière constante.

Dans toutes les branches de la production nationale d'après guerre, on aperçoit un progrès constant.

Dans l'agriculture, sur 24.898.700 hectares de surface totale du pays, on a travaillé :

En 1924.....	11.028.200	hectares
En 1925.....	11.122.863	—
En 1926.....	11.354.405	—
En 1927.....	11.497.586	—

Des chiffres ci-dessus, on voit que la culture de la terre est en constante augmentation.

Grâce à l'excellente qualité de la terre, à ses plaines fertiles, notamment la Voïvodine et la Matchva, le bassin du Danube et de ses affluents, ainsi qu'aux conditions climatiques satisfaisantes, le royaume produit de grandes quantités de plantes à graine.

Parmi toutes sortes de cultures, ce sont les céréales, y compris le maïs et le blé, qui occupent de beaucoup la plus grande superficie, à savoir de 72 à 91 % du total de la superficie arable. En outre, une fois les besoins du pays satisfaits, il reste un important excédent de maïs et de froment pour l'exportation.

En plus de ses principales plantes à graines, une importante superficie est employée à la culture de plantes industrielles, telles que la betterave à sucre, le houblon, le chanvre, le lin, le tabac, ainsi que du métal, de l'épautre, du sarrasin, du millet et du riz, etc.

Les vignobles occupent une superficie de 180.000 hectares avec un rendement total de 4.100.000 hectolitres de vin, soit 23 hectolitres par hectare. Plus des 3/4 des vignobles sont plantés sur la base américaine.

De grandes quantités de légumes et de fruits sont produits, et le pays est capable d'en exporter des quantités considérables à l'étranger, surtout des pommes de terre, des épinards, des oignons, des tomates, des poivrons, des

melons, des pastèques, ensuite des fruits frais, tels que des pommes, des poires, des prunes et des raisins.

D'après les statistiques officielles du ministre des Forêts et des Mines, pour l'année 1927, la superficie couverte de forêts du royaume entier s'élève à 7.100.000 hectares, ce qui fait 28,5 % de la superficie totale. Il revient donc 0,55 % hectares de forêts par habitant. Le royaume est un pays forestier exportateur.

La richesse minière est très grande et on trouve presque toutes les sortes de minerais, et quelques-uns en quantités énormes. Mais le développement de cette branche économique dépend de l'abondance de capital. On trouve du charbon, du fer, du cuivre, du zinc, du plomb, du manganèse, du chrome, du ciment, du bauxite, de la pyrite, de l'antimoine, du marbre, de l'asphalte, du sel, etc.

La production du cuivre dans le pays occupe la première place en Europe d'après l'abondance des gisements. La plus grande mine de cuivre se trouve en Serbie; elle s'appelle la mine de Bor, et exploitée par une société franco-serbe depuis déjà vingt-cinq ans.

La richesse minérale du pays est exploitée jusqu'à un certain point, mais il existe des provinces entières dans lesquelles on n'a même pas commencé les travaux. Il existe en effet beaucoup d'entraves à l'exploitation de cette richesse nationale. Le plus grand obstacle est le manque de capitaux, et l'absence de communications suffisantes, car de bonnes communications sont une condition nécessaire sans laquelle le développement économique du pays ne peut se faire avec succès.

La pays est riche en excellentes eaux minérales et en stations climatériques.

Mais, en dehors de l'agriculture, de l'élevage, des forêts et des mines, le pays possède une industrie relativement assez bien développée, créée en partie avant la guerre et en partie après la guerre. Bien que le royaume soit un pays largement agricole, l'industrie occupe une place assez importante dans la structure économique du

pays. Les plus importantes industries sont : l'industrie du bois et l'industrie meunière, suivies par les industries du sucre, de la bière, de l'alcool. La production d'huile végétale, d'olives, de pavots, ainsi que des graines de lin, de chanvre et de potirons est bien développée, et peut couvrir les besoins entiers en huile comestible. Il existe environ soixante entreprises pour la fabrication de conserves de fruits et de légumes. L'industrie de conserves de poissons est aussi assez importante.

L'industrie du cuir compte environ quarante fabriques et un très grand nombre de petits ateliers et d'ateliers d'artisans.

L'industrie textile pour la fabrication du coton dispose de plus 112.000 fuseaux et de 5.500 métiers à tisser; l'industrie pour la fabrication de la laine dispose d'environ 50.000 fuseaux et 740 métiers. Quoique l'industrie textile soit bien développée et s'accroisse toujours, elle ne peut couvrir qu'une partie de la consommation du pays.

L'industrie du ciment est très bien organisée et développée. Le ciment du pays est exporté dans toutes les parties du monde.

Les fabriques de papier couvrent les besoins intérieurs du pays.

Les autres industries, telles que l'industrie des briquettes, l'industrie chimique et métallurgique, etc, se trouvent dans le début de leur développement, mais malgré cela, certains de ses produits sont exportés à l'étranger.

Le royaume est spécialement riche en matières premières pour l'industrie agricole; seulement ces matières sont exportées en trop grandes quantités, et trop peu travaillées dans le pays en articles mi-fabriqués.

Le pays possède différentes ressources, grâce aux branches variées de la production totale nationale, mais afin d'arriver à une plus grande exploitation de toutes les richesses du pays. l'investissement de grands capitaux est nécessaire.

PREMIERE PARTIE

LA POLITIQUE COMMERCIALE DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVENES

CHAPITRE PREMIER

§ I. — LES RELATIONS COMMERCIALES CONVENTIONNELLES AVEC LES PAYS ALLIÉS ET LES PAYS NEUTRES

Après la constitution de l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes, le commerce extérieur du pays s'est développé dans les conditions extrêmement difficiles et des circonstances politiques et économiques défavorables dues à la dernière guerre.

Les cinq années de la guerre par leurs conséquences et leurs résultats ont transformé en grande partie les conditions économiques et même la structure économique de la plupart des Etats dont la politique commerciale a dû être adaptée au nouvel état de choses. Cette adaptation ne pouvait être faite sans des changements plus ou moins sensibles dans la politique commerciale d'avant guerre.

L'ancien royaume de Serbie avait conclu des traités de commerce avec la plupart des Etats, de 1905 à 1907, et ces traités sont restés en vigueur jusqu'à la déclaration de guerre de 1914. Après la déclaration de guerre de 1914 jusqu'à la fin de 1915, les relations commerciales avec les alliés et les pays neutres ont continué sous les mêmes conditions contractuelles, mais les échanges étaient fortement entravés par les difficultés de la guerre. A la fin de 1915, le territoire du royaume de

Serbie était occupé par les ennemis, il s'ensuivit que les relations commerciales furent interrompues et cela, jusqu'à la fin de la guerre.

Quant aux provinces libérées qui faisaient partie de l'ancienne monarchie austro-hongroise, elles sont restées pendant toute la durée des hostilités sans aucune relation commerciale avec les alliés.

L'entrée dans la guerre du royaume de Serbie annula naturellement tous les traités qui avaient été conclus avec les pays ennemis (Allemagne, Autriche-Hongrie, Bulgarie et Turquie) et après la signature du traité de paix, le Royaume-Uni se trouva sans aucune relation conventionnelle avec les dits pays.

Cet état de choses s'est fait fortement sentir, parce que le royaume de Serbie avait, avant la guerre, des relations commerciales très développées avec les pays de l'Europe centrale qui furent ses ennemis de 1914 à 1918. Ce sont surtout les provinces reconquises faisant partie intégrante de l'ancien empire austro-hongrois et étant au point de vue économique étroitement rattachées à lui, qui ont souffert de ce manque de relations commerciales.

Aussitôt après la signature du traité de paix, le Royaume-Uni devait remanier son tarif douanier général et travailler à la conclusion de nouveaux traités commerciaux tenant compte du nouvel état de choses d'après guerre dans le pays et à l'étranger.

Malheureusement le gouvernement aussitôt après la proclamation de l'Union ne pouvait pas s'occuper de ces problèmes. Il devait consacrer tous ses efforts aux questions purement politiques et laisser de côté les questions économiques et sociales.

Les premières années de la libération du royaume et de son unification se sont passées en luttes politiques, qui ont préparé la nouvelle constitution, son application et son exécution.

L'approvisionnement, la reconstitution du pays et les intérêts de son développement économique réclamaient unanimement le renouvellement des relations commer-

ciales avec les pays étrangers et particulièrement avec les alliés de la guerre. Sous la pression des nécessités économiques, et grâce aux demandes énergiques de tous les cercles économiques qui exigeaient que le gouvernement renouvelât les relations commerciales avec l'étranger, ces questions furent mises à l'ordre du jour. Répondant aux vœux des milieux économiques et aux besoins du moment, le gouvernement décida de renouveler d'abord les relations avec les alliés de la guerre. Malheureusement la question n'a pas été assez bien étudiée et a été résolue d'une façon trop simple.

D'après la décision du Conseil des Ministres, n° 1070 du 11 mars 1919, tous les traités de commerce conclus avant la guerre entre le royaume de Serbie et les Etats alliés et neutres, sont remis en vigueur et étendus à tout le Royaume-Uni des Serbes, Croates et Slovènes sans aucune modification ni complément.

Le gouvernement adressait un mémorandum aux gouvernements alliés et neutres, proposant l'application immédiate des anciens traités de commerce conclus avant la guerre entre le royaume de Serbie et les pays alliés et neutres sans aucune modification, mais en les étendant à toutes les nouvelles provinces du Royaume-Uni, provinces qui jusqu'à la fin de la guerre faisaient partie de l'Autriche-Hongrie (1). Les gouvernements alliés et neutres répondirent favorablement à cette demande qu'ils acceptaient le renouvellement des relations commerciales sous les conditions sus-indiquées.

Mais la pratique démontra aussitôt la faute commise par le gouvernement des Serbes, Croates et Slovènes. Les clauses de ces anciens traités ne correspondaient nullement au nouvel état de choses créé par la guerre, ni aux besoins du moment. Elles étaient beaucoup trop libérales pour les circonstances nouvelles, et il était à craindre que leur application stricte nuisît aux intérêts économiques des pays contractants.

(1) *Economiste*, Belgrade, 1926. I, page 249.

Heureusement ces traités restèrent en vigueur *de jure* comme avant la guerre, mais *de facto*, ils ne furent appliqués que dans la mesure où ils n'allaient pas à l'encontre **des nouvelles circonstances**, comme nous verrons plus loin.

En considérant la nature des relations commerciales conventionnelles du royaume des Serbes, Croates et Slovènes avec l'étranger, on peut diviser les pays étrangers en trois groupes :

1° Le premier groupe comprend les pays alliés et les pays neutres avec lesquels les relations commerciales du pays se développaient sur la base des traités de commerce conclus avant la guerre entre le royaume de Serbie et les pays alliés et neutres.

2° Le deuxième groupe se composait des pays ennemis pendant la guerre et des Etats nouvellement créés, comme la Tchécoslovaquie et la Pologne qui se séparaient des pays ennemis.

3° Le troisième groupe comprenait tous les autres Etats avec lesquels le royaume n'avait conclu aucun traité ni avant ni après la guerre.

Vis-à-vis des Etats alliés et neutres faisant partie du premier groupe, le royaume a appliqué le tarif minimum de son tarif douanier général.

Vis-à-vis des Etats ennemis du deuxième groupe et des Etats composant le **troisième groupe**, il a appliqué le tarif maximum de son tarif douanier général.

Trois exceptions à cette règle ont été faites qu'il est nécessaire de mentionner ici.

1° Avec l'Italie le traité commercial d'avant la guerre n'a pu être renouvelé que pour six mois et sous la condition qu'il ne serait applicable que dans l'ancien territoire du royaume. Ceci pour une raison politique, l'Italie ne voulant pas reconnaître entièrement le Royaume-Uni des Serbes, Croates et Slovènes.

Les autorités douanières appliquaient le tarif minimum sur les marchandises importées d'Italie sur le territoire de l'ancienne Serbie, et le tarif maximum sur

les importations dans les nouvelles provinces du royaume des Serbes, Croates et Slovènes. On s'aperçut aussitôt des ennuis et des complications provoqués par ces différents tarifs, et les autorités douanières décidèrent d'appliquer le même tarif minimum pour les importations dans tout le Royaume-Uni.

2° Pour les importations venant des pays ennemis pendant la guerre, les autorités douanières appliquaient non seulement le tarif maximum, mais encore un supplément de 200 % sur les marchandises supportant le droit de douane et de 100 % *ad valorem* sur les marchandises libres de tout droit de douane. Mais ces suppléments augmentaient encore la cherté de vie, et ils furent aussitôt supprimés.

3° Aussitôt après la libération les autorités militaires alliées et celles du royaume se sont arrogées le droit d'imposer dans certains cas des droits de douane sur l'importation, ne tant compte ni des traités ni des tarifs douaniers.

Telle était la situation juridique des relations conventionnelles du royaume avec les pays alliés et neutres, mais dans la pratique l'application de ces traités s'éloignait fort des textes, et il n'existait plus aucune harmonie entre l'état juridique de ces traités et l'état de fait.

Le gouvernement, aussitôt après avoir renouvelé les anciennes relations commerciales, commença par imposer différentes restrictions sur l'exportation et l'importation, par augmenter les droits de douane, et par introduire des privilèges spéciaux réciproques en faveur de certains Etats (sur la base des traités de compensation), bien que tous ces agissements fussent contraires aux clauses existantes et bien que tous les traités stipulassent la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée.

Ces agissements de la part du bon plaisir du gouvernement changeant souvent les tarifs contractuels, et introduisant certaines restrictions sur l'importation et l'exportation, étant contraires aux clauses des traités

existants, provoquèrent des protestations de la part de certains Etats.

L'Angleterre, la première, protesta, en invoquant l'article 12 du traité de Saint-Germain, qui ne vise que les traités de commerce : « Jusqu'à la conclusion de nouveaux traités commerciaux pour le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, les traités de commerce conclus avec les alliés et les pays neutres par le royaume de Serbie restent en vigueur. »

Le gouvernement pour répondre au gouvernement anglais, a motivé son attitude de la façon suivante : « A la suite du rétablissement des anciens traités de commerce conclus avant la guerre par le royaume de Serbie et s'étendant après la guerre sur tout le Royaume Uni des Serbes, Croates et Slovènes, les parties contractantes ont approuvé implicitement que seule la clause de la nation la plus favorisée reste en vigueur et doit s'interpréter étroitement, tandis que la partie tarifaire des dits traités ne reste pas obligatoire.

Ainsi donc, en appliquant les anciens traités de commerce, le Royaume et les autres parties contractantes, ont changé de tarifs douaniers, suivant les nécessités du moment, augmentant les droits de douane sur les importations et les exportations.

L'Angleterre, dans la première et la seconde année après la guerre, a établi certaines restrictions sur l'importation et l'exportation qui doivent être considérées comme contraires aux clauses contractuelles existantes. L'Angleterre appliqua ces restrictions tant qu'elle en eut besoin, puis, quand ses besoins disparurent, elle les supprima et exigea des autres pays qu'ils supprimassent aussi les leurs.

Comme le royaume se trouvait dans une situation économique beaucoup plus difficile que les autres parties contractantes, il a été obligé d'augmenter les tarifs douaniers et d'établir certaines restrictions sur l'exportation et l'importation, restrictions qu'on avait dû maintenir selon les besoins du pays.

La protestation de l'Angleterre fut suivie des protestations des autres pays : Italie, Suisse, France, Etats-Unis, etc.

L'Italie spécialement a répété ses protestations à la suite du refus du gouvernement des Serbes, Croates et Slovènes, d'accorder le droit d'établissement aux sujets italiens. Cependant qu'elle même promulguait une loi interdisant aux étrangers l'établissement sur la zone frontière sur une distance de 50 à 100 kilomètres. Cette dernière loi était une atteinte aux clauses contractuelles existantes tout aussi bien que le refus du gouvernement des Serbes, Croates et Slovènes du droit d'établissement.

Quant aux autres pays alliés, ils n'avaient pas davantage le droit de protester, étant donné que, en entrant dans la guerre, ils n'avaient pas renoncé aux traités commerciaux conclus avant la guerre, et qu'ils avaient cependant, tous sans exception, introduit dans leur commerce extérieur certaines restrictions qui allaient plus ou moins contre les clauses contractuelles existantes.

Ils ont aussi, d'après la formule des compensations, accordé des privilèges spéciaux à certains Etats sans tenir compte des stipulations prévues dans les traités de commerce sur la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée. Ces mêmes pays ont aussi refusé aux étrangers le droit d'établissement contrairement aux clauses des traités.

Tous ces pays étaient conscients de l'atteinte qu'ils portaient aux traités existants, mais ils ont motivé ces atteintes en alléguant soit les conditions exceptionnelles créées par la guerre, soit une espèce de force majeure, et les autres Etats gênés par ces atteintes n'osaient pas protester, et ils agissaient de même pour leur propre compte. De cette manière a été obtenu un consentement implicite de suspension de certaines clauses des traités.

La guerre finie, les restrictions du temps de guerre continuèrent à être appliquées, elles étaient alors motivées non plus par les conditions de la guerre, mais par l'approvisionnement et la reconstruction du pays consi-

dérés comme force majeure, et elles devaient justifier les atteintes portées aux clauses des traités existantes. De cette manière on a obtenu un nouveau consentement implicite de tous les Etats, et il n'y eut aucune protestation.

Dans les premières années de la guerre ces restrictions existaient dans tous les Etats sans attirer de protestations, mais à partir de 1922-1923, certains Etats renoncèrent à ces restrictions et commencèrent à protester contre les Etats qui les appliquaient encore.

Ainsi, nous avons vu comment, durant les premières années qui ont suivi la guerre, les clauses contractuelles des traités furent violées, sans qu'aucun Etat protestât contre les violations aux droits des traités.

Cette tolérance peut être expliquée de la manière suivante : la guerre avait épuisé presque tous les Etats et partout on se ressentait de la pénurie des marchandises. Aussitôt après la guerre on ne pouvait pas produire assez pour satisfaire la consommation. La demande était plus grande que l'offre. Tout ce qu'on produisait était aussitôt vendu très facilement, soit sur le marché intérieur, soit sur le marché extérieur. Devant cet état de choses les producteurs de tous les pays restaient indifférents à l'égard des droits de douane, des restrictions et même de l'interprétation étroite de la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée. Les gouvernements ne protestaient donc pas, car il est bien rare que les gouvernements prennent l'initiative de protester sans y avoir été poussés par certains milieux économiques. Et même s'il y avait eu des protestations, elles eussent été inutiles, parce que les violations quantitatives et qualitatives étaient faites par toutes les parties contractantes.

Au début de l'année 1923, les circonstances commencent à devenir normales et la pénurie des marchandises disparaît presque. Au contraire les marchandises affluent de jour en jour sur le marché et les producteurs trouvent plus difficilement des acheteurs. C'est à la suite de cette nouvelle situation que les producteurs en appellent à

leurs gouvernements, afin de prendre des mesures pour que le marché intérieur soit réservé à la production nationale. Naturellement tous les gouvernements s'efforcent de satisfaire à ces demandes.

Comme la production s'accroît dans de grandes proportions, on recherche de nouveaux marchés et les producteurs commencent à protester contre les droits de douane élevés dans les autres pays et font appel à leur gouvernement respectif afin qu'il intervienne auprès des autres gouvernements pour faire baisser les droits de douane.

C'est seulement à ce moment qu'on a paru s'apercevoir que les traités de commerce étaient restés en vigueur et que par conséquent les droits de douane fixés par ces traités ne devaient pas varier au gré de chacun. C'est pourquoi on a demandé à chaque gouvernement de respecter et d'appliquer correctement les traités.

Les violations aux clauses des traités existants n'étaient pas les mêmes dans tous les pays ; elles étaient plus ou moins grandes et c'est pourquoi les gouvernements commençaient à protester les uns contre les autres. Chacun jugeait que ses intérêts étaient plus violés que ceux des autres.

Le gouvernement des Serbes, Croates et Slovènes suivant l'exemple des autres Etats, commença alors à changer sa politique commerciale d'après les nécessités du pays et d'après le consentement implicite des autres Etats. Il introduit des restrictions sur l'exportation et l'importation, change les droits de douane à son gré. et de cette manière viole les clauses des traités existants comme le faisaient à ce même moment les autres gouvernements.

Toutes ces violations des traités, si elles pouvaient être justifiées pendant la guerre et pendant les premières années après la guerre, ne pouvaient plus l'être dans les années 1921, 1922, 1923 pendant lesquelles elles continuent d'exister.

En 1921, apparaît une nouvelle raison qui exercerait

une grande influence sur la politique commerciale de la plupart des Etats européens. C'est à ce moment que tous les Etats ayant participé à la guerre introduisent dans leur système financier la monnaie de papier, qui était dans certains Etats plus ou moins dévalorisée.

Cette dévalorisation étant très rapide dans certains Etats, ces derniers emploient pour l'arrêter tous les moyens possibles et même des mesures employées par le mercantilisme.

Parmi ces mesures de mercantilisme il y a l'interdiction de l'importation des marchandises de luxe ou l'imposition de taxes de luxe élevées; l'interdiction d'exporter les monnaies stables sans permission préalable des gouvernements respectifs; l'établissement d'autorisation individuelles pour l'importation de certaines marchandises.

Outre ces mesures et d'autres encore, tous les Etats augmentèrent leurs droits de douane, ne respectaient nullement les clauses des traités existants et justifiaient cette élévation par l'apparition de l'agio (change). — Car pour que la protection douanière soit efficace, les droits de douane doivent être complétés par l'agio.

A cet effet, l'augmentation de l'agio apparaît très souvent sous la forme de « coefficient de l'agio ».

Mais il est évident que la véritable raison de l'augmentation des droits de douane ou de l'agio était la diminution de l'importation en rapport avec l'amélioration de la monnaie nationale.

Ces restrictions dans le commerce extérieur de tous les pays ayant obtenu un consentement implicite, le gouvernement du royaume des Serbes, Croates et Slovènes a copié ce système et s'est arrogé le droit de diriger sa politique commerciale suivant les intérêts du pays, et cela malgré les traités existants.

Chaque Etat participant à la guerre considérait comme son droit naturel et son devoir de défendre son indépendance politique et économique, pour approvisionner sa population et son armée, pour reconstruire son pays,

régulariser ses relations commerciales avec l'étranger selon les besoins vitaux du pays.

Nul Etat n'aurait voulu respecter aveuglement les clauses des traités existants, car, en remplissant toutes ses obligations, il aurait marché vers la ruine.

Bien des raisons dictaient une politique différente de la politique d'avant-guerre : les changements dans les conditions économiques exigeaient des changements de tactique dans la politique commerciale.

La reconstitution du pays épuisé par la guerre, puis les difficultés financières consécutives, commandait aux gouvernements respectifs d'appliquer l'interdiction de l'importation et de l'exportation et une modification des tarifs douaniers.

Les nouvelles circonstances d'après-guerre ne permettaient pas la conclusion de traités du type d'avant-guerre, c'est-à-dire avec les mêmes clauses qui se trouvent dans les traités. Les changements dans la situation économique demandaient un changement du régime commercial. Malgré cette situation nouvelle exigeant des changements dans la politique commerciale d'après-guerre, il faut reconnaître que si ces changements furent nécessaires dans les deux ou trois premières années, ils n'ont plus été justifiés par la suite.

§ II. — LES RELATIONS COMMERCIALES AVEC LES PAYS EX-ENNEMIS

On a vu comment se sont développées les relations commerciales avec les Etats alliés. Mais le royaume a eu beaucoup de difficultés au point de vue économique et politique pour renouveler aussitôt les relations commerciales contractuelles avec les pays ennemis et particulièrement avec les pays de l'Europe centrale.

Cet état de choses non-contractuel se faisait sentir assez fortement parce que le royaume était en relations commerciales très suivies avec ses pays, qui étaient un

important débouché pour l'importation et l'exportation avant la guerre.

Quelques provinces du royaume manquaient après la guerre de certains produits manufacturés et importés de ces pays, tandis que ceux-ci considéraient le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, comme leur principal fournisseur en matières alimentaires, surtout en céréales, et spécialement l'Autriche qui manquait de ces produits agricoles.

Les besoins de renouvellement des relations commerciales se faisaient surtout sentir dans les provinces libérées, qui avant et pendant la guerre faisaient partie intégrante de l'empire austro-hongrois.

Le souci des Alliés était de sauver l'Autriche de la famine et de lui permettre une existante indépendante, afin qu'elle ne fût pas forcée de se rattacher à l'Allemagne. Les gouvernements Alliés par leurs conseils ont influencé le gouvernement du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, afin qu'il reprît le plus tôt possible les relations commerciales avec l'Autriche (1).

Sous la pression des nécessités économiques du royaume et suivant les conseils des gouvernements Alliés, la question du renouvellement des relations commerciales avec les pays centraux fut donc mise à l'ordre du jour.

C'est dans ces conditions que le gouvernement dans le courant de l'année 1919 renoua d'abord les relations commerciales avec l'Autriche, puis avec la Tchécoslovaquie, concluant avec ces deux pays des traités de « compensations » et de « contingentements ».

Un peu plus tard, en 1922-1923, le gouvernement a conclu avec ces mêmes pays de traités ordinaires, comportant la clause de la nation la plus favorisée (mais avec une interprétation étroite). Puis, il a

(1) *Economiste*, Belgrade, 1925. I, page 4.

conclu des traités réguliers renfermant la clause de la nation la plus favorisée avec la Pologne et l'Allemagne.

Le but essentiel de ces traités de « compensations » et de « contingentements » conclus avec l'Autriche et la Tchécoslovaquie était l'approvisionnement de la population et la reconstitution des pays contractants. Ce type de traité différait considérablement de celui d'avant-guerre.

Ces traités de « compensations » et de « contingentements » ont eu pour but de permettre des échanges de marchandises entre les parties contractantes qui, des deux côtés, sentaient le grand besoin de matières dont l'exportation était jusqu'alors interdite.

Ces sortes d'échanges étaient dictées par la mauvaise situation financière, la monnaie était très instable comme dans d'autres pays contractants, car si l'exportation en Autriche-Hongrie avait été permise dans des conditions régulières, c'est-à-dire avec des remboursements d'argent, le royaume aurait reçu pour ces marchandises des couronnes de papier qui n'avaient aucune valeur et qui auraient augmenté la circulation de papier monnaie déjà trop grande, et de plus la séparation financière avec l'Autriche n'était pas encore accomplie dans les nouvelles provinces.

Pour cette raison les traités de « compensations » et de « contingentements » ont eu pour objet d'entraver l'entrée des couronnes de papier, l'importation de n'importe quelle marchandise étant jugée préférable.

D'une part l'Autriche et la Tchécoslovaquie ont eu un grand besoin des produits alimentaires et des matières premières du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, c'est pourquoi les deux Etats se sont préoccupés par ces traités d'assurer l'importation de certaines matières du royaume.

D'autre part, le royaume des Serbes, Croates et Slovènes avait grand besoin de charbon, de fer, d'objets en fer et de tous les autres produits manufacturés, et c'est aussi par le moyen de ces traités de compensations que

le gouvernement a assuré l'importation de ces marchandises venant d'Autriche et de Tchécoslovaquie.

Pour une période relativement courte, deux années, ces traités ont répondu à leur objet, car le problème de l'approvisionnement de la population et de la reconstitution du pays, qui était le but essentiel, a perdu de son acuité. Le souci et la nécessité d'acquérir les matières alimentaires et manufacturées apparaissent ainsi de jour en jour moins intenses.

Au contraire, un nouveau souci apparaît dans tous les Etats, celui de trouver des marchés satisfaisants pour la vente des produits nationaux.

C'est pourquoi le royaume des Serbes, Croates et Solvènes et ses co-contractants ont abandonné ce type de traité de « compensation » pour conclure, dans les années 1922-1923, des traités de commerce ordinaires avec l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Pologne et l'Allemagne. Ces traités avaient pour but de créer de meilleures conditions pour le placement des produits agricoles sur le marché de ces pays.

Mais ni les traités de « compensation » ni ces derniers traités n'ont répondu au but désiré et cela parce que l'administration du pays n'était ni assez résolue ni assez souple pour adapter ces traités aux nouvelles circonstances. Pendant les pourparlers, les délégués du royaume étaient dans une situation inférieure à celle des délégués des autres parties contractantes, étant donné que les fonctionnaires compétents, qui dirigeaient la politique commerciale n'avaient pas d'opinion très nette sur les lignes fondamentales de la politique commerciale future. Les autorités compétentes ne savaient pas exactement quelle sorte de traité différentiel ou de la clause de la nation la plus favorisée elles devaient préconiser pour le royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Ces traités d'après-guerre ne comprenaient pas de partie tarifaire, parce que les conditions économiques n'étaient pas stables et qu'il était très difficile de faire des pronostics sur le développement économique, même

dans un avenir très proche. Cet état de choses dictait impérativement au royaume de garder son autonomie douanière, afin de pouvoir changer son tarif douanier aux époques où la nécessité s'en ferait sentir.

Ces traités ont été préparés et conclus dans des circonstances irrégulières et dans des conditions défavorables, ainsi peut-on y remarquer de grandes lacunes.

Les traités, aussitôt après la guerre, contenaient une clause donnant aux parties contractantes le droit « suivant leurs nécessités et à leur gré » d'introduire des restrictions sur l'importation et l'exportation.

Une petite exception se trouve dans le traité avec l'Allemagne, qui fixe que les parties contractantes ne peuvent décréter aucune restriction sur l'importation des marchandises comprises dans une liste jointe au traité.

Cette clause de « restriction » dans les traités ayant donné de très fâcheux résultats, les autorités compétentes l'abandonnèrent, attendu qu'elle n'avait aucune raison d'être dans le royaume, tandis que les quatre pays contractants cités faisaient un grand usage de cette clause : se fondant sur elle, ils ont établi un système compliqué de privilèges individuels qui, dans la pratique, servaient de véritable interdiction à l'importation, et comme cette interdiction était fondée sur la clause de ces traités, toute protestation devait être écartée.

Le gouvernement ne faisant aucun emploi de cette clause, cette dernière qui avait un caractère bilatéral dans les traités devient unilatérale dans la pratique et elle donne tout profit aux parties contractantes aux dépens du royaume.

La révision des traités de commerce et la révision intégrale du tarif douanier devait être faite aussitôt après la guerre, malheureusement les autorités compétentes ont gardé l'ancien tarif à titre provisoire, mais il est resté en vigueur jusqu'en 1925.

Les premiers traités d'après-guerre conclus avec les pays de l'Europe centrale, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Pologne et l'Allemagne, ne répondaient pas, même de

loin, aux intérêts du commerce extérieur du royaume. C'est pour cela qu'il était indispensable d'établir un nouveau tarif douanier général qui devait répondre au nouvel état de choses d'après-guerre, et, dans l'esprit de ce nouveau tarif, il fallait commencer de nouveaux pourparlers pour la conclusion de traités tarifaires avec la plupart des Etats étrangers.

§ III. — RELATIONS COMMERCIALES NON-CONTRACTUELLES AVEC TOUS LES AUTRES PAYS

Le troisième groupe comprend tous les autres Etats avec lesquels le pays n'avait aucun traité commercial, ce sont : la Bulgarie, la Roumanie, la Turquie, l'Albanie, la Russie, etc. Ce sont pour la plupart des pays voisins, donc des pays avec lesquels le royaume avait besoin d'être en relations économiques et commerciales très étroites.

Malheureusement il n'en a pas été ainsi et, pour un tel état de choses, il est difficile de donner une explication précise, parce que les opinions des autorités compétentes et des économistes sur cette question sont divisées.

Quelques-uns affirment que ces marchés étaient très convenables pour le royaume à cause de leur proximité, et que les produits du pays pouvaient y être facilement placés.

D'autres affirment que ces marchés étaient de faibles acheteurs des produits du royaume et que de plus les raisons politiques étaient des entraves à la conclusion de traités commerciaux.

En dehors de ces deux opinions divergentes, il est clair que les premiers responsables furent les autorités compétentes du royaume des Serbes, Croates et Slovènes qui dirigeaient alors la politique commerciale et se sont montré négligentes et inactives à cet égard. Il est évident

que cet état de choses a largement nuit aux intérêts économiques du pays.

A l'égard de tous les autres Etats de ce groupe avec lesquels il n'existait aucun traité de commerce on a appliqué rigoureusement le tarif douanier maximum.

Ces relations commerciales sans traité devraient être évitées, qu'il s'agisse du plus petit ou du plus grand territoire de consommation. Il y a une règle dans la politique commerciale contemporaine d'après laquelle chaque marché et même le plus petit est toujours digne d'attention pour un homme d'Etat, qui dirige la politique commerciale d'un pays.

S'il était impossible de conclure des traités commerciaux avec ces Etats à cause de raisons politiques justifiées, il aurait fallu adoucir ce déplorable état de choses. Le gouvernement aurait dû, par un échange de notes, essayer de faire appliquer réciproquement le tarif douanier minimum. Cet arrangement qui aurait amélioré l'état de choses aurait permis d'attendre jusqu'au moment favorable pour la conclusion de traités commerciaux réguliers.

§ IV. — COMPARAISON

ENTRE LES TRAITÉS DE COMMERCE D'AVANT-GUERRE ET LES PREMIERS TRAITÉS COMMERCIAUX D'APRÈS-GUERRE.

Les traités commerciaux conclus avant la guerre entre la Serbie et les pays étrangers contiennent quatre clauses fondamentales qui sont les suivantes :

I. — Les parties contractantes s'engagent à n'introduire aucune restriction sur l'importation ou l'exportation, sauf dans des cas exceptionnels, explicitement prévus dans le traité.

Ces cas exceptionnels existaient :

- 1° Pour les objets du monopole d'Etat.
- 2° En ce qui concerne les nécessités militaires.
- 3° En ce qui concerne la sûreté générale.

4° Pour des raisons sanitaires et vétérinaires conventionnelles.

Dans tous les traités de commerce d'avant-guerre, on trouvait proclamé le principe suivant : « les parties contractantes s'engagent à n'établir aucune restriction sur l'importation ou l'exportation, sur le transit, et à ne pas entraver le trafic commercial entre les territoires respectifs. »

2° Obligation pour une des parties contractantes de ne pas établir sur les marchandises venant de l'autre partie contractante des droits de douane supérieurs à ceux prévus dans la partie tarifaire du traité.

3° Stipulation réciproque entre les parties contractantes de la clause de la nation la plus favorisée.

4° Le droit pour les sujets des deux Etats contractants, d'établissement et de travail sur le territoire de l'autre partie contractante.

Dans les traités d'après-guerre, la première de ces clauses est textuellement reproduite, mais l'étendue de cette clause est étroitement limitée par des protocoles conclus. Dans les protocoles conclus, il y a la clause suivante : « En vue des circonstances économiques irrégulières, les parties contractantes se réservent le droit d'introduire des restrictions sur l'importation et l'exportation suivant les nécessités et à leur gré. »

De cette manière et étant donné l'insertion d'une telle clause dans les traités d'après-guerre, dans chaque cas particulier, la liberté du trafic commercial pouvait être annulée ou entravée de la part d'une des parties contractantes qui aurait usé de son droit réservé dans le protocole conclu. Cependant ce droit n'était pas illimité, parce qu'un peu plus tard on a commencé à employer ce qu'on a appelé les listes libres avec terme limité, d'après lesquelles les parties contractantes s'engagent à ne pas introduire des restrictions sur l'importation des articles cités dans ces listes et à ne mettre en vigueur les restrictions décrétées que six à douze mois après.

Pendant la guerre et dans les premières années qui l'ont suivi, l'emploi des restrictions était fréquent et il en résulte de mauvaises conséquences dans l'échange international des biens.

Tous les Etats s'appuyant sur la force majeure, sur les circonstances exceptionnelles et sur les raisons morales, etc., introduisaient beaucoup d'autres restrictions que les traités interdisaient explicitement. Pendant la guerre et dans les premières années après la guerre, 1919-1920, on a employé le plus souvent les restrictions dans les exportations pour faciliter l'approvisionnement de la population et la reconstitution du pays. Et en 1921, commence l'emploi plus fréquent de l'interdiction de l'importation, afin d'améliorer le bilan commercial et la monnaie nationale. Au cours des dernières années, ces restrictions dans les importations se font plus rares et sont remplacées par des droits d'importation.

Les traités d'avant-guerre contiennent, à côté de la partie générale, la partie tarifaire avec plus ou moins de droits de douane fixés par le traité, droits qui ne pouvaient pas être augmentés pendant la durée de l'application du traité. Les tarifs de ce traité indiquent le maximum d'imposition douanière sur les marchandises des deux parties contractantes.

Les traités commerciaux d'après-guerre ne comprennent plus de partie tarifaire et si on ne pouvait pas admettre l'obligation de restrictions des importations et des exportations, on pouvait moins encore accepter la fixité des droits de douane. D'après ce qui précède les parties contractantes fixaient à leur gré les droits de douane.

Ces traités d'après-guerre sans partie tarifaire constituaient seulement la base juridique pour le trafic commercial réciproque, mais ils ne régularisaient pas mutuellement l'imposition douanière, tandis que les traités d'avant-guerre garantissaient toujours que le trafic ré-

ciproque ne devait pas imposer de droits de douane plus élevés que ceux établis par les traités tarifaires.

C'est pourquoi ces traités tarifaires sont préférables, le plus souvent employés dans les relations entre les Etats qui ont un trafic commercial très développé. Quant aux Etats à faible trafic, on peut employer avec eux ces traités sans partie tarifaire. Les premiers traités conclus après la guerre sont souvent sans partie tarifaire.

Les traités dépourvus de partie tarifaire peuvent être défendus comme il suit : des circonstances économiques (et politiques) irrégulières dans lesquelles peuvent surgir à chaque instant des cas imprévus et inattendus, ont apparu pendant et après la guerre. Dans de telles circonstances, il était très difficile, même avec la plus grande attention et la plus grande clairvoyance d'établir des pronostics exacts sur le développement économique d'un pays pour le plus proche avenir. Dans de telles circonstances, il était nécessaire de garder une complète autonomie douanière. Aussi les traités tarifaires étaient-ils très rares et, s'ils étaient conclus, c'était seulement pour une courte durée et avec un petit nombre de droits de douane fixés. Dans ces premiers traités d'après-guerre les parties contractantes ne respectaient pas les clauses contractuelles et chaque partie contractante appliquait ces clauses à son gré et selon ses besoins, violant ainsi dans une plus ou moins grande mesure les droits de l'autre partie contractante.

Tous les Etats et le gouvernement du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, faisaient d'importants changements et compléments dans leur tarif douanier, ne s'occupant pas de savoir si les droits de douane étaient libres ou fixés par les traités et ainsi ils ont violé les clauses contractuelles existantes. Les trois ou quatre premières années d'après-guerre, se sont passées ainsi dans cette situation anormale. Les fautes venaient du gouvernement et des parties contractantes. Il n'est pas nécessaire d'expliquer et de justifier un tel état de choses, parce que cet état de choses n'était bon ni pour le

royaume des Serbes, Croates et Slovènes, ni pour les parties contractantes. C'est pourquoi les premiers traités conclus après la guerre ont perdu leur rôle et à la fin de la quatrième année après la guerre, apparaît des deux côtés, en vue des intérêts mutuels, le vif désir que le texte des traités soit en accord avec leur application et que cette application soit exécutée loyalement des deux côtés.

Aussitôt que les circonstances économiques furent régularisées, les traités sans tarif furent remplacés par les traités de commerce ordinaires du type d'avant-guerre, cependant une petite différence subsistait à propos de la question de l'établissement, question dont nous parlerons plus loin.

Dans la troisième clause des traités d'avant-guerre, c'est-à-dire celle de la nation la plus favorisée, on a fait aussi une réticence.

Avant la guerre, tous les Etats européens ont conclu un type de traité de commerce contenant la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée. Au contraire des Etats européens, les Etats-Unis d'Amérique ont toujours conclu des traités de commerce avec la clause conditionnelle (réciprocité) de la nation la plus favorisée.

La clause inconditionnelle « européenne » de la nation la plus favorisée oblige les parties contractantes à se reconnaître réciproquement tous les privilèges qu'une des parties contractantes pourrait accorder à un Etat tiers, et toujours dans les mêmes conditions et sans aucune compensation. D'après la clause « américaine » de la nation la plus favorisée, les privilèges que les Etats-Unis d'Amérique accordent à un Etat tiers peuvent être réclamés sur la base de la clause de la nation la plus favorisée sans aucune compensation, mais seulement si les privilèges respectifs sont donnés gratuitement, ou avec une compensation correspondante, si les privilèges respectifs sont payés avec une compensation réciproque.

La clause inconditionnelle d'avant guerre a eu une interprétation très large; au commencement cette clause

inconditionnelle comprenait seulement les privilèges douaniers (abaissement et fixation des droits de douane), plus tard elle comprit d'autres privilèges contractuels (sauf pour les chemins de fer, le transit, les analyses, etc), si bien que peu avant la guerre on a excepté de la clause de la nation la plus favorisée seulement deux privilèges : 1° privilèges que les Etats voisins s'accordent l'un à l'autre dans le trafic des frontières communes. 2° privilèges des traités sur l'union douanière.

La clause de la nation la plus favorisée est entrée dans les traités de commerce d'après la guerre, mais avec une interprétation plus étroite qu'avant la guerre; elle a un caractère conditionnel : son étendue est précisée, c'est-à-dire que les traités nomment limitativement les privilèges qui peuvent être réclamés en se basant sur la clause de la nation la plus favorisée. En se fondant sur cette nouvelle interprétation, on ne pouvait non seulement réclamer les privilèges de l'union douanière et du trafic des frontières communes (privilèges qui étaient les seules exceptions dans la clause de la nation la plus favorisée d'avant guerre), mais encore aucun privilège spécial (c'est-à-dire payé avec une compensation équivalente) tels que les privilèges des traités de commerce, de compensation et de contingentement d'après-guerre.

On sait que pendant et après la guerre le régime des restrictions sur les importations et les exportations existait dans presque tous les pays. Avec la conclusion des traités de compensation et de contingentement, ce régime de restriction subsiste, mais il est adouci parce que les parties contractantes permettaient réciproquement l'importation et l'exportation des contingents de marchandises fixées dans ces traités, mais avec la mention que c'était une exception spéciale et permise moyennant une compensation spéciale, et par conséquent on ne pouvait réclamer en se fondant sur la clause de la nation la plus favorisée.

Ainsi, la clause de la nation la plus favorisée, est

exclue de ce qu'on appelle « *les listes libres* » sur la base desquelles les parties contractantes s'engagent à ne pas introduire, pendant toute la durée du traité, des restrictions sur les importations des articles mentionnés dans les listes libres.

La clause de la nation la plus favorisée était encore exclue des privilèges provenant des traités tarifaires de contingentement, dans lesquels, à côté du tarif général (autonome), apparaît le tarif contractuel qui est appliqué sur les articles cités dans le traité, mais seulement jusqu'au contingent fixé dans celui-ci, avec motivation des compensations spéciales, et ce tarif contractuel ne peut être réclamé par le pays au profit de qui joue la clause de la nation la plus favorisée.

Après cet exposé, on peut conclure que cette clause de la nation la plus favorisée d'après la guerre a plutôt le caractère « *conditionnel américain* » que le caractère « *inconditionnel européen* » et que presque tous les Etats européens ont adopté cette interprétation américaine de la clause de la nation la plus favorisée. Par conséquent la clause n'était plus inconditionnelle, mais conditionnelle, parce qu'elle cessait de justifier les privilèges qui devaient être payés de compensations spéciales.

La seule différence, c'est que les Etats-Unis d'Amérique accordent ces privilèges spéciaux si l'autre partie contractante accepte d'accorder un avantage correspondant, tandis que dans les pays européens ces privilèges augmentent le groupe des exceptions sur lesquelles on ne peut appliquer la clause de la nation la plus favorisée.

Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, sur cette question, fut parmi le petit nombre des Etats qui aussitôt après la guerre, abandonnèrent cette interprétation étroite et acceptèrent à nouveau l'interprétation plus large d'avant guerre de la clause de la nation la plus favorisée.

La plus grande faute dans les traités de commerce d'après guerre se trouve dans la quatrième clause des

traités d'avant guerre, c'est-à-dire dans la clause de l'établissement.

Dans les traités d'avant guerre les étrangers avaient des avantages équivalents à ceux des indigènes, ils avaient le droit d'établissement, de travail et d'acquisition des biens immobiliers, etc. Les traités d'après guerre supprimaient tous ces droits, les étrangers ne jouissaient plus que de la protection judiciaire, c'est-à-dire que leur personne et leurs biens étaient protégés, mais un étranger ne pouvait, sans l'autorisation spéciale des autorités compétentes, entreprendre aucun travail et il ne pouvait pas acquérir de biens immobiliers. Dans cette question la dernière guerre a provoqué une révolution, mais en créant une situation pire, parce qu'elle a changé la psychologie politique d'avant guerre. Les étrangers après la guerre, sont traités d'une façon exceptionnelle (et souvent même ils sont maltraités), et beaucoup de principes internationaux, autrefois proclamés, ont été méconnus.

Ainsi la guerre a créé une nouvelle interprétation du droit d'établissement et il n'y a aucun espoir que l'ancienne psychologie d'avant guerre sur cette question reparaisse.

§ V. — LES TRAITÉS DE COMMERCE TARIFAIRES

Les premiers traités de commerce, d'après guerre conclus avec les pays de l'Europe centrale : Autriche, Pologne et Allemagne, ne correspondaient pas, même de loin, aux intérêts du commerce extérieur du royaume.

Aussitôt que les circonstances économiques et politiques d'après guerre ont été régularisées dans le pays, on s'est mis à préparer la conclusion de nouveaux traités commerciaux avec une partie tarifaire du type d'avant guerre. Ces traités tarifaires n'avaient pas pu être conclus plus tôt et cela pour plusieurs raisons justifiées :

1° Les circonstances irrégulières tant économiques que politiques dans le royaume et dans le monde ne permet-

taient pas, même avec la plus grande clairvoyance, d'apporter de conclusions précises sur le développement économique dans la plus proche avenir. Parce que les surprises dans l'Europe détruite et encore houleuse, au point de vue économique et financier, étaient constamment à l'ordre du jour, et à cause de cette peur de l'imprévu, il était nécessaire et juste de garder la complète autonomie douanière ou tarifaire.

Dans de telles circonstances, les traités tarifaires étaient rarement conclus ou, tout au moins pour des durées très courtes et avec un très petit nombre de droits de douane fixés.

2° L'ancien tarif douanier de 1904, préparé pour les nécessités de la Serbie d'avant guerre, a été appliqué sur tout le Royaume Uni, et comme tel il ne pouvait servir de base avantageuse pour la conclusion de traités tarifaires pour le royaume agrandi.

Comme les circonstances économiques et politiques en 1924 étaient considérablement améliorées, et jusqu'à un certain point stabilisées, on a créé des possibilités pour la conclusion de traités tarifaires. Avant tout, il était indispensable de changer l'ancien tarif douanier qui ne correspondait même plus aux besoins de l'ancienne Serbie, et encore moins aux demandes du nouveau royaume agrandi d'aujourd'hui qui a une physionomie économique tout à fait différente, donc des nécessités différentes que ne pouvait satisfaire l'ancien tarif.

On a longtemps travaillé sur ce nouveau tarif, plusieurs projets ont été préparés, mais aucun ne fut accepté jusqu'en 1925, date de la préparation du dernier projet qui a été accepté et voté par le Parlement, et qui est entré en vigueur le 19 juin 1925. Sur la base et dans l'esprit de ce nouveau tarif on a entamé des pourparlers pour la conclusion des traités du type d'avant guerre.

Les premiers pourparlers dans ce sens furent commencés avec l'Italie et c'est d'après l'article 6 du traité de Rapallo que les parties contractantes, c'est-à-dire le Royaume d'Italie et le Royaume des Serbes, Croates et

Slovènes acceptèrent l'obligation suivante : dans un délai de deux mois après l'entrée en vigueur du traité de Rappalo, commenceront les pourparlers pour la régularisation des questions financières et économiques, c'est-à-dire des pourparlers pour la conclusion « d'un traité de commerce et de navigation ».

Le Royaume d'Italie étant le proche voisin du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et ces deux pays ayant une structure économique tout à fait différente, il existe entre eux un vaste champ de travail sur lequel ils peuvent utilement et mutuellement se compléter.

L'intention du gouvernement était que ce traité tarifaire avec le Royaume d'Italie servît de modèle à tous les futurs traités tarifaires conclus avec les pays étrangers (1). Les pourparlers en vue de la conclusion de ce traité avec l'Italie ont été renouvelées trois fois en 1921, 1923, 1924. Les pourparlers de 1921 et 1923 restèrent sans aucun résultat, mais ceux de 1924 donnèrent des résultats positifs, et le 14 juillet 1924, le traité tarifaire fut signé par les délégués respectifs des deux pays. Il ne fut pas ratifié aussitôt, mais seulement dans la seconde moitié de 1926. Ce traité avec l'Italie régularise le trafic mutuel des biens de la même manière que dans les traités d'avant guerre. Il proclame la complète liberté du commerce (exportation, importation et transit) et les parties contractantes s'engagent à ne pas entraver ce trafic par aucune restrictions ni limitation, sauf dans certains cas exceptionnels qui sont limitativement énumérés :

a) Pour le matériel de guerre (dans les circonstances exceptionnelles).

b) Vis-à-vis de la sûreté publique.

c) Vis-à-vis de la police sanitaire et vétérinaire.

d) Pour les objets du monopole d'Etat.

Malgré cela la liberté du commerce diffère beaucoup de celle d'avant guerre. Ce traité avec l'Italie exclut les

(1) *Economiste*, Belgrade, 1926. II, page 513.

restrictions sur l'exportation, l'importation et le transit, mais les parties contractantes restent libres en ce qui concerne les droits de douane, en tant que ces droits ne sont pas fixés dans la partie tarifaire. D'après cela le principe de la liberté du commerce ne saurait être violé, même avec les droits de douane les plus élevés, qui peuvent aller jusqu'à la prohibition.

Sauf ces quatre exceptions qu'on trouve dans tous les traités d'avant guerre, le traité avec l'Italie dans son article 7 fixe que le principe de la liberté du commerce ne vise pas l'importation du vin. Les parties contractantes peuvent décréter une restriction sur l'importation du vin en tant que cette restriction s'étend aussi à tous les autres Etats (la restriction sur l'importation du vin peut être décrétée seulement pour le vin ordinaire *vino communo*). D'après l'article 2 du traité, les parties contractantes se reconnaissent mutuellement la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée (on ne doit réclamer les privilèges ni pour le trafic des frontières, ni pour l'union douanière). Ce traité avec l'Italie est le premier traité tarifaire du royaume d'après guerre et il introduit beaucoup de changements dans la politique commerciale.

Les traités de commerce conclus avant celui-là ne contenaient que la partie générale, c'est-à-dire seulement les clauses générales sur la régularisation du trafic commercial mutuel, mais sans les droits de douane fixés.

Le traité de commerce avec l'Italie apporte quelque chose de nouveau et contient à côté de la partie générale la partie tarifaire d'après laquelle le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes est lié à l'Italie par 166 articles des droits de douane d'importation dans le tarif général de douanes, tandis que l'Italie ne s'est liée au royaume que par 14 articles de son tarif douanier d'importation.

Le tarif douanier italien est lié au profit du royaume pour les articles suivants : bétail (chevaux, bœufs et vaches, moutons et porcs) ; volailles, vivantes et mortes ;

viandes, fraîches et conservées; pommes de terre; pruneaux secs; champignons; ciment. A l'exception de ces privilèges le royaume profite du principe de la clause de la nation la plus favorisée pour tous les articles pour lesquels l'Italie est liée avec un tiers Etat. Dans le tarif d'importation le royaume est lié au profit de l'Italie pour les articles suivants : riz, fruits et légumes, fleurs, peaux, farine, huiles lourdes, vin (vermouth, marsala et champagne), pâtes, chocolat, fromages, conserves, bougies, soufre, borax, phosphates, textiles (coton, laine, soie), chapeaux, produits de marbre et ciment, montres, machines et appareils, automobiles. Les articles importés d'Italie payent des droits de douane sans aucun supplément ou coefficient.

Le traité conclu vaut pour trois années, et après l'expiration de ce délai, il est automatiquement prolongé si l'une ou l'autre des parties ne le dénonce pas, après dénonciation il reste encore six mois en vigueur. Ce traité ressemble au traité d'avant-guerre intitulé « traité de commerce et de navigation ».

L'Italie s'engage à permettre l'exportation sans droit de douane seulement du zinc, et le royaume s'engage à laisser l'exportation libre pour le bois, le charbon, les minerais (fer, manganèse, cuivre), le marasquin, les poissons frais, et il s'engage aussi à ne pas imposer de droit de douane sur les traverses de chemin de fer au-dessus de 0 fr. 60 par 100 kilos.

Les droits de douane transitaires sont supprimés sur les marchandises provenant d'un des pays contractants.

Ce traité régularise dans une annexe spéciale appelée trafic frontière entre les sujets des deux pays habitant la zone frontière. Cette annexe est établie sur l'exemple des annexes des traités d'avant-guerre.

Simultanément au traité de commerce, le royaume a conclu la convention consulaire sur l'établissement dont le but est de régulariser la situation judiciaire des sujets des deux pays et de marquer les attributions des consuls et des agents consulaires. Les communications et le trafic

par chemin de fer sont réglés entre l'Italie et le royaume par une convention sur le transit et le trafic adriatique; cette convention a été signée en même temps que le traité, mais reste tout à fait indépendante.

Cependant ce traité a été conclu avec de grandes difficultés et beaucoup de sacrifices ont été supportés par le royaume. On sait que les relations du royaume avec l'Italie, aussitôt après la guerre, sur la question de Fiume étaient très tendues. Ainsi, les premiers et seconds pourparlers pour ces traités ont été conduits sous la pression d'une situation politique très difficile. Les pourparlers, qui devaient être d'un caractère purement économique, étaient constamment sous l'influence politique avec le but de tracer définitivement les frontières politiques entre les deux pays. Les troisièmes pourparlers furent engagés dans des circonstances politiques un peu plus satisfaisantes, parce que le pacte de Rome entre le gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et le gouvernement d'Italie, a réglé beaucoup de questions politiques intéressant les deux pays. Il aurait fallu pour le moins qu'il en fût ainsi après le pacte de Rome, mais malheureusement, la pression politique continue et menacée souvent d'interrompre les pourparlers (1).

Pendant toute la conduite des négociations, l'Italie gardait la même attitude que dans les pourparlers politiques précédents (pacte de Rome) et, prétendant avoir subi de grands sacrifices, elle réclamait constamment et impérativement des compensations sur le champ économique. L'Italie s'est efforcée par les traités de commerce d'aplanir le chemin pour la pénétration économique dans les Balkans. Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes a fait beaucoup de sacrifices politiques pour la paix avec l'Italie et il ne pouvait accepter tous ceux que l'Italie lui demandait encore sur le champ économique. Dans de telles circonstances on ne pouvait espérer qu'un traité fût satisfaisant pour les deux pays.

(1) *Economiste*, Belgrade, 1926-27. II, page 515.

Après la conclusion du traité avec l'Italie le gouvernement des Serbes, Croates et Slovènes a commencé les pourparlers pour la conclusion de traités du même type avec l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, l'Albanie, la Grèce, la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Allemagne, la Pologne et le Japon, et, avec quelques-uns de ces pays, c'étaient des traités renouvelés.

En ce qui concerne la France, la Suisse, l'Espagne, le Portugal, la Hollande, les Pays Scandinaves et les Etats-Unis, les relations commerciales sont fondées sur les traités de commerce conclus par la Serbie d'avant-guerre et qui après la guerre étaient étendus à tout le nouveau royaume au gré des différents pays.

Le gouvernement royal n'a jamais perdu de vue l'importance particulière des traités de commerce, qui, non seulement régularisent les relations commerciales dans le sens étroit du mot, mais règlent aussi beaucoup d'autres questions compliquées sans les solutions desquelles on ne peut ni imaginer ni réaliser le développement contemporain des relations commerciales internationales. Pour le bon développement du commerce extérieur la place la plus importante appartient aux traités de commerce, parce qu'ils fournissent la base juridique pour le développement des relations économiques entre des pays contractants.

On sait qu'aussitôt après la guerre, le royaume a conclu des traités de « compensation » et de « contingentement », puis des traités contenant la clause de la nation la plus favorisée, et en dernier lieu les traités tarifaires d'aujourd'hui.

Le gouvernement essaya plusieurs fois de conclure de nouveaux traités tarifaires avec la France, la Suisse, la Tchécoslovaquie, l'Espagne, la Hollande, les pays scandinaves, etc., mais il n'a malheureusement jamais abouti à un résultat positif.

Poursuivant cette politique, le gouvernement au cours des années 1926, 1927 et 1928 a conclu de nouveaux traités tarifaires du type d'avant-guerre avec l'Angleterre,

la Belgique, l'Allemagne, l'Autriche et la Grèce. Les traités furent signés avec les trois premiers Etats : Grande-Bretagne, Belgique et Allemagne et ils entrèrent en vigueur en 1927. Le traité avec la Grèce a été rédigé et signé en 1927, mais il n'a été ratifié qu'en 1928.

Les relations commerciales du royaume avec la Grande-Bretagne, l'Irlande et ses dominions, ses colonies, ses protectorats, sont basées après la guerre et jusqu'à conclusion des nouveaux traités, sur l'ancien traité de commerce et de navigation conclu entre le royaume de Serbie et la Grande-Bretagne en 1907.

Comme cet ancien traité ne répondait plus aux exigences d'après-guerre pour les deux pays et que les besoins du trafic mutuel exigeaient une nouvelle régularisation, c'est-à-dire un nouveau traité qui devait comprendre entièrement les clauses sur le trafic maritime et la clause sur le trafic avec les territoires sous le mandat anglais (les territoires dont la Grande-Bretagne a accepté le mandat de la Société des Nations), des pourparlers ont été entamés qui ont abouti au cours de l'année 1926. Comme tous les nouveaux traités, ce dernier signé avec l'Angleterre se base sur le principe de la liberté du commerce et de la navigation et contient la clause de la nation la plus favorisée.

Il se compose d'une partie générale et d'une partie tarifaire. La partie générale comprend et régularise principalement les questions suivantes : 1° l'échange des marchandises entre les parties contractantes (articles 8 à 11, 13, 14, 16) ; 2° la navigation maritime (articles 1, 16 à 22) ; 3° le traitement des sujets des parties contractantes habitant temporairement ou définitivement sur le territoire d'une des parties, et la protection judiciaire et administrative de leur personne, de leurs propriétés, de leurs droits et de leurs intérêts (articles 1 à 7, 14 et 15, 26 et 27) ; 4° les clauses fondamentales sur la régularisation des relations avec les dominions de self gouvernement, et tous les autres territoires sous la couronne anglaise (articles 30 à 32). Dans ces articles on a stipulé

que ce traité ne peut être appliqué aux Indes ni dans aucune autre colonie ou protectorat anglais que si ces derniers le demandent de façon expresse : même si les marchandises de ces pays qui entrent dans le royaume sont traitées sur la base de la nation la plus favorisée on applique réciproquement la même clause sur les articles du royaume; 5° la clause consulaire (art. 23 à 25) ; dans ces articles on a proclamé le principe de la liberté du trafic commercial et de la navigation et le principe le plus large et inconditionnel de la clause de la nation la plus favorisée.

Avec ce traité on défend aux parties contractantes d'introduire des restrictions et des défenses d'importation, d'exportation et de transit, sauf dans les cas exceptionnels mentionnés dans les traités d'avant et d'après guerre (sûreté générale d'Etat, mesures sanitaires et vétérinaires, articles du monopole d'Etat, trafic aux frontières et union douanière).

On garantit le transit sur mer et tous les bateaux sont traités également (sauf pour le cabotage). On a régulé les appointements des consuls et des agents consulaires et enfin on a réglé les questions de conflit éventuel pouvant provenir du traité. En ce qui concerne l'échange des biens; la navigation; l'établissement d'impôts; de toutes taxes; la protection des personnes, de la propriété, des droits, des intérêts et de la profession; la comparution devant les cours de justice, etc., on a reconnu le principe du traitement égal à celui des indigènes.

Enfin on a établi des mesures pour la protection des trade-mark, des dessins et des descriptions (brevets).

En ce qui concerne le voyage, l'habitation, le droit d'acquérir la propriété mobilière ou immobilière on a reconnu le principe de la clause de la nation la plus favorisée. On sait que l'Angleterre et l'Irlande pratiquent le système de la liberté du commerce; pour cette raison la partie tarifaire de ce traité ne lie que 20 numéros du tarif douanier. La partie tarifaire ne prévoit les droits de douane que sur les marchandises venant d'Angleterre.

Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes admet l'importation du charbon anglais, sans aucun droit de douane, et a abaissé les droits de douane sur les différents textiles (différentes espèces de cotons, de fils, tissus de laine et de coton) et aussi pour la tôle, les machines agricoles, les métiers et les machines à coudre.

Comme cette partie tarifaire était d'une grande importance pour l'échange des biens avec la Grande-Bretagne, le gouvernement avec la décision des ministres C. n° 26900/1926 la fit entrer en vigueur en 1926 et cette décision fut publiée dans l'annexe 38 du n° 137 du Journal Officiel de 1926. Ce traité fut signé par les délégués le 12 mai 1927 et ratifié par le Parlement en novembre 1927; il doit rester en vigueur à dater de la ratification pendant 5 ans.

Après la grande guerre les relations commerciales du pays avec l'union douanière belge-luxembourgeoise, se sont développées sur la base du traité de commerce signé en 1907 entre la Serbie et la Belgique. Comme les circonstances se trouvaient changées ce traité ne pouvait plus satisfaire les intérêts des deux pays et il fut dénoncé; jusqu'à la conclusion d'un nouveau traité les échanges se basaient uniquement sur l'acceptation mutuelle implicite et l'application du tarif douanier minimum sur l'importation dans les deux pays. En 1926 un nouveau traité a été conclu entre le royaume et l'union douanière belge-luxembourgeoise, traité qui fut signé en 1926. Ce traité comme l'ancien se base sur le principe de la nation la plus favorisée et la complète liberté de l'échange des biens entre les deux pays. Il comprend deux parties : une partie générale et une partie tarifaire, et toutes les questions sont réglées de la même façon que dans le traité avec la Grande-Bretagne.

Dans la clause qui règle la situation des sujets des deux pays on a appliqué la pratique déjà employée dans tous les pays après la guerre; cette question est réglée seulement en tant qu'elle est nécessaire pour le renouvellement des relations commerciales, mais sa complète

régularisation reste l'objet d'une convention spéciale (convention consulaire et convention sur l'établissement). Le traité donne le droit aux sujets des deux pays d'entrer sur le territoire d'une des parties contractantes, de se livrer au commerce et de jouir de la protection judiciaire de leurs droits et de leurs intérêts. La partie tarifaire de ce traité comprend 18 numéros (les droits réduits) dans le tarif douanier belge (annexe A) au profit de l'exportation en Belgique. Les principaux produits sur lesquels on applique les droits réduits sont : les pruneaux secs, les marmelades de prunes, les produits de la viande, les extraits du tanin, le bois pour la construction, etc.

Le royaume se trouve lié au profit de la Belgique pour 29 numéros du tarif douanier (droits réduits — annexe B). Les privilèges qu'il a accordés à la Belgique existent pour le cuir tanné, la verrerie, les vélocipèdes, les motocyclettes, etc. Les clauses de ce traité sont appliquées également au Grand-Duché de Luxembourg qui forme une union douanière économique avec la Belgique. Elles ne sont pas appliquées dans les colonies belges. Le traité reste en vigueur pendant 5 années et s'il n'est pas dénoncé 6 mois avant l'expiration de ce délai il reste en vigueur indéfiniment, mais avec le droit de renonciation à chaque moment. Ce traité a été ratifié par le gouvernement du royaume le 10 novembre 1927.

Les relations commerciales du royaume avec l'Allemagne furent tout à fait rompues lors de la déclaration de guerre et renouées seulement en 1921 par la conclusion d'un traité de commerce temporaire qui n'entra en vigueur qu'au milieu de l'année 1922. Ce traité d'après son contenu, son étendue, ses clauses fondamentales et spécialement sa clause de durée portait le caractère d'un arrangement commercial temporaire. Il fut préparé en un temps où les circonstances politiques et économiques étaient tout à fait irrégulières et ainsi qu'on l'avait prévu, il apparut aussitôt comme insuffisant à satisfaire les nécessités pour le développement futur des relations

commerciales entre les deux pays. Le 10 janvier 1925, l'Allemagne se libérait des articles 265 à 270 des traités de paix et recouvrait ainsi la pleine liberté dans la direction de sa politique commerciale.

En Allemagne et dans le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, on a senti la nécessité de la conclusion d'un nouveau traité qui pourrait complètement satisfaire les besoins mutuels de développer les relations commerciales entre les deux pays. Les pourparlers ont été menés assez longuement mais le but a été atteint, et le traité fut signé par les négociateurs des deux pays le 6 octobre 1927 à Berlin et ratifié par le parlement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes le 10 novembre 1927 ; il est entré en vigueur 20 jours après la ratification et il restera en vigueur pendant deux années.

Ce nouveau traité contient une partie générale, une partie tarifaire avec un protocole (additif), puis un protocole spécial et une déclaration.

La partie générale de ce traité est basée sur les principes suivants :

1° En ce qui concerne le voyage, la résidence et l'établissement, le travail, la navigation, l'acquisition et la possession des biens mobiliers et immobiliers des sujets des deux parties contractantes, on a adopté le principe de la clause de la nation la plus favorisée, ce principe s'applique aux sociétés en actions et à toutes les autres espèces de sociétés commerciales ;

2° En ce qui concerne la protection judiciaire et administrative des personnes et des propriétés, l'imposition des taxes publiques et le traitement des navires maritimes et de leur cargo on applique mutuellement le principe du traitement des propres nationaux ;

3° En ce qui concerne l'échange des marchandises on a appliqué le principe de la liberté du commerce, de la navigation et du transit avec la clause de la nation la plus favorisée. En tant qu'il y a des exceptions à ce principe, ce sont des exceptions connues dans les traités

d'avant-guerre (sûreté générale d'Etat, etc.). La partie générale contient aussi les clauses fondamentales en ce qui concerne le traitement égal des communications ferroviaires et la navigation fluviale. La partie tarifaire contient l'abaissement des droits de douane ou leur fixation, elle contient un nombre important de facilités douanières pour les deux parties contractantes. Les Allemands ont accordé au royaume des concessions pour les articles suivants : maïs, haricots, fruits frais, prunes sèches, œufs, volailles vivantes, poissons frais, chanvre, etc.

Mais ce traité n'a pas régularisé le commerce du bétail vivant, du bétail mort et des conserves de viande, ce qui intéresse beaucoup le royaume.

Avant et après la guerre existent des restrictions sur l'importation du bétail afin d'éviter l'introduction du bétail infecté. Malheureusement très souvent cette mesure est employée comme protection économique sous prétexte de mesure vétérinaire.

Ainsi sous ce prétexte l'Allemagne, la Tchécoslovaquie et la Suisse ont interdit d'une façon générale l'importation du bétail et des conserves de viande.

A notre avis, par de telles restrictions, ces pays cherchent à limiter l'importation du bétail pour la protection douanière de leur propre bétail.

Avant la guerre on a interdit l'importation du bétail des pays dans lesquels régnait l'infection, mais seulement tant que durait l'infection, c'était une mesure exacte et justifiée. **Alors l'interdiction** générale de l'importation du bétail n'existait pas mais seulement l'examen vétérinaire. Après la guerre on a prohibé l'importation du bétail des pays sains.

Certains Etats font des exceptions à cette interdiction générale et permettant l'importation au moyen de permissions individuelles, c'est-à-dire qu'il est nécessaire d'avoir préalablement la permission pour l'importation.

Puisque le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes

est un grand exportateur de bétail et de conserves de viande, ces restrictions lui sont nuisibles et il est obligé de lutter contre de telles restrictions. C'est pourquoi le royaume est obligé envers les Etats qui prohibent l'importation de son bétail d'appliquer des mesures rétorsives, **c'est-à-dire qu'il décrète** comme contre mesure la prohibition d'importation des articles intéressant particulièrement ces Etats en s'appuyant sur les mesures vétérinaires et les mesures de police. Il faut espérer que de cette manière ces Etats seront forcés d'annuler les **restrictions sur les importations** du bétail du royaume.

Le protocole spécial contient une déclaration qui prévoit les mesures avec lesquelles on espère spécialement éloigner les difficultés existantes dans le commerce des peaux brutes.

Les relations commerciales du royaume avec l'Allemagne, pendant les cinq dernières années, se sont développées graduellement et régulièrement en se resserrant de plus en plus. D'après la statistique officielle, l'Allemagne occupe le quatrième rang dans l'importation du royaume et le cinquième dans l'exportation.

A côté de ces relations directes entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et l'Allemagne, il y a des pays voisins intermédiaires entre les deux pays, cela vaut particulièrement pour le trafic en amont et en aval du Danube : c'est pourquoi les données statistiques ne peuvent pas être considérées comme définitives. Aussi semble-t-il dans les années précédentes que le bilan avec l'Allemagne était passif, tandis que la statistique allemande affirmait que ce bilan était actif.

Le développement des relations commerciales jusqu'à ce jour montre que le trafic mutuel entre le royaume et l'Allemagne a beaucoup de chances de continuer à se développer parce que les économies des deux pays se complètent. Le royaume est un pays principalement agraire, tandis que l'Allemagne reste le modèle d'un pays industriel fortement développé.

Pour que les deux pays se complètent mutuellement, ce

traité devait servir dans une plus large mesure que les traités anciens.

Au mois de juillet 1927, ont été terminés les pourparlers entre les délégués autrichiens et ceux du royaume pour la révision des anciens traités; le traité fut signé par les délégués et il a été ratifié en 1928. La tendance de ce traité était de donner certaines facilités pour quelques articles qui devaient supporter des droits de douane au-dessous du tarif douanier autonome. Le royaume, comme pays agraire s'est efforcé d'obtenir certaines facilités pour le placement de ses produits agricoles dans l'Autriche industrielle, et en échange il était disposé à concéder des privilèges considérables, c'est-à-dire au-dessous du tarif autonome pour les produits industriels autrichiens.

Il serait tout à fait logique et naturel que ces deux pays se fassent des concessions et s'accordent des privilèges, et cela dans leurs intérêts communs, mais malheureusement de nombreuses difficultés existent pour que le royaume place ses produits agricoles et l'Autriche ses produits industriels.

L'Autriche pratique le protectionnisme agricole et les produits de la terre du royaume rencontrent une grande concurrence à cause des droits de douane autrichiens très élevés.

La plus grande partie des produits agricoles du royaume est exportée en Autriche, et par conséquent il est très intéressé à avoir le marché autrichien, parce que ses relations commerciales avec ce pays sont très étroites, et aussi parce que ces deux pays possèdent les meilleures communications. De même une très grande quantité de produits industriels autrichiens entre dans le royaume qui occupe le quatrième rang dans la liste des pays importateurs de produits autrichiens.

Le caractère de la production autrichienne et de celle du royaume, et l'importance des échanges entre les deux pays, faisaient espérer avec certitude que ce traité provoquerait l'abaissement des droits de douane d'impor-

tation pour les deux pays. Malheureusement ce traité de commerce a été conclu dans le sens inverse, et sauf quelques petites exceptions, le royaume n'a réussi à obtenir presque aucun privilège pour l'exportation de ses produits agricoles en Autriche et par conséquent il n'a pu faire aucune concession correspondante pour les produits industriels autrichiens.

Cependant les Autrichiens ont augmenté les droits de douane pour beaucoup de produits du royaume, ce qui a obligé ce dernier à augmenter ses droits de douane sur l'importation des produits industriels autrichiens, et, par conséquent, à accorder une plus grande protection à son industrie.

Dans ce traité, l'Autriche, au lieu d'abaisser les droits de douane sur l'importation des produits agricoles, les a augmentés, et ainsi a permis au royaume d'augmenter ses droits de douane d'importation sur 31 positions du tarif douanier. Si ce cas avait été spécial à l'Autriche, l'exportation des produits agricoles du royaume n'aurait pas été difficile, mais les autres Etats de l'Europe centrale ont suivi l'exemple autrichien, et ils appliquent dans leur politique commerciale l'esprit de protectionnisme agraire pour la conclusion de nouveaux traités de commerce. Ainsi ont fait l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, la Suisse et la Hongrie.

La condition politique et les relations slaves entre la Tchécoslovaquie et le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, ont considérablement influencé le développement des relations commerciales, mais il faut reconnaître que les Tchécoslovaques ont exploité ces relations beaucoup plus que le royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Les pourparlers ont été engagés à plusieurs reprises pour la conclusion du nouveau traité tarifaire qui devait faciliter encore davantage les relations commerciales entre les deux pays. Dans les derniers pourparlers pour ce nouveau traité, on est tombé d'accord sur toutes les

questions, sauf en ce qui concerne la partie tarifaire qui est cependant la plus importante. Cette question reste suspendue *sine die*.

Les 3/4 des exportations du royaume en Tchécoslovaquie se composent de productions agricoles, toutes les exportations de Tchécoslovaquie dans le royaume se composent de produits industriels. Pour toutes ces raisons l'accord entre la Tchécoslovaquie industrielle et le royaume agricole devait se faire d'une façon prompte, puisque les exportations des deux pays se complètent les unes les autres. Mais la vie économique d'après la guerre est si compliquée et comporte tellement de nouveaux faits et de nouvelles demandes, que l'accord entre un pays agricole et un pays industriel devient plus difficile que l'accord entre deux pays industriels. Ainsi la Tchécoslovaquie a pu régler les relations commerciales avec l'Allemagne, la plus forte concurrente de son industrie, et avec la France industrielle. Mais malheureusement, avec le royaume agricole des Serbes, Croates et Slovènes, elle a rencontré dans les pourparlers des difficultés insurmontables (1). La Tchécoslovaquie n'est nullement disposée, à cause de son protectionnisme agraire à accorder des concessions pour l'importation sur son territoire, des produits agricoles du royaume; ce dernier, par conséquent, n'a aucune raison d'abaisser ses droits de douane sur les produits industriels tchécoslovaques, et il doit même élever ses droits de douane sur l'importation.

Les deux pays restent donc sans traité de commerce tarifaire jusqu'à de nouveaux pourparlers. Les relations politiques entre la Tchécoslovaquie et le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, leur sympathie mutuelle et leur collaboration culturelle exigent les relations commerciales et économiques les plus étroites.

Les rapports commerciaux avec la France ont été réglés jusqu'ici par le traité de commerce conclu en 1907. Les modifications résultant de la guerre transformèrent

(1) *Irgovinski Glasnik*, Belgrade, 1928, page 8, n° 265.

la structure économique du royaume des Serbes, Croates et Slovènes par rapport à la Serbie d'avant-guerre et il devint nécessaire de conclure un nouveau traité. Les pourparlers à ce sujet ont été engagés à plusieurs reprises, mais malheureusement ils n'ont jamais abouti à un résultat.

Si l'état des rapports économiques entre les deux pays dépendait de leurs relations politiques, morales et intellectuelles, la France occuperait incontestablement le **premier rang dans l'ordre des idées**. Il est évident qu'aucun peuple n'a autant que la France contribué à la libération du royaume, à la formation intellectuelle et morale de ses savants et de toute sa classe intellectuelle, grâce à son sens élevé de l'ordre et de la clarté, et de sa lumineuse civilisation en général.

Tout cela est resté ineffaçablement gravé dans l'âme du peuple du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Il ne faudrait pas que ces relations d'ordre idéal fassent négliger les rapports d'affaires, c'est-à-dire les intérêts matériels. Cette négligence est d'autant moins justifiée que les intérêts économiques des deux pays peuvent se compléter.

Les deux pays ont manifesté le désir d'entamer des négociations en vue de la conclusion d'un traité de commerce. Les pourparlers furent menés au cours des deux derniers mois de l'année dernière, et on est arrivé cette fois à un résultat positif. Des concessions réciproques ont été faites, et les intérêts des deux pays amis sont satisfaits.

Le traité de commerce et de navigation, complété par une convention consulaire et d'établissement fut signé à Paris, le 31 janvier 1929, entre la France et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Ces deux conventions qui seront mises simultanément en vigueur, s'ajoutent au traité d'amitié et à la convention d'arbitrage signés le novembre 1927 entre les deux pays.

Ces deux conventions sont destinées à remplacer la convention franco-serbe de 1907, qui ne répondait plus

au développement actuel des relations économiques entre les deux Etats.

Le traité de commerce est basé sur la clause de la nation la plus favorisée, et comprend 36 articles auxquels sont annexés une liste et quelques dispositions complémentaires contenues dans un protocole.

Par l'article premier, le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, accorde à la France pour l'importation de toutes ses marchandises, la clause de la nation la plus favorisée. Par l'article 3, la France accorde au royaume des Serbes, Croates et Slovènes pour l'importation de ses marchandises en France, la clause de la nation la plus favorisée.

L'article 2 apporte des réductions au tarif douanier des Serbes, Croates et Slovènes pour les marchandises spécifiquement françaises, notamment sur les eaux-de-vie, les champagnes, les vins mousseux, les médicaments, la parfumerie, les bougies et savons, les fils et tissus de coton et de soie, les cuirs, les outillages et machines, les automobiles. Aucune modification n'est apportée au tarif douanier français.

Ce traité resserre les liens économiques entre les deux pays, et permettra le développement des échanges, d'autant plus que le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, riche en ressources naturelles, doit faire appel pour leur mise en valeur au matériel, comme aux capitaux français. Il permettra qu'une action intellectuelle et morale aussi grande entre les deux pays, soit accompagnés d'une action économique.

Avec la Suisse et l'Espagne on a souvent entamé des pourparlers, mais on a toujours rencontré des difficultés parce que ces pays emploient les mesures commerciales protectionnistes, qui en ces derniers temps furent introduites dans l'Europe centrale et occidentale et qui sont caractérisées par un plus grand protectionnisme agricole. C'est pour cette raison que le royaume a de si grandes difficultés à conclure des traités tarifaires.

Les agrairiens de tous ces pays exigent des droits de

douane prohibitifs contre les produits agricoles étrangers afin d'assurer de bons prix à leurs produits sur les marchés nationaux. Les gouvernements de ces pays répondent favorablement aux agrairiens, parce que dans les réformes tarifaires qu'on a faites en Autriche, en Tchécoslovaquie, en Suisse, en Allemagne et dans d'autres pays, on a tenu compte de leurs demandes et augmenté considérablement les droits de douane sur l'importation des céréales, du bétail et des produits du bétail. Une telle politique commerciale douanière des pays ci-dessus mentionnés depuis 1925 a influencé défavorablement l'exportation du royaume, et il n'y a pas beaucoup d'espoir qu'un tel état de choses s'améliore au profit de ce dernier, car il ne paraît pas que le protectionnisme agraire qui règne dans les pays mentionnés doive diminuer dans un avenir proche, parce que les agrairiens de l'Europe centrale ont découvert un nouvel argument assez populaire et attrayant, mais inexact et injustifié.

Ce sont spécialement les agrairiens allemands qui cherchent à maintenir le protectionnisme agraire invoquant l'ancienne raison *self sufficiency*, et ils assurent que si ce protectionnisme avait existé avant la guerre, les puissances centrales, pendant la guerre n'auraient pas autant souffert du blocus, n'auraient pas eu une telle pénurie de produits alimentaires et que la guerre aurait pu finir autrement.

Pour toutes ces raisons les agrairiens allemands cherchent que l'histoire ne se répète pas, que la production agricole soit augmentée et protégée au moyen de droits de douane élevés, si, le cas échéant, c'est-à-dire en cas de guerre l'Europe centrale se trouvait dans la possibilité de suffire à elle-même.

Comme les demandes des agrairiens sont chaudement acceptées par les cercles politiques nationalistes et militaires, il n'y a aucun espoir que le protectionnisme agraire de ces pays s'adoucisse, mais il y a tout lieu de croire qu'il ne fera que s'accroître.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, la question se pose de savoir ce qu'il faut faire pour éviter ou atténuer les mauvaises conséquences créées par cet état de choses dans le monde. La réponse à cette question est très difficile parce qu'elle demande avant tout l'étude très approfondie de la situation présente, puis des mesures énergiques dans la politique économique du royaume.

Le protectionnisme agraire des pays dans lesquels le royaume exporte la plupart de ses produits agricoles, l'oblige de rechercher de nouveaux marchés, mais cela est plus difficile qu'on ne l'imagine parce que la nature, les traditions et les relations commerciales sont, jusqu'à ce jour, étroitement liées aux anciens marchés de ces pays qui furent non seulement les consommateurs du royaume mais aussi les intermédiaires par lesquels passaient la majeure partie des exportations vers l'Occident et le Nord-Ouest. Quand le chemin de fer adriatique sera construit et que le pays sera relié directement à la mer, le commerce extérieur changera en grande partie au profit du royaume parce qu'il sera libéré des intermédiaires.

Si le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ne peut trouver un bon placement pour ses produits agricoles dans les pays industriels et ceux auxquels il achète les produits manufacturés, il sera obligé de transformer sa production agricole, c'est-à-dire de diminuer la quantité de certains produits qui subissent une grande concurrence par suite de la protection agraire des autres pays, et de produire seulement ceux qui peuvent trouver un bon débouché chez lui ou à l'étranger. D'un autre côté il sera obligé de compenser cette perte par l'établissement d'entreprises industrielles étroitement liées à l'agriculture et, à cet effet d'élever contre son gré, les droits de douane sur les produits industriels.

Ni cette politique de protectionnisme agraire dans les pays surtout industriels, ni la politique de protectionnisme industriel du royaume ne sont en harmonie avec

les désirs de la section économique de la Société des Nations qui cherche à abaisser toutes les barrières qui entravent le développement normal du commerce international (1).

Le gouvernement du royaume s'efforce d'adapter la politique commerciale aux principes admis et appliqués par la conférence économique internationale de Genève en 1927.

Il est à souhaiter que les idées de la section économique soient réalisées dans le plus bref délai. Elles trouveront dans le royaume la plus grande faveur et la plus vive reconnaissance, parce que ce dernier est partisan de cette conception qui est aussi la plus rationnelle au point de vue économique, il faut que chaque pays produise principalement les articles pour la production desquels il réunit toutes les conditions nécessaires et favorables, et qu'il suffise aux autres besoins par l'exportation du surplus de ses propres produits. C'est d'après le système d'Adam Smith l'échange idéal de biens dans le commerce international.

(1) Comité Economique de la Société des Nations, 14 juillet, 1928, Genève.

CHAPITRE II

§ I. — LE RÉGIME DOUANIER D'APRÈS GUERRE

On peut diviser le régime douanier du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en deux périodes : la première période, c'est le régime douanier provisoire qui commence à l'Union Nationale (1^{er} décembre 1918 et qui se termine le 20 juin 1925). La deuxième période commence le 20 juin 1925 avec l'entrée en vigueur du nouveau tarif douanier général ; c'est l'application du système douanier normal. Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes se trouve encore aujourd'hui dans cette période.

La politique douanière du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes dans les premières années après la guerre a appliqué le régime douanier de l'ancien royaume de Serbie.

A la fin de la grande guerre 1914-1918, le petit royaume de Serbie, sortant vainqueur, réussit à réunir autour de lui ses frères Croates et Slovènes et à créer une nouvelle unité politique et économique dans le grand Royaume des Serbes, Croates et Slovènes d'aujourd'hui. De cette façon le territoire douanier n'a pas seulement quadruplé, mais la physionomie économique du nouveau Royaume-Uni s'est trouvée tout à fait modifiée. Tandis que le royaume de Serbie était et restait un pays purement agricole, avec une industrie insignifiante qui fut complètement détruite pendant la guerre, les nouvelles provinces comme la Croatie et la Slovénie et d'autres provinces serbes possèdent à côté de l'agriculture, une industrie assez bien développée.

Les changements économiques fondamentaux qui sont survenus après la conclusion du traité de paix entraînaient une nouvelle orientation économique et spécialement dans la politique commerciale et douanière.

Les pays qui ont subi une transformation moins importante que le royaume des Serbes, Croates et Slovènes étaient aussi obligés d'adopter une politique commerciale et douanière *ad hoc*, ils s'abstenaient de régulariser leur système douanier d'une façon permanente. C'est pour cela que le royaume adopta dans le domaine de la politique douanière un régime provisoire.

Après la formation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le gouvernement royal se trouva en présence de lois douanières différentes. Son premier souci fut d'accomplir l'unification de toutes ces lois douanières afin que le royaume agrandi fût représenté, vis-à-vis de l'étranger, comme un seul territoire douanier.

Puisque le temps et les circonstances ne permettaient pas que cette question de l'unification des lois douanières pût être étudiée et réglée de manière à s'accorder avec les intérêts économiques du pays, le gouvernement royal résolut cette question d'une façon très simple. Le Conseil des Ministres, le 11 mars 1919 décida que l'ancienne loi serbe sur le tarif douanier général de 1904 qui resta en vigueur jusqu'à la déclaration de la guerre de 1914 serait appliquée sur tout le Royaume Uni. Cette décision fut sanctionnée postérieurement dans la loi financière de 1922-1923.

Naturellement cette décision ne correspondait pas aux besoins économiques du pays, parce qu'elle ne pouvait pas suffisamment protéger les intérêts des nouvelles provinces, qui ont une production assez variée et plus développée, alors que l'ancienne loi douanière serbe était adaptée aux circonstances et aux besoins de l'ancienne Serbie. Après la guerre, cette loi ne correspondait plus aux nécessités de la Serbie elle-même. Mais à cette époque on ne put trouver plus vite une solution meilleure, car le peu de temps dont on disposait ne permettait pas

la préparation d'une nouvelle loi sur le tarif douanier, et les intérêts politiques et douaniers exigeaient que le pays eût un tarif douanier, et pour cela *volens, nolens* on a choisi cette solution et décidé que l'ancienne loi douanière serbe serait appliquée à tout le Royaume Uni.

Après l'invasion par ses ennemis en 1915, le Royaume Serbe était partagé entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie, et il subissait en ce qui concerne le trafic commercial, le sort d'un pays ennemi conquis sous le régime de guerre.

Tandis que l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie pendant la guerre importait via les pays neutres les marchandises coloniales et les objets manufacturés spécialement pour les nécessités de leur population et de leur armée, la Serbie occupée n'importait rien. Au contraire on réquisitionnait et on emportait tout ce qu'on pouvait et tout ce qu'on voulait. Ainsi la Serbie est-elle restée dévastée, ne disposant ni de ses propres produits ni de produits importés ; la situation était désespérée parce qu'on manquait de tout et principalement de produits alimentaires et de vêtements. Tandis que le royaume souffrait tant d'épreuves, les provinces libérées subissaient un sort un peu meilleur, parce que les ennemis ne comptaient pas sur la victoire des alliés. Ils épargnaient autant que possible toutes les anciennes provinces et ils épuisaient et ravageaient la Serbie jusqu'à l'extrême limite.

Dans ces circonstances le pays, bien qu'il soit un pays agricole par excellence était obligé, aussitôt après la guerre, d'importer non seulement les objets fabriqués mais même les produits alimentaires et les céréales qu'il aurait dû en temps normal exporter.

Il résulte de ce qui précède qu'après la proclamation de l'Union en un Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le 1^{er} décembre 1918, le gouvernement interdit toute exportation et le commerce intérieur fut restreint dans les provinces par des réquisitions et par la fixation du prix des matières alimentaires. Le commerce intérieur fut entravé jusqu'au décret du Conseil des Ministre du

5 novembre 1919 qui établit la liberté du commerce intérieur. Dans le commerce extérieur, le Ministre du Commerce commença à s'éloigner des prohibitions absolues et à accorder des permissions pour l'exportation des produits alimentaires destinés à l'approvisionnement des armées alliées en Autriche et en Hongrie; puis il accorda des permissions d'exportation individuelles pour les produits de compensation.

Au mois de mars 1919 fut institué au Ministère du Commerce le Bureau Central pour le trafic avec l'étranger, qui distribue les permissions en général et spécialement les permissions sur les traités compensatoires avec l'Autriche et la Tchécoslovaquie.

Ce système de permissions était laissé au bon plaisir administratif, et donnait naissance à de graves injustices et à des abus; il fut bientôt annulé le 5 novembre 1919 et remplacé par le régime des droits d'exportation. Ainsi, les premiers droits d'exportation datent du mois de novembre 1919. Avant qu'on les appliquât, régnait le principe de l'interdiction générale sur l'exportation de tous les produits du royaume et spécialement des céréales. Ces premiers droits d'exportation avaient un double but. 1° Un but fiscal, parce que le gouvernement voulait participer au profit des exportateurs. 2° Le but d'empêcher que les prix dans le pays n'arrivent à égalité avec les prix étrangers (à cause de la cherté).

Après la première introduction des droits d'exportation, ceux-ci ont subi des réformes plus ou moins profondes, mais elles étaient juxtaposées sans aucun ensemble et sans but commun. C'est seulement la réforme du 19 février 1921 qui révèle certaines tendances économiques : par exemple, on imposait les farines beaucoup moins que le grain et cela pour fortifier l'industrie meunière du pays. On avait supprimé les droits des produits de l'industrie meunière et l'exportation de ces produits était libre.

Pour le bétail et les viandes on a agi de la même manière. Le bétail supportait de plus grands droits d'exportation.

tation que la viande fraîche. Les viandes conservées, les produits de la viande comme les saucisses, etc, étaient tout à fait libres de droits de douane. Par ce moyen on espérait garder la plus grande quantité de peaux brutes dans le pays pour développer l'industrie des peaux et en même temps l'industrie alimentaire des viandes.

Mêmes tendances dans l'industrie du bois ; plus le bois était travaillé, moins il payait de droits.

Les essais de développement de l'industrie par la force et pour une courte durée n'ont pas réussi et ne pouvaient pas réussir. Il ne fallait pas sacrifier les intérêts d'une grande partie de l'agriculture pour forcer le rapide développement de certaines branches industrielles qui ne peuvent progresser que graduellement. Le fait est que la différence des droits d'exportation entre les matières premières et les produits manufacturés est supportée par l'agriculture qui est obligée de vendre ses produits meilleur marché aux industries du pays.

Cette réforme a tout de même produit un résultat, parce qu'elle a abaissé les anciens droits d'exportation.

Auparavant régnait le principe que toutes les marchandises qui n'étaient pas mentionnées dans le tarif douanier payaient 100 % de leur valeur, mais par cette réforme il a été décidé que toutes les marchandises non mentionnées dans le tarif seraient exemptes de tous droits.

Il y a des causes qui ont dicté l'introduction des droits d'exportation, des raisons qui ont justifié leur maintien, mais il y a aussi des conséquences, et ces conséquences apparaissent non seulement dans le cadre du bilan commercial et du budget d'Etat, mais même dans toutes les branches de la vie économique du pays. Jusqu'à l'introduction des droits d'exportation la grande différence dans les prix entre le marché intérieur et le marché extérieur était au profit des privilégiés qui avaient obtenu des permissions d'exportation. Mais avec l'introduction des droits d'exportation cette différence des prix était au profit des caisses de l'Etat. A ce moment les droits

d'exportation étaient imposés sur les produits alimentaires largement recherchés par l'étranger, mais pour assurer le ravitaillement intérieur on a fixé les contingents de certains articles d'exportation qui supportaient des droits d'exportation. Ces droits ont rapporté de très grosses ressources au gouvernement.

Aussitôt après la guerre existaient les droits d'exportation suivants (1) :

a) Les droits fiscaux ayant pour but de donner le plus grand revenu au fisc.

b) Les droits sociaux politiques, ayant pour but de maintenir le prix des marchandises sur le marché intérieur plus bas, en rapport avec l'approvisionnement de la population et la reconstruction du pays.

c) Les droits économiques protecteurs ayant pour but de transformer certaines matières premières dans le pays et de développer aussi la jeune industrie.

d) Les droits compensatoires, qui réagissent sur les droits d'importation excessifs, dans les autres pays. Les droits d'exportation a) et b), étaient appliqués sur les céréales et le bétail, les produits du bétail, l'opium, les bois, etc. Ils étaient nuisibles et furent aussitôt supprimés. Les droits d'exportation c) étaient appliqués sur la laine, les peaux, les cornes, les os, les vieux chiffons, et toutes sortes de déchets et vieille ferraille, etc. Les droits d'exportation d) étaient appliqués sur le chanvre, le bois ; ils correspondaient aux droits d'importation excessifs sur les cordages en Grèce et en Bulgarie et sur le ciment et les fournitures de bois en Italie.

L'histoire des droits d'exportation après la guerre est en étroites relations avec le problème de l'approvisionnement de la population et de la reconstruction du pays et avec celui de la cherté de vie (2). On peut dire que ces deux problèmes ont mis à l'ordre du jour les droits de douane d'exportation. Le gouvernement, préoccupé par ce problème de l'alimentation et de la reconstitution du

(1) *Economist*, Belgrade, 1924, page 892.

(2) *Economist*, Belgrade, 1924, page 281.

pays, a décidé beaucoup de mesures, parmi lesquelles l'interdiction et la restriction de l'exportation (à la fin de 1918) : il s'agissait de l'interdiction absolue pour les produits alimentaires, les matières premières et le cheptel agricole, et de restrictions d'exportation avec le système des permissions individuelles pour toutes les autres marchandises.

Heureusement ces mesures ne furent pas de longue durée, parce que la récolte de 1919 fut très bonne, et on arriva à cette conclusion que l'approvisionnement de la population et la reconstruction du pays pouvaient être assurés par des moyens moins rigoureux, et qu'au lieu de l'interdiction absolue pour l'exportation des produits alimentaires, on pouvait graduellement limiter l'exportation par les contingents et imposer les droits d'exportation sur ces contingents (1919). Ces contingents et les droits d'exportation avaient pour but d'entraver dans une certaine mesure l'exportation de ces produits absolument nécessaires dans le royaume et ce but fut atteint parce que avec les contingents et les droits d'exportation, l'exportation était considérablement entravée.

Après la question de l'approvisionnement et de la reconstruction du pays apparaît le problème de la cherté de vie. Le gouvernement pour entraver la hausse des prix avait autorisé l'ancien Ministre de l'Approvisionnement et de la Reconstruction du pays à s'entendre avec le Ministre des Finances pour appliquer les droits d'exportation sur les produits alimentaires espérant ainsi que ces droits maintiendraient les prix sur le marché au-dessus de la parité mondiale des produits alimentaires.

Ces raisons dictèrent le premier tarif d'exportation du 5 novembre 1919 ; toutefois ce tarif ne répondit pas dans la pratique à son but mais produisit un autre effet : il eût une influence primordiale sur l'application et le développement des droits d'exportation parce que les surcharges douanières d'exportation apparaissaient comme une très bonne source de revenus pour l'Etat.

Le Ministre des Finances, qui se trouvant continuelle-

ment en face d'un déficit budgétaire par la faute de la reconstruction du pays portait alors un grand intérêt aux droits de douane. Ainsi on peut dire qu'il y eut trois problèmes d'une importance primordiale dans les changements et les compléments postérieurs du tarif douanier.

Ces problèmes sont ceux :

1° De l'approvisionnement et de la reconstruction du pays.

2° De la cherté de la vie.

3° Les intérêts fiscaux. Il va de soi que des changements considérables sont survenus au cours des années suivantes.

1° Le problème de l'approvisionnement a perdu de son acuité parce que la première année après la guerre fut prospère en récoltes et qu'elle donna un excédent de produits. Le problème de la reconstruction est resté assez longtemps le facteur décisif dans la fixation des droits d'exportation et, sous l'influence des nécessités de la reconstruction, le gouvernement introduisit, jusqu'à un certain point, le protectionnisme mercantile, en maintenant les droits d'exportation sur les matières premières afin d'utiliser celles-ci dans l'industrie du pays.

Au début, les droits d'exportation ont eu, au point de vue de fisc, des résultats très faibles mais qui se sont fait sentir dans la suite et jusqu'en 1924 ont été très importants.

Dans ce tarif d'exportation de 1919 on remarque deux tendances :

La première tendance apparaît dans les droits de douane peu élevés imposés sur les produits alimentaires et le bétail et dans cette tendance on reconnaît d'une part, l'intérêt fiscal qui cherche à obtenir pour l'Etat le plus grand revenu et d'autre part, l'effet social contre la cherté. La seconde tendance apparaît dans les droits prohibitifs souvent assez élevés, qui sont imposés sur toutes les matières premières et dans cette tendance on reconnaît le désir de protéger l'industrie nationale.

La politique qui consiste à restreindre les exportations de certaines matières premières, sous n'importe quel prétexte, n'est pas une bonne politique économique ni au point de vue des producteurs, ni pour le solide développement industriel du pays. L'intérêt des producteurs est d'obtenir le plus grand profit pour ces matières premières et l'intérêt de l'Etat est de les aider au lieu de les entraver. Mais le principe fondamental dans la directive d'une bonne économie politique, doit être de favoriser la production dans la plus grande mesure possible. Cependant la restriction directe sur les exportations ou l'introduction de droits d'exportation élevés produit un effet contraire : la production s'affaiblit et on arrive à un état de choses anormal qui est contraire à l'intérêt général de l'Etat. Avec la restriction d'exportation ou avec les droits d'exportation élevés sur les matières premières, l'industrie dispose de matières à vil prix, et ainsi, pour le profit de l'industrie on fait une espèce d'expropriation des producteurs.

Le pire, c'était que l'industrie ne pouvait pas employer toutes les matières premières qui se perdaient. Par exemple une des usines pour la fabrication des cuirs, ne pouvant pas travailler toutes les peaux disponibles à cause de ses installations trop petites, demandait aux autorités douanières d'exporter le surplus des peaux pour qu'elles fussent travailler à l'étranger.

Il fallait certainement tenir compte de la jeune industrie, mais il ne fallait pas négliger tout à fait les producteurs agraires. Dans le royaume les droits d'exportation d'après guerre sont défendus à l'aide de cet argument qu'ils tendent à l'égalité des impositions. Les défenseurs de ce droit d'exportation prétendent que l'agriculture était moins imposée que les autres branches de l'économie, spécialement l'industrie qui payait des impôts très élevés, et l'agriculture, avec ces droits d'exportation, payait son juste tribut ; on cherchait à ce que ces droits d'exportation fussent maintenus jusqu'à ce que l'unification des réformes de taxation fut achevée. L'em-

ploi des droits d'exportation était très connu aux dix-septième et dix-huitième siècles sous le régime du mercantilisme, mais ils furent de plus en plus abandonnés, et la nouvelle politique commerciale ne les employait plus que dans certains cas exceptionnels. Les articles d'exportation sont pour la plupart des produits agricoles et le prix mondial pour ces articles est déterminé par l'offre et la demande du monde entier ; par conséquent l'influence du royaume est insignifiante et comme ses produits n'ont aucune influence sur la formation du prix mondial, mais au contraire que les prix mondiaux sont décisifs sur les prix intérieurs du pays, il est évident que c'est le royaume qui supporte tous les droits d'exportation et non l'étranger. C'est pourquoi les droits d'exportation auraient dû être supprimés aussitôt.

Tandis que les choses se sont passées ainsi pour l'exportation et les droits d'exportation, l'importation après la guerre a été constamment favorisée jusqu'en 1920, époque où la monnaie nationale a baissé rapidement, c'est alors qu'on a commencé à restreindre et à entraver l'importation. Les premières mesures à cet égard furent la prohibition sur l'importation des marchandises de luxe du 23 mars 1920. Comme les marchandises de luxe malgré cette prohibition furent importées clandestinement, les autorités compétentes levèrent la prohibition d'importation, mais introduisirent les droits d'importation et les taxes de luxe sur les articles de luxe. Seulement il était très difficile de déterminer quels étaient les articles de luxe. Enfin la Direction Générale des Douanes prépara une liste des articles de luxe devant subir les droits d'importation et les taxes de luxe. Aussitôt après, le 6 avril 1920, le gouvernement apporta un nouveau décret sur le commerce extérieur, qui avait pour but principal d'augmenter les revenus de l'Etat et d'améliorer la monnaie nationale.

Une des ces mesures monétaires était la taxe sur le chiffre d'affaires qui frappa aussi le commerce extérieur. Depuis le 26 octobre 1920, d'après ce décret gouver-

nementale, les marchandises importées payaient la taxe sur le chiffre d'affaires qui était égale aux droits d'importation, et les marchandises de luxe payaient non seulement les droits d'importation mais aussi la taxe de luxe et encore 100 % *ad valorem*. Les marchandises exportées payaient, au nom de cette taxe, la moitié du montant des droits d'exportation. Comme les droits d'exportation et les taxes sur le chiffre d'affaires étaient payées en or, ils ont entravé le commerce extérieur, et le Ministre des Finances, sur la demande de l'association des exportateurs, a ordonné que les taxes sur le chiffre d'affaires fussent payées en argent et sans agio.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie demandait au gouvernement que l'ancien décret C., n° 17.392, 1919, qui favorise l'importation, fût prolongée encore un an, avec certaines petites modifications parce qu'on sentait encore la nécessité de favoriser l'importation à cause de la reconstruction du pays. Sur cette demande du Ministre du Commerce et de l'Industrie, le gouvernement a rendu un nouveau décret C., n° 61.602, 22 septembre 1920, par laquelle il accordait, sans aucune limite de temps, les privilèges d'importation suivants :

1° Sont exonérés des droits d'importation sans tenir compte de l'origine des marchandises ni de leur prohibition l'importation, les articles prévus qui servent comme moyen de production (chaudières à vapeur, machines, charbon, les huiles industrielles), si ces articles sont importés directement par les institutions autonomes ou d'Etat, les industriels, les artisans, les agriculteurs et leur association.

2° Sont exonérés dans les mêmes conditions, les articles qui ne sont pas produits, ou qui sont produits en quantité insuffisante dans le pays : le matériel de construction, les produits chimiques, le matériel pour les installations de production, les matières premières et demi-manufacturées. Tout cela avec la permission préalable de la Direction Générale des Douanes.

3° Sont exonérés des droits d'importation les canots

et les bateaux qui ne sont pas de luxe, les moyens de transport.

4° Le tarif minimum serait appliqué sur les objets du point 1°, ci-dessus mentionnés, quand ils sont importés par des importateurs qui ne sont pas exemptés de droits d'importation ; sur les objets du point 2°, s'ils sont importés par des importateurs qui ne sont pas exemptés des droits d'importation et si ces articles n'existent pas ou s'ils existent en quantité insuffisante ; sur le matériel d'imprimerie, d'emballage, les bouteilles pour la bière et l'eau minérale, la ouate et différents autres tissus (1). Grâce à ce privilège le pays fut relativement très vite pourvu de ces approvisionnements nécessaires jusqu'à la fin de 1921.

L'Etat se trouvant alors suffisamment relevé par cette libre importation, l'intérêt fiscal et d'autres circonstances demandaient que la politique douanière redevînt graduellement normale. C'est pourquoi le gouvernement a rendu le 4 juin un décret pour modifier et compléter la loi sur le tarif douanier en introduisant les droits maxima et minima. D'après ce décret les droits minima devaient être appliqués sur les marchandises des pays avec lesquels il existait des traités, et les droits maxima sur les marchandises de tous les autres Etats.

Cependant le décret du conseil des ministres C 61.602, sur les privilèges douaniers dont nous avons parlé plus haut reste encore en vigueur. Ce décret qui accordait des privilèges douaniers pour les besoins de la reconstruction de l'industrie détruite était justifiée au début, mais personne ne pensait qu'elle resterait en vigueur aussi longtemps, surtout lorsque les besoins de la reconstruction du pays ne seraient plus si pressants.

Les résultats furent très satisfaisants, parce que jusqu'à la fin de 1922, l'industrie du royaume, et spécialement celle de la Serbie qui avait été complètement détruite, était assez bien renouvelée et commençait à se

(1) *Economist*, Belgrade, 1925, page 249.

développer normalement. En ce qui concerne l'industrie dans les nouvelles provinces, industrie beaucoup plus considérable que celle de la Serbie, et qui ne fut pas aussi endommagée, les privilèges accordés par ce décret lui donnèrent un tel essor que ses entreprises en furent pas seulement relevées, mais encore étendues et agrandies et que même de nouvelles entreprises furent créées.

L'importation, d'après ces privilèges, était très grande et les recettes douanières minimales. Quand l'industrie fut relevée grâce à ces privilèges qui durèrent jusqu'en 1922, on a commencé à en ressentir les conséquences fâcheuses, et le gouvernement décida d'annuler le décret (n° 61.602, 22 septembre 1920). Les milieux industriels ont découvert à temps l'intention du gouvernement et ont commencé de protester en affirmant que la suppression de cette décision serait une catastrophe pour l'industrie nationale et les petits artisans, qui souffraient du manque de capitaux et de la forte concurrence étrangère. Les industriels se défendaient et ils considéraient que ces privilèges devaient être des droits acquis, et comme tels, qu'ils ne pouvaient être supprimés par de simples mesures administratives.

Ces raisons étaient dans une certaine mesure justifiées, mais en général exagérées. Les autorités compétentes du royaume qui dirigeaient la politique douanière commerciale, étaient convaincues que le système des privilèges douanier individuels et que cette décision C. 61.602 avaient achevé leur rôle pour la reconstruction et le renouvellement de l'industrie et des petits métiers, et même qu'ils avaient commencé à produire de fâcheuses conséquences et que le moment était venu de les supprimer. Ces privilèges devenaient injustes parce qu'ils favorisaient certaines personnalités et certaines classes puissantes au détriment des plus faibles.

Le gouvernement décida en janvier 1923 que l'étendue de ces privilèges devait être limitée et il ordonna à la Direction Générale des Douanes de modifier le paragra-

phe 5 de la seconde partie de la dite décision. La Direction Générale des Douanes aurait désormais le droit de juger si les marchandises d'importation sont nécessaires pour certaines usines et s'il faut accorder ou non les privilèges pour l'importation de ces marchandises. Les industriels mécontents en appelèrent au Conseil d'Etat qui se rangea de leur côté pour les raisons suivantes : parce que le but du législateur dans le paragraphe 5, deuxième partie de la décision C 61.602, 1920 était que les matières premières et demi-manufacturées fussent libérées des droits d'importation pour l'amélioration de l'industrie, mais que cette décision ne donnât aucun droit discrétionnaire à la Direction Générale des Douanes, sinon le droit de contrôle qu'elle devait garder sur l'importation des matières premières et demi-manufacturées pour éviter les abus éventuels.

D'après cette décision du Conseil d'Etat, les plaignants ont obtenu le remboursement des droits de douane déjà payés. D'autre part cette mesure sur les privilèges d'importation était prise temporairement pour la reconstitution du pays, mais elle est restée en vigueur presque cinq ans, dans l'attente toujours vaine d'une nouvelle loi sur le tarif douanier général qu'on devait régler définitivement en même temps que cette question douanière et industrielle.

Cette période douanière présentait une erreur fondamentale parce que la politique douanière était réglée provisoirement et qui ne donnait pas au commerce les garanties de stabilité si nécessaire. L'application de l'ancienne loi douanière serbe sur tout le royaume n'accordait pas une protection suffisante aux productions nationales, cette protection était même plus faible qu'avant la guerre. En 1919, les prix de la plupart des produits étaient quadruplés, en comparaison avec les prix d'avant guerre, et de ce fait, l'imposition douanière qui représentait en moyenne 20 % en 1914 de la valeur des marchandises, était réduite à 5 % aussitôt après la guerre. Pour arriver au niveau de la protection dou-

nière d'avant guerre, le gouvernement royal, à partir du 1^{er} janvier 1919, commença à fixer un certain supplément sur les droits de douane, d'après les nécessités et les circonstances. Ainsi, à partir du 1^{er} janvier 1919, on a appliqué le coefficient de 40 % et à partir du 1^{er} mai 1920, il fut augmenté et fixé à 100 %, mais cette augmentation n'était pas suffisante à cause de la baisse continuelle de la monnaie nationale. Pour remédier à cet état de choses, avec le décret du Ministre des Finances du 4 juillet 1921 on a appliqué l'agio. Aussitôt après ce décret le gouvernement royal, dès le 16 juillet fixait l'agio à 300 %, à partir du 10 novembre à 400 %, à partir du 10 décembre à 500 %, du 15 juillet 1922 à 600 %, du 15 janvier 1923, à 800 %, du 1^{er} septembre 1924, à 900 %, à partir du 1^{er} octobre 1924, à 1.000 %, et à partir du 1^{er} mai 1925, à 1.100 %. Malgré l'augmentation constante de l'agio jusqu'en 1925, la protection fut insuffisante, parce qu'elle n'était pas proportionnelle au rapport entre l'or et la monnaie de papier (1).

Le gouvernement royal était autorisé à augmenter l'agio à son gré et suivant les besoins, mais il n'a pas usé tout à fait de cette autorisation parce qu'il tenait compte des grands besoins pour la reconstruction du pays. De cette façon il a favorisé l'importation non seulement avec les droits de douane relativement bas, mais même il a libéré de tous droits de douane certaines marchandises, et au contraire il a entravé l'exportation par tous les moyens.

Ce régime exceptionnel pour la reconstitution du pays était encore compliqué par les communications très mauvaises, l'instabilité monétaire, les maladresses de l'administration; cela causait un grand dommage à toute la production du pays et spécialement au commerce d'exportation, et pour cette raison ce régime fut bien vite abandonné.

(1) Frgovinski Glasnik : « La politique douanière », 1918-1928, N° 273, 1928.

§. II. — LE NOUVEAU TARIF DOUANIER GÉNÉRAL

Nous avons dit que la seconde période commence le 20 juin 1925, avec l'entrée en vigueur du nouveau tarif douanier général, qu'aussi le royaume est pourvu d'un régime douanier normal et qu'il s'y trouve aujourd'hui encore.

Aussitôt après la guerre, on a appliqué l'ancien tarif serbe de 1904, qui devait servir seulement pour une très courte période, jusqu'à l'élaboration du nouveau tarif. Malheureusement le gouvernement royal a laissé l'ancien tarif en vigueur, jusqu'au 20 juin 1925, date où le nouveau est entré en vigueur.

Presque tous les Etats européens et spécialement les Etats voisins du royaume des Serbes, Croates et Slovénes, ont apporté, les trois ou quatre premières années après la guerre, des changements considérables dans leur politique commerciale et douanière; avec les tendances protectionnistes, ils ont augmenté considérablement leurs droits d'importation, ce qui a obligé le royaume à élaborer un nouveau tarif douanier qui devait servir de base pour mener la lutte contre le nouveau régime douanier créé.

Jusqu'en 1924, le gouvernement royal essaya plusieurs fois d'élaborer un nouveau tarif douanier, mais tous les essais et tous les projets furent abandonnés les uns après les autres, et le gouvernement s'est contenté d'introduire la taxe de luxe et d'augmenter l'agio douanier qui était toujours loin de la parité de l'or.

La politique douanière du royaume après l'Union Nationale, a passé de la plus grande liberté d'échange des biens à la plus grande restriction dans le plus court intervalle de temps. Elle a ainsi créé une très forte crise dans toute la vie économique du pays. Les nécessités économiques exigeaient une réforme de l'ancien tarif serbe et par conséquent, une nouvelle orientation de la politique commerciale et douanière.

Le gouvernement tenant compte de ces appels mettait cette question à l'ordre du jour à la fin de 1922.

On composa une commission de hauts fonctionnaires, du Ministère du Commerce et de l'Industrie et du Ministère des Finances. Cette commission élaborait un projet pour le nouveau tarif douanier général et présenta ce projet aux Ministres compétents afin qu'ils y donnent suite de vant le Conseil des Ministres et devant le Parlement. Les deux Ministres compétents, pour des raisons inconnues, arrêtaient ce travail, et laissèrent le projet dans les Archives. Mais en 1924, quand le gouvernement entama les pourparlers pour la conclusion du traité de commerce avec le Royaume d'Italie, lequel exigeait la conclusion du traité tarifaire, le gouvernement activa l'élaboration du nouveau tarif douanier, décida que le nouveau projet entrerait en vigueur sans passer par le Parlement, et, sur la base de ce nouveau tarif engagea les pourparlers avec le Royaume d'Italie. Ce projet fut accepté et entra en vigueur grâce à l'influence et sous la pression des milieux industriels bien organisés. Les mauvais résultats du nouveau tarif se firent sentir dans la pratique et spécialement dans le commerce d'exportation, parce que l'exportation diminua dès le jour où fut appliqué ce tarif.

La grande et fatale erreur, c'était que ce projet n'avait pas été soumis au Parlement qui aurait examiné et modifié considérablement. Cette décision du gouvernement pour faire entrer en vigueur ce projet sans l'acceptation préalable du Parlement, est fondée sur l'article 18 de la loi sur le tarif douanier général, qui autorise le gouvernement, dès que ce dernier présente les projets au Parlement, à faire entrer en vigueur les projets de loi, introduisant de nouveaux droits de douane, ou qui augmentent les droits déjà existants; c'est ce qu'on appelle la loi du « cadenas » qui se trouve dans les lois douanières de tous les pays européens. Seulement cet article 18 de la loi de finances pour 1924-1925, fut changé et remplacé par l'article 218 de la loi sur le tarif douanier général

qui fait suite : « Le gouvernement royal est autorisé, dans les cas urgents et les besoins pressants, si les intérêts vitaux de l'Etat sont en jeu, les intérêts commerciaux et économiques, à introduire, augmenter, diminuer ou abolir les droits d'importation sur certains objets, mais à condition que cette décision soit ultérieurement présentée au Parlement pour le vote, s'il est en session dans le délai de 15 jours, et, s'il est en vacances ou dissolu, dans la quinzaine du jour où il entre en séance.

Cet article 218 résulte de raisons politiques et économiques. Le rédacteur de cet article a eu l'impression que le tarif douanier existant ne donnait pas assez de protection à certaines branches économiques, qui, pour cette raison, pouvaient entrer à chaque moment dans des difficultés sérieuses ; on a donc créé la possibilité d'écarter un tel danger.

Ainsi sept années depuis l'Union Nationale se sont écoulées et le nouveau tarif douanier général sur lequel on a travaillé si longtemps, est entré en vigueur le 20 juin 1925, afin de donner à la vie économique du pays une orientation commerciale et douanière plus stable et mieux définie. Le but du gouvernement était de protéger, au moyen de ce tarif, toutes les branches de la production du pays, afin que l'Etat soit économiquement indépendant vis-à-vis des autres pays, tant au regard des matières premières qu'à celui des produits fabriqués, et en cas de guerre, quand la destinée du pays et du peuple est engagée, qu'il puisse se défendre et s'approvisionner de marchandises nécessaires.

L'idée est grandiose et par elle-même attrayante, mais il est fort difficile d'élaborer un tel tarif, et encore plus difficile de l'appliquer. L'élaboration du tarif douanier général qui sert de base et de régulateur au développement économique d'un pays, et à l'aide duquel le gouvernement s'efforce d'aider et de protéger certaines branches économiques, était toujours un travail difficile et très compliqué.

Après la guerre, à cause des grandes perturbations des

économies nationales et des conditions de travail et de production, à cause des monnaies dépréciées, des prix très élevés et variables, des changements techniques dans les industries, cette question est devenue plus complexe et plus compliquée encore.

On ne saurait imaginer une élaboration du tarif douanier général sans tenir compte des exigences de toutes les branches de production du pays. Malheureusement dans l'élaboration du nouveau tarif douanier général on a pris d'abord en considération les intérêts de la jeune industrie du royaume, tandis que les intérêts de l'agriculture, s'ils n'ont pas été tout à fait négligés, ont été subordonnés à ceux de l'industrie et laissés ainsi au second plan.

On est d'accord sur ce point qu'il faut protéger toutes les branches de la production nationale, mais cette question de la protection est un grand problème. Il est très important de savoir quelle industrie il faut protéger et quelle protection il faut accorder.

Après la grande guerre le nationalisme politique s'est transformé en nationalisme économique. Presque tous les pays d'Europe s'appuient sur ce principe qu'il faut protéger l'industrie nationale même si elle ne présente pas toutes les conditions pour un développement normal.

Il est très difficile, et cela nous amènerait trop loin, de juger dans les détails le nouveau tarif douanier général, en examinant et critiquant toutes les parties qui servent à la protection, de voir si elles sont justifiées, si elles sont élevées, modérées ou très petites.

Le nouveau tarif n'est autre chose que l'ancien tarif serbe de 1904 élargi, sa nomenclature est retenue, mais le nombre des tarifs est augmenté et porté de 658 à 700 qui comportent beaucoup de positions différentes, se subdivisant elles-mêmes en un nombre considérable d'alinéas. Aussi on a retenu le mode de paiement des droits qui sont comptés en or, et payables en monnaie papier avec le supplément de l'agio. Le tarif d'exportation comprend une seule colonne de droits. Le tarif d'importation

a deux colonnes de droits : les droits minimum et les droits maximum. Les droits minimum s'appliquent aux marchandises provenant de pays contractants et les droits maximum aux marchandises provenant de pays non-contractants. Les droits minimum du tarif d'importation, ainsi que les droits du tarif d'exportation peuvent être liés ou abaissés par des traités de commerce si, de ce fait, il peut résulter des avantages spéciaux. Les droits abaissés de la sorte ne sont pas applicables aux marchandises provenant des pays contractants qui n'appliquent pas aux marchandises provenant du royaume des Serbes, Croates et Slovènes les droits conventionnels consentis sous une forme quelconque à d'autres pays.

Il est vrai que le tarif présente de nombreuses fautes qui devraient être corrigées et de nombreuses lacunes à combler. Le nouveau tarif est inspiré par une tendance protectionniste, conséquence du protectionisme qui règne dans presque tous les pays d'Europe après la guerre. Disons brièvement que ce tarif se base sur le principe de la protection de la production nationale et spécialement de l'industrie nationale.

On reproche à ce tarif d'avoir négligé la production agricole et de protéger l'industrie d'une façon excessive aux dépens de l'agriculture.

L'agriculture est la branche la plus importante de la production du royaume puisqu'elle emploie 80 % de sa population. Le revenu national se compose presque dans le même pourcentage de produits agricoles. Le commerce d'exportation est représenté par les productions agricoles dans une proportion de 70 à 90 % pendant toute la période d'après guerre. On voit donc que cette production représente les $\frac{3}{4}$ de la production totale du pays, et, pour cette raison, la protection douanière doit tenir compte d'abord de la production agricole. Les droits de douane de cette protection devraient être le résultat des demandes de la production agricole. On ne peut faire aucune concession quand il s'agit de la produc-

tion agricole, et elle ne doit être subordonnée à aucune autre production, pas même à l'industrie.

Dans un pays agricole comme le Royaume des Serbes Croates et Slovènes, la protection de la production agricole contre l'importation de l'étranger est presque inutile. Dans un pays agricole exportateur, les droits agraires protecteurs ne peuvent produire aucun effet sérieux sauf pour entraver l'entrée des produits agricoles de l'étranger, qui servent à approvisionner certains endroits sur la périphérie du pays (spécialement les provinces passives, comme la Dalmatie) et c'est tout à fait insignifiant.

Etant un pays actif, dont la production agricole est en expansion, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, ne doit pas élever ses droits de douane pour protéger la production agricole, mais il doit s'efforcer d'abaisser les droits protecteurs agraires à l'étranger. Il est nécessaire de supprimer certains droits d'exportation qui sont une entrave à l'expansion agricole, ainsi que les droits d'importation sur les machines et les outils agricoles, les engrais artificiels, les semences sélectionnées, le bétail de race, et d'autres objets nécessaires pour le développement de l'agriculture.

Le nouveau tarif en prévision de la conclusion de nouveaux traités de commerce a établi des droits de douane très élevés sur les outils et machines agricoles, sur les engrais artificiels, etc..., mais dans les traités de commerce que le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes a conclus avec l'Autriche, l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre et la Belgique, ces droits élevés sont considérablement abaissés et le protectionnisme du tarif est très atténué. Le nouveau tarif présente une barrière douanière considérable pour toutes les branches d'industrie du royaume. Or ce protectionnisme n'existe pas seulement dans le royaume mais dans tous les autres pays européens.

La théorie d'après guerre sur les « Industries Clefs » qui prétend que tous les produits nécessaires à la défense

nationale et à l'existence du pays devraient être fabriqués dans le pays, à n'importe quel prix, a été largement appliquée dans tous les Etats, et le gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes pendant l'élaboration du nouveau tarif a été guidé par cette idée.

Un aperçu de quelques chiffres statistiques nous montrera quels groupes de produits industriels sont les plus largement taxés (1) :

Les fils de laine et de coton.....	12 %
Les tissus de tous genres.....	25 %
Les cuirs et leurs produits.....	30 %
L'industrie de papier.....	35 %
Les industries mécaniques.....	40 %
L'industrie agricole.....	35 %
La viande et les produits de la viande..	40 %
Les boissons alcoolisées.....	90 %

Seulement ces produits sont beaucoup moins taxés après la conclusion des traités de commerce avec les pays de l'Europe centrale et occidentale, et, dans ce cas, le protectionnisme est considérablement atténué. Les industries qui possèdent les meilleures conditions pour se développer dans le royaume sont les plus largement protégées. Ce sont les industries suivantes : sucre, bière, vin, viande, industrie meunière. Cette protection est très forte, spécialement pour le sucre, la bière et le vin. Dans aucun autre pays on ne produit de betterave à sucre à si bon marché, et pourtant le sucre est d'un prix très élevé. 100 kilos de betterave à sucre coûtent 30 dinars (14 fr.) et 1 kilo de sucre coûte 7 fr. à 7 fr. 50.

Avec un tel protectionnisme on n'a rien gagné, au contraire on a surtaxé le consommateur et d'abord le paysan, producteur de la betterave. Ainsi toutes les branches d'industrie sont protégées suffisamment et certaines d'entre elles sont protégées plus qu'il ne faut.

Si la politique douanière tenait compte de la réelle nécessité et des conditions économiques et sociales du

(1) *Irgovinski Glasnik* 1928, n° 273, page 7.

pays et si elle suivait les principes déjà établis, elle protégerait d'abord la production agricole.

La protection agricole, spécialement dans les trois ou quatre dernières années a été nécessitée par les mauvaises conditions de l'agriculture. L'état de la production agricole dans tous les pays est difficile et dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes plus encore, à cause des mauvaises récoltes des trois dernières années ; la baisse des prix des produits agricoles et surtout les conditions techniques primitives de la production, l'endettement des paysans, et une très forte concurrence étrangère, surtout la concurrence transocéanique, ont amené une crise difficile.

L'industrie est placée avant l'agriculture, et ce surprotectionisme de l'industrie impose à la production agricole un fardeau fiscal, parce que tous les droits d'importation sont payés par les consommateurs des articles importés, qui sont pour la plus grande partie les paysans, et ce droit d'importation fait renchérir la production.

Si l'industrie peut être protégée dans certains cas spéciaux, malgré le dommage ainsi causé à l'agriculture, on ne peut justifier la protection de certaines branches de l'industrie telles que l'industrie des outils et des machines agricoles qui sont des besoins fondamentaux de l'agriculture. Il est incontestable que dans l'intérêt de la plus grande indépendance économique l'industrie est nécessaire et que son développement doit être encouragé. Mais si on compare la valeur de l'industrie et de l'agriculture dans le pays, on voit que les intérêts généraux économiques et spécialement sociaux sont du côté de l'agriculture. On peut et on doit penser à la protection de l'industrie nationale, mais là où cette protection heurte les intérêts de l'agriculture, ces derniers doivent l'emporter de beaucoup.

La politique commerciale douanière du royaume aurait dû largement tenir compte des besoins fondamentaux de l'agriculture, qui est le plus important facteur dans la vie économique, sociale et politique du pays.

§ 3. — LA PROTECTION DE L'INDUSTRIE

Avant de pouvoir porter un jugement définitif sur le nouveau tarif douanier et sur son influence par rapport au développement économique en général, et spécialement industriel, du royaume, il est nécessaire de comparer la situation de l'industrie nationale avec celle des Etats voisins, et des autres pays qui possèdent une industrie déjà développée et qui exportent leurs produits manufacturés à l'étranger.

Pour le développement industriel intensif, les conditions sont les suivantes : de très bons ouvriers, une énergie motrice à bas prix, du capital abondant et à des taux peu élevés, de bonnes installations techniques et de bonnes organisations industrielles, etc.

En premier lieu les ouvriers du royaume sont inférieurs aux ouvriers étrangers, et leur productivité est moindre que celle des étrangers.

En ce qui concerne l'énergie motrice, elle est loin d'être satisfaisante, parce qu'on ne trouve pas de charbon de bonne **qualité qui doit produire** à meilleur compte, et l'exploitation des forces hydrauliques n'est pas encore développée, bien qu'il existe de fortes chutes d'eau dans toutes les parties du pays.

Les organisateurs du travail ne sont pas assez clairvoyants, et n'ont pas l'esprit entreprenant que possèdent les directeurs d'usines à l'étranger.

En ce qui concerne le capital, l'industrie du pays en manque et, sur ce qu'elle possède paie des intérêts très élevés. Sans un capital abondant et à bon marché on ne peut imaginer le développement progressif de l'industrie. Alors que l'industrie à l'étranger possède de **grands capitaux** et paie un intérêt peu élevé, dans le royaume il y a des entreprises industrielles qui n'ont pas leur capital et qui sont même endettées pour les machines et pour les constructions. Tandis que l'industrie des pays occi-

dentaires paie les intérêts sur les capitaux empruntés de 4 à 6 %, et même dans les circonstances les plus défavorables seulement jusqu'à 8 %, la jeune industrie du royaume paie de 15 jusqu'à 20 % l'intérêt sur le capital; c'est ce qui rend les frais de production plus élevés.

Dans des conditions aussi difficiles la question se pose de savoir s'il est prudent de favoriser l'industrialisation du pays avec les droits protecteurs, ou au contraire de développer de façon intensive la production agricole et de faire importer de l'étranger les articles industriels.

Il est logique, théoriquement exact, et dans la pratique réalisable, que l'agriculture et l'industrie agricole soient intensivement développées et que les produits industriels soient importés des pays où ils sont les moins chers. Mais cette solution ne dépend pas seulement de la politique commerciale et douanière du royaume parce qu'elle est dirigée d'après les directives de la politique commerciale et douanière des autres pays. C'est un fait reconnu qu'après la guerre tous les Etats d'Europe sans aucune exception se sont efforcés de garder pour leur industrie le marché intérieur grâce à des droits protecteurs, et d'éviter la concurrence des pays étrangers.

Après la guerre, tous les pays sont convaincus que pour se suffire en cas de nouvelle guerre, il est nécessaire d'établir les industries chez eux pour les besoins de leur armée; aussi a-t-on favorisé le développement de l'industrie avec de belles paroles sur la Défense Nationale et l'Indépendance économique, tant en cas de guerre qu'en temps de paix. La question de l'Indépendance économique ou de l'autarquie est très importante et très difficile. Dans la littérature économique depuis longtemps on a discuté cette question de savoir si l'autarquie économique est possible. On a reconnu pour certains pays comme l'Angleterre et ses Dominions, les Etats-Unis d'Amérique et la Russie, vastes empires qui possèdent toutes les matières premières, qu'ils peuvent exister d'une façon indépendante et en cas d'isolement des autres pays, poursuivre leur vie et leur développement économiques. Si

cela est exact en théorie, on ne l'a pas encore appliqué en pratique.

Cette idée d'autocratie ne provient pas de l'esprit théorique, mais de la cruelle leçon de la guerre, qui a prouvé que, pour soutenir la lutte armée jusqu'au bout, il est absolument nécessaire de disposer dans un pays de toutes les branches de la production nationale. C'est pour cette raison que beaucoup d'industries qui n'existaient pas en temps de paix ont surgi pendant la guerre, mais pour les faire vivre, beaucoup de pays ont introduit des droits protecteurs pour les « Industries Clefs ».

Il est difficile d'imaginer qu'un pays comme le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, qui est essentiellement agricole, doive suivre une telle politique. Selon nous, une telle politique est hors des possibilités du pays. Il est très difficile d'établir de nouvelles industries quand déjà les anciennes qui existent ne fonctionnent pas bien, et l'établissement de nouvelles industries est subordonné au bon développement des anciennes. Il ne faut pas perdre de vue que tout le développement industriel se base sur les besoins qui existent en temps de paix, et qu'il est impossible d'établir et de maintenir des industries de guerre pendant la paix, par le moyen d'aucune mesure artificielle, parce que, si une industrie ne trouve pas de consommateur en temps de paix, elle ne peut exister. On fait exception pour l'industrie de l'armement et des munitions, qui sont supportées par les gouvernements.

On peut dire que depuis le début de l'Union Nationale l'idée de protéger et d'établir des industries pour la défense nationale a guidé la politique commerciale et douanière officielle du gouvernement. Cette idée était exprimée dans la prohibition directe d'exportation des matières premières, et dans l'interdiction indirecte d'importation employant les droits protecteurs. L'idée pour l'établissement d'industries pour la défense nationale est par elle-même très attrayante, et elle trouve chez les patriotes ardents dans tous les pays et même dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, un fort appui.

On ne trouve personne qui puisse être hostile à la défense nationale et à la vie même du pays, et il n'existe aucun devoir plus important que celui de la défense nationale qui s'impose à la politique de tous les gouvernements.

Cependant, cette belle idée, si attrayante qu'elle soit, doit avoir ses limites, et elle ne doit pas être un désir aveugle, mais une nécessité ou un besoin absolus et justifiés, c'est-à-dire qu'il faut en premier lieu protéger seulement les industries qui sont les plus nécessaires et qui offrent toutes les conditions nécessaires au progrès et au développement. Ainsi, après la guerre, la politique sur la protection de l'industrie nationale, spécialement les « Industries Clefs », a trouvé un terrain favorable dans tous les pays et conquis même la Grande-Bretagne, le classique pays de la liberté du commerce.

Le nouveau régime douanier protège suffisamment la jeune industrie du pays. Cette protection était désirée par les milieux industriels, la population urbaine et les petits artisans. La classe des paysans producteurs des matières premières, dont les intérêts sont le plus largement endommagés ne se révoltent pas contre une telle politique protectionniste, parce qu'ils ne connaissent pas l'étendue des conséquences fâcheuses qui proviennent de cette politique. Ainsi, le protectionnisme industriel ne trouve aucune entrave ni protestation dans le pays.

On a vu que seuls les pays qui ont une industrie très développée disposent de grands capitaux et que la richesse chez eux est beaucoup plus grande que dans les pays agricoles. C'est pourquoi tous les gouvernements et même celui du royaume dirigeaient leur politique commerciale dans cette voie. On n'a pas tenu compte des consommateurs qui étaient surtaxés par une très grande protection industrielle et forcés de diminuer leur consommation de certains articles. Ces faits ne sont pas décisifs, et ils ne pourraient empêcher le gouvernement d'établir des droits protecteurs pour l'industrie.

La classe industrielle est beaucoup mieux éduquée, économiquement plus forte, mieux associée et organisée,

que la classe agricole. Elle a donc eu toutes les raisons pour influencer l'opinion publique et pour persuader le gouvernement de protéger la jeune industrie du pays le plus **fortement possible**. Elle est largement aidée par les petits artisans qui sont très nombreux dans le pays, et qui demandent, suivant la même formule que les industriels, « la protection de la production nationale ».

Chaque ministre des finances a profité de ces circonstances et de cette opinion publique pour percevoir les impôts sur l'importation, parce qu'ainsi aucune révolte n'a été provoquée dans la classe paysanne.

On est arrivé à ce résultat que les intérêts industriels et fiscaux s'accordaient, bien qu'ils eussent dû avoir des buts différents.

Parmi les facteurs qui peuvent exercer une grande influence sur la protection douanière, les finances jouent un grand rôle. L'influence des finances d'Etat sur la protection douanière se fait sentir spécialement lorsque les finances d'Etat traversent des difficultés, et, pour cette raison, l'Etat fait appel aux revenus des droits de douane pour améliorer sa situation financière. Les finances du royaume pendant et après la guerre étaient dans une situation très difficile, avec des déficits budgétaires jusque dans les trois ou quatre dernières années, et c'est pour cela que les finances d'Etat ont influencé le protectionnisme.

L'opinion publique ne distingue pas la véritable raison d'être de la protection industrielle. Elle voit dans les grandes usines la culture générale, le progrès économique, la force et la grandeur du pays à l'égard de l'étranger. Elle ne sait pas que le plus grand nombre des usines appartient à des étrangers et aux capitaux étrangers, et que les plus grands profits iront à l'étranger, grâce à ce fort protectionnisme. Certaines industries sont nécessaires pour le pays et comme toute industrie jeune, elles devraient jouir d'une certaine protection pour un certain temps, mais jamais d'un protectionnisme excessif et pour un temps illimité. Le protectionnisme de la

jeune industrie du Royaume est allé plus loin qu'il ne fallait, et les intérêts de la production agricole ont été ainsi négligés.

L'agriculture est le fondement du pays, et comme telle, elle devrait jouir de tous les privilèges, parce qu'elle est loin d'être rationnellement cultivée; il faut donc tenir largement compte des intérêts agricoles dans la conclusion de traités de commerce avec l'étranger.

La production agricole n'est ni intensive ni rationnelle, et, par suite, il n'y a qu'une faible consommation des différents articles qui sont consommés dans les pays agricoles plus avancés. Il faut donc s'efforcer de développer l'agriculture, parce que ce développement créera les demandes, et les demandes créeront la consommation.

Or, quand la consommation est suffisante, on peut créer des industries utiles, et alors on peut donner à l'industrie une protection nécessaire et justifiée. Mais si cette protection douanière est introduite prématurément, le progrès et le développement de l'agriculture sont entravés, alors les besoins, les demandes et la consommation des articles industriels diminuent, et cela occasionne un dommage non seulement à l'agriculture, mais aussi à l'industrie, parce qu'il n'y a pas assez de demandes ni de consommation de ces produits.

Pour l'existence de chaque industrie, la première condition est la consommation de ses produits, et, pour la consommation, la demande est le fait décisif. Là où il n'y a pas de demande et de consommation suffisantes, on ne peut créer, ni maintenir, ni développer l'industrie et alors il n'est nullement besoin d'une protection douanière.

Dans le royaume, sous l'influence d'une conjecture favorable après la guerre, on a créé beaucoup d'entreprises industrielles qui sont entrées dans une phase difficile aussitôt que les prix exceptionnels ont cessé d'exister. Malgré la protection industrielle assez forte dans les trois dernières années, la jeune industrie a subi une crise aiguë et des jours difficiles ont suivi.

D'une manière générale, il faut établir et protéger seulement les branches de la production nationale pour lesquelles le pays possède toutes les conditions naturelles et nécessaires. Cette protection devrait être juste et n'exister que pour le temps où elle est vraiment nécessaire, et afin d'égaliser les frais de production avec les mêmes branches de production à l'étranger.

Par sa nature, nous l'avons déjà dit, le royaume est surtout agricole et il le restera pendant longtemps. Sa force économique intérieure se base exclusivement sur sa production agricole et sur son exportation, et cette exportation ne continuera que si la production agricole peut soutenir la concurrence agricole des autres pays à l'étranger. Cette concurrence peut être soutenue uniquement avec la diminution des frais de production et l'accroissement de la production. Or, cette diminution des frais et cette augmentation de la production exigent l'emploi de tous les procédés modernes de production. Parmi ces procédés on peut compter les outils et les machines agricoles, les engrais artificiels, les semences sélectionnées, les procédés chimiques contre les maladies des plantes et du bétail, etc. Malheureusement, tous ces procédés sont fortement imposés dans le nouveau tarif douanier et ainsi la production agricole est entravée, les frais de production augmentés, et le commerce d'exportation diminue d'année en année.

Pour sauver la production agricole de ces fâcheuses conséquences, il faut supprimer tous les droits d'importation sur les articles mentionnés, parce que l'industrie nationale ne produit aucun de ces articles en quantité suffisante.

Pour développer plus largement la production des matières premières dans le pays, les producteurs devraient jouir de tous les privilèges et de toutes les facilités, afin de pouvoir obtenir les prix les plus élevés pour leurs produits, tant sur le marché intérieur que sur le marché extérieur.

La politique économique qui tend à protéger une bran-

che de la production aux dépens des autres n'est pas bonne, et ses mauvaises conséquences se sont fait sentir depuis 1925, date de l'entrée en vigueur du nouveau tarif, qui a donné à l'industrie une triple protection aux dépens de l'agriculture. On a imposé certains droits d'exportation sur les matières premières pour faciliter à l'industrie l'achat de ces matières à bas prix. Avec la protection des droits de douane, on nuit largement à l'économie nationale, parce qu'on crée des entreprises industrielles faibles, incapables, qui existent seulement tant que les droits protecteurs existent.

DEUXIEME PARTIE

LE COMMERCE EXTERIEUR DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVENES

PREMIER CHAPITRE

§ 1. — LE COMMERCE D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION DE 1919 A 1927

Toute la situation politique et économique après la guerre se caractérise par la concentration des forces et leur mise en mouvement pour consolider la situation économique et politique et supprimer les conséquences d'après guerre, qui se sont manifestées dans tout le domaine de la vie matérielle et spirituelle.

Le commerce extérieur du royaume après la guerre est marqué d'un côté par les conséquences de la longue guerre, et d'un autre côté par les étapes graduelles de la reconstitution économique du pays et du commerce extérieur. Pendant la grande guerre toutes les provinces du Royaume-Uni, et spécialement la Serbie d'avant guerre étaient totalement épuisées, aussi bien en matière de production nationale qu'en articles d'importation.

La Serbie a été, pendant sa longue occupation par les troupes ennemies, presque totalement détruite au point de vue économique. Non seulement l'ennemi avait anéanti la production agricole, mais également la jeune industrie en enlevant tout l'outillage. Ainsi il a emporté du pays tous les meubles de grande valeur, en un mot tout ce qui plaisait aux autorités d'occupation a

été impitoyablement pillé. Lors de sa retraite, l'ennemi a systématiquement détruit les communications en emportant un très grand nombre de locomotives et de wagons de tous genres.

Ainsi, le pays restait complètement dévasté, et au moment de l'entrée des troupes du royaume et des troupes alliés, il n'y avait ni produits alimentaires, ni autres articles nécessaires pour l'armée et pour la population. Le gouvernement royal en exil était informé de cette situation critique du pays, et organisait un plan pour l'approvisionnement de la population et de l'armée. La première mesure qu'il prit fut de prohiber toute exportation et de favoriser l'importation de toutes espèces de marchandises. Ainsi le pays qui était surtout agricole et qui avait toujours exporté des céréales et des produits alimentaires, obligé à la fin de la guerre d'importer les produits alimentaires et tous les autres articles indispensables.

La politique commerciale du pays commence donc après la guerre, par des mesures restrictives pour reconstituer le pays et approvisionner la population. L'exportation était entravée par tous les moyens, et l'importation grandement favorisée comme on le verra par la statistique suivante, à la page 93. (1)

De ce tableau il ressort que le tonnage des exportations surpasse celui des importations, mais que la valeur des exportations est beaucoup moins importante que la valeur des importations, spécialement dans les premières années après la guerre, c'est-à-dire jusqu'en 1924 où la valeur des exportations a surpassé celle des importations. Le tonnage des exportations est plus grand que le tonnage des importations dans toutes les années qui suivent la guerre parce que les exportations se composent des produits agricoles qui sont plus lourds et plus volumineux, alors que les importations com-

(1) Statistique du Commerce Extérieur 1927.

DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR PENDANT LES ANNÉES 1920-1927.

ANNÉES	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS		EXPORTATION PLUS (+) OU MOINS (—) QUE L'IMPORTATION		POURCENTAGE DE LA VALEUR DES EXPORTA- TIONS PAR RAPPORT A LA VALEUR DES IMPOR- TATIONS
	QUANTITÉ EN TONNES	VALEUR EN DINARS OR	QUANTITÉ EN TONNES	VALEUR EN DINARS OR	PAR QUANTITÉ DE TONNES	PAR VALEUR DE DINARS OR	
1920	915.186	284.613.373	439.563	746.943.808	+ 475.623	— 462.330.435	38.10
1921	1.583.658	321.245.112	733.638	538.132.851	+ 850.020	— 216.887.739	59.69
1922	2.213.831	259.211.106	1.232.414	452.378.945	+ 981.467	— 193.167.839	57.29
1923	3.025.914	477.959.853	1.123.019	493.446.286	+ 1.902.395	— 15.486.433	96.86
1924	3.915.700	671.271.951	1.127.686	578.588.568	+ 2.788.014	+ 92.683.383	116.02
1925	4.398.466	783.349.517	1.513.862	769.145.759	+ 2.884.604	+ 14.203.758	101.73
1926	4.884.718	713.693.230	1.241.054	696.660.758	+ 3.643.664	+ 17.032.472	102.44
1927	4.251.459	584.408.162	1.331.256	663.322.532	+ 2.920.203	— 78.914.370	87.84

prennent des produits fabriqués moins lourds et moins volumineux.

L'exportation dans la première année après la guerre (1919) fut presque nulle parce que l'approvisionnement du pays exigeait une prohibition complète de l'exportation de tous les produits. A la fin de 1920, le pays était suffisamment approvisionné, parce que les récoltes de 1919 et 1920 avaient été abondantes, et le gouvernement a pensé aussitôt pouvoir faciliter l'exportation de certains produits agricoles du pays. Cependant l'exportation n'était pas seulement entravée par les mesures prohibitives du gouvernement, mais aussi par les communications défectueuses et coûteuses.

Mais grâce aux efforts de la population et du gouvernement et grâce au matériel donné par l'ennemi pour le compte des réparations, la reconstitution du pays progressait, et à mesure que les communications s'amélioraient, l'exportation et l'importation augmentaient.

Il a fallu réorganiser les voies ferrées et construire de nouvelles lignes, relever l'agriculture, reconstituer le cheptel avant d'arrêter le déficit dans la balance commerciale. Mais comme en 1921-1922 la récolte n'était pas suffisante, le pays ne pouvait exporter dans la mesure où on l'avait espéré.

En 1923 seulement, l'exportation prit son élan naturel en raison de l'abaissement des droits d'exportation et d'une récolte abondante, et grâce à l'amélioration des communications ferroviaires. Dès 1923, les importations et les exportations tendent à s'équilibrer. Dans l'année suivante, en 1924, la récolte fut excessivement abondante et les prix des produits agricoles sur le marché mondial étaient très satisfaisants. En 1924, l'équilibre est rompu au profit des exportations. C'est la première fois que depuis sa formation le jeune royaume a eu une balance commerciale favorable, l'excédant des exportations se chiffrant pas 1.317 millions de dinars. L'année 1924 a apporté un changement dans le commerce extérieur et dans la politique commerciale douanière. On

a préparé alors un nouveau tarif douanier et commencé la conclusion de nouveaux traités commerciaux réguliers avec les pays étrangers, et ainsi s'achève la période des prix favorables pour les produits agricoles.

Avec l'entrée en vigueur du nouveau tarif douanier du 20 juin 1925 et avec la conclusion du nouveau traité commercial avec l'étranger, la période transitoire de la politique commerciale et du commerce extérieur est terminée, et on entre dans une période nouvelle, celle du développement normal du commerce extérieur et des relations commerciales.

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, présente, par sa situation un grand intérêt politique et économique pour l'étranger. Il se trouve sur un carrefour où se croisent des chemins et des intérêts mondiaux. Grâce à ses richesses naturelles, ses forêts, ses mines, ses plateaux fertiles, son climat favorable à l'agriculture, à l'élevage du bétail, c'est un des plus riches pays d'Europe (1). C'est pour cela que beaucoup de nations sont intéressées à rétablir et à maintenir avec lui les relations commerciales, et le considèrent comme un bon importateur des produits industriels et un riche exportateur de toutes les matières premières. Pour cette raison un grand nombre de pays étrangers ont participé au commerce d'exportation et d'importation de 1919 à 1928.

§ II. — LE COMMERCE D'EXPORTATION

Le nombre des pays participant au commerce d'exportation du royaume a augmenté d'année en année. Ainsi en 1920, il y avait 22 Etats participants, et 1927 ce nombre a été porté à 57. Quand on considère le nombre croissant des pays participant au commerce d'exportation du royaume, on pourrait conclure que le commerce se développe rapidement, et que ce nombre de

(1) D' Zoran S. Tomitch : « La formation de l'Etat Yougoslave », page 14.

pays étrangers doit jouer un rôle important dans le progrès du commerce d'exportation, et que ce rôle devient plus important d'année en année.

Pourtant une telle conclusion serait erronée, en effet, l'accroissement du nombre des pays étrangers participants ne joue aucun rôle spécial, car seulement les dix premiers pays étrangers (mentionnés dans le tableau suivant) jouent constamment le plus grand rôle dans le commerce d'exportation du royaume, tandis que tous les autres pays malgré leur nombre constamment croissant, ne jouent qu'un rôle insignifiant ne prenant au total que de 5 à 8 % du commerce d'exportation.

Par conséquent, d'après les données statistiques suivantes, on verra que le commerce d'exportation du royaume est assez restreint et que dans cette période de 1920 à 1927, aucun changement important ne s'est produit.

Les données statistiques de 1918-1919 ne sont pas exactes. On prendra donc en considération les données statistiques officielles de 1920, dans le commerce d'exportation.

En 1920, vingt-deux pays étrangers participaient au commerce d'exportation du royaume, parmi lesquels les dix premiers ont joué le rôle le plus important avec un pourcentage de 97,86 %, et les douze autres pays participaient avec un pourcentage de 2,14 % du total des exportations de cette année. Dans les dix premiers pays, d'après leur participation et dans l'ordre de leur participation on comprend les pays suivants : Autriche, 42,67 % ; Italie, 26,98 % ; Allemagne, 7,52 % ; Tchécoslovaqui, 5,12 % ; Grèce, 4,57 % ; Suisse, 3,68 % ; France, 3,13 % ; Hongrie, 2,14 % ; Bulgarie, 1,30 % et Pologne, 0,75 %.

Dans les années suivantes, entre 1920 et 1927 le nombre de pays étrangers participant au commerce d'exportation du royaume a constamment augmenté, et en 1927, en comparaison avec les années précédentes, ce nombre a atteint le nombre de cinquante-sept pays dont les dix

premiers participaient avec 95,03 % et tous les quarante-sept autres pays, avec 4,97 %. Parmi les dix premiers on compte : l'Italie, 24,84 % ; l'Autriche, 22,64 % ; la Tchécoslovaquie, 11,35 % ; l'Allemagne, 10,60 % ; la Grèce, 9,68 % ; la Hongrie, 7,63 % ; la Suisse, 3,38 % ; la France, 2,76 % ; l'Angleterre, 1,31 % ; l'Égypte, 0,84 %. (Dans les exportations du premier semestre de 1928, soixante-treize pays étrangers ont participé).

En prenant la moyenne dans cette période de 1920 à 1927, on peut dire que les dix premiers pays participaient au commerce d'exportation avec 1 % ou plus de 1 %, tandis que tous les autres participaient avec moins de 1 %, et pour cela on peut dire que tous les autres pays ne jouent aucun rôle important dans le commerce d'exportation.

Il est très important de mentionner que les pays intermédiaires jouent un assez grand rôle dans le commerce d'exportation et que beaucoup de marchandises exportées qui sont mentionnées dans la statistique commerciale officielle, comme marchandises exportées dans certains pays ne restent pas dans ces pays, mais sont seulement en transit. La cause en est que la statistique commerciale ne peut suivre jusqu'au bout la destination des marchandises exportées, et pour cela il n'y a pas de doute que le pourcentage de certains pays étrangers est supérieur à celui de la statistique commerciale officielle.

Les pays qui servent d'intermédiaires dans le commerce d'exportation du royaume sont les suivants : Italie, Autriche, Grèce et Roumanie. Seulement il est très difficile d'établir quel est le pourcentage du commerce intermédiaire de chacun de ces pays, mais on peut dire qu'il n'est pas insignifiant.

Ce caractère intermédiaire ne va pas seulement contre les intérêts du royaume, mais aussi contre ceux des autres pays participant dans le commerce d'importation et d'exportation du royaume. Ceci concerne spécialement l'Angleterre, les États-Unis d'Amérique, l'Espagne, la Hollande, les pays scandinaves, etc. La raison de ce

caractère intermédiaire est que le pays, aussitôt après la guerre n'avait pas de communications régulières avec les Etats sus-mentionnés.

Mais à mesure qu'on s'éloigne des années d'après la guerre, les conditions des communications s'améliorent et les relations commerciales avec ces pays se développent de plus en plus. Pour le moment, la plus grande partie du commerce extérieur est dirigée vers les frontières Nord-Ouest, c'est-à-dire via la Hongrie et l'Autriche, vers la Tchécoslovaquie, l'Italie et l'Allemagne, et spécialement par le Danube qui rend un service considérable au commerce d'exportation à cause de ses transports moins coûteux.

Quand on aura construit la ligne de chemin de fer projetée qui doit relier Belgrade directement avec la mer Adriatique, le royaume entrera en relations commerciales directes et naturelles avec des pays éloignés, et spécialement avec la France, l'Angleterre et l'Amérique, et de cette façon on évitera les pays intermédiaires comme l'Italie, l'Autriche et la Grèce. Avec cette ligne la capacité commerciale de tout le royaume sera indubitablement augmentée, et on produira un changement considérable dans la répartition du commerce extérieur du pays entre les pays étrangers.

D'après le tableau ci-contre, on verra les principaux pays qui ont participé au commerce d'exportation pendant les années 1920 à 1927 (1).

L'exportation à destination de l'Italie et de l'Autriche ne montre pas de grandes variations. Aussitôt après la guerre, l'Autriche occupait le premier rang dans l'exportation du pays, parce que la famine régnait à ce moment, et, dès que l'Autriche se fût un peu approvisionnée, la première place passa à l'Italie en 1922, elle ne l'a pas gardée longtemps, parce qu'en 1923 l'Autriche la reprit, avec 28,93 %, contre 28,66 % pour l'Italie, ce qui fait

(1) Statistique du Commerce Extérieur 1927.

une différence insignifiante de 0,27 % au profit de l'Autriche. A partir de 1924 la situation change, et le premier rang appartient constamment à l'Italie et le deuxième rang à l'Autriche, toutefois l'exportation en Italie n'est pas en croissance mais en décroissance, tandis que l'exportation en Autriche progresse constamment à partir de 1925.

Le troisième rang dans le commerce d'exportation du pays appartient à la Tchécoslovaquie, qui a pris ce rang à l'Allemagne au début de 1923, et continue à le garder avec des changements insignifiants.

Le quatrième rang appartient à l'Allemagne vers laquelle l'exportation du pays varie considérablement, parce que l'Allemagne dans les premières années après la guerre, importait beaucoup plus du royaume, en 1923 et 1924, l'exportation du royaume vers ce pays est considérablement affaiblie, mais à partir de 1925 on constate un nouvel accroissement des exportations en Allemagne.

Le cinquième rang appartient à la Grèce qui a participé jusqu'en 1923 à l'exportation du royaume sans grand changement dans le pourcentage, mais à partir de 1923 la Grèce participe avec un pourcentage plus élevé. Si on compare le pourcentage de 1922 avec celui de 1927, on voit qu'il a doublé et tend à s'accroître constamment. Cette augmentation du pourcentage est due à l'exportation d'un grand nombre de têtes de bétail en Grèce, qui a énormément augmenté dans les trois dernières années. Mais avec le règlement des questions relatives à la zone libre du royaume des Serbes, Croates et Slovènes à Salonique, le transit et le rôle intermédiaire de la Grèce seront considérablement amoindris.

Le sixième rang appartient à certains moments à la France, à d'autres à la Hongrie et même à la Suisse. Dans les dernières années il a appartenu à la Hongrie, et l'exportation a atteint le plus grand pourcentage en 1924 et en 1927, tandis que les autres années depuis 1922 ne montrent aucune variation importante. L'augmentation de l'exportation en Hongrie en 1924 et en

1927 est la conséquence de sa faible récolte, qui l'obligea à importer des céréales en très grandes quantités.

On peut dire que toutes les circonstances parlent en faveur du développement intensif du commerce entre ces deux pays dans un avenir prochain, spécialement après la conclusion du traité de commerce, et on peut espérer que la Hongrie non seulement gardera son rang, mais encore participera dans une plus grande proportion au commerce d'exportation du royaume.

La Suisse, dans les premières années après la guerre occupait soit le quatrième, soit le cinquième rang, tandis que dans les dernières années, elle n'occupait que le septième rang, et même le huitième, et ce rang tend constamment à diminuer. La principale raison de cette décroissance tient à ce qu'on n'a pas réussi la conclusion du traité de commerce avec la Suisse, et cette raison gêne beaucoup le commerce d'exportation du royaume.

La France participe dans une proportion très faible au commerce d'exportation du pays, parce qu'elle produit elle-même les matières agricoles similaires et elle protège fortement sa production agricole; malgré les relations amicales entre ces deux pays on n'a pas abouti, pendant les dix années qui ont suivi la guerre, à conclure un nouveau traité de commerce, et c'est sans doute une des plus grandes entraves au développement normal des relations économiques entre les deux pays.

Malgré toutes ces difficultés, la France est comprise dans les dix premiers pays qui participent largement au commerce du royaume, et elle occupe le huitième rang qu'elle tient déjà depuis plusieurs années. Le plus grand pourcentage d'exportation en France était en 1922, 5,85 %; en 1923, 4,33 %; en 1924, 3,80 %; en 1925, 2 %; en 1926, 2,91 %; en 1927, 2,76 %.

Parmi les pays qui participent régulièrement au commerce d'exportation du pays depuis 1920, avec 1 ou plus de 1 %, on peut compter l'Angleterre. L'exportation en Angleterre ne varie pas beaucoup. On peut affirmer qu'une partie de l'exportation va indirectement en An-

gleterre par l'intermédiaire de la Grèce, de l'Italie et même de la Roumanie et de l'Allemagne, seulement le pourcentage de ce commerce intermédiaire ne peut jamais être fixé. Pour cette raison on peut affirmer que l'Angleterre occupe le dixième rang et qu'elle participe avec plus de 1 % au commerce d'exportation du royaume.

En dehors de ces dix pays, l'exportation est dirigée vers la Roumanie, l'Égypte, la Pologne, la Turquie, la Bulgarie, l'Albanie, etc. et le pourcentage de la participation de ces pays est au-dessous de 1 %.

Le commerce d'exportation du royaume dans tous les autres pays est irrégulier et subit de grandes variations.

D'après la statistique commerciale officielle (1), on constate l'accroissement de l'exportation vers la Roumanie en 1925-1926. Mais cet accroissement doit être considéré comme un transit, parce que l'exportation du pays pour les marchés mondiaux était dirigée en grande partie via Braïla (port roumain sur la mer Noire) et cette exportation était mentionnée dans la statistique officielle comme exportation vers la Roumanie, alors qu'il s'agit surtout de transit.

Quant à la Pologne, quoiqu'elle ait participé un peu plus en 1925 au commerce d'exportation, on peut dire en général que sa participation est très faible.

Pour les autres pays, on ne peut fixer un ordre exact de participation dans cette période, parce que leur participation est insignifiante et les variations sont très grandes.

§ 3. — LES PRODUITS AGRICOLES ET INDUSTRIELS DANS L'EXPORTATION DU PAYS

D'après l'importance de valeur des branches économiques représentées dans le commerce d'exportation du pays, les catégories de produits se rangent dans l'ordre

(1) Statistique du Commerce Extérieur 1926.

suivant : produits agricoles, cheptel, produits forestiers, produits de l'industrie agricole, minerais.

L'exportation du pays est relativement limitée, elle ne comprend qu'un petit nombre d'articles, mais en grandes quantités. Pour les produits agricoles, le cheptel et les produits forestiers, le pourcentage d'exportation est de 65,81 % et si on ajoute à ces trois groupes de produits, deux groupes similaires, les produits de l'industrie agricole, des minerais et des métaux, ce pourcentage s'élève et atteint de 78 à 93 %. Pour tous les autres articles d'exportation, il est représenté seulement par 7 à 22 %.

On peut en conclure que le pays est essentiellement agricole, puis forestier et que son industrie est encore jeune et au début de son développement.

Le tableau ci-contre montre la participation des différentes branches économiques dans l'exportation du pays (1).

En considérant le tableau ci-contre, on remarque que dans la période de 1919 à 1927, certaines modifications se sont produites, dans la participation de certains groupes.

Les trois premières années après la guerre, la plus grande participation dans l'exportation appartenait au premier groupe, c'est-à-dire aux productions agricoles, représentant 31 à 34 % du total des exportations et si on ajoute les quatre groupes des produits de l'industrie agricole : farine, vin, eau-de-vie, son, ce pourcentage s'accroît de 39 jusqu'à 43 %. Dans les années 1922, 1923, 1924, 1927 et même en 1926, le pourcentage de ce groupe a considérablement diminué; il n'était plus que 14 à 22 %, et, si on lui ajoute les quatre groupes similaires, il est de 19 à 27 %. La raison de cette diminution est que, dans les dernières années, la sécheresse et les inondations ont détruit en grande partie la production agricole. Les récoltes dans ces années respectives sont

(1) Statistique du Commerce Extérieur 1927.

Millions de dinars

	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
Produits de l'agriculture.....	219	448	801	534	1500	2045	3417	2994	1260
%	31 %	34 %	33 %	14 %	18 %	22 %	38 %	38 %	19 %
Produits du règne animal	234	198	992	1533	3061	2962	1896	2091	2134
%	31 %	15 %	40 %	41 %	37 %	32 %	21 %	26 %	33 %
Produits de la sylviculture.....	19	321	197	636	1613	1944	1417	1090	1282
%	3 %	24 %	8 %	17 %	20 %	21 %	16 %	14 %	20 %
Produits de l'industrie agricole.....	74	125	166	201	321	474	389	245	191
%	11 %	9 %	6 %	5 %	4 %	5 %	4 %	3 %	3 %
Minéraux en général et leurs dérivés....	12	80	132	331	756	1082	329	293	267
%	2 %	6 %	6 %	8 %	9 %	11 %	4 %	3 %	4 %

la cause de toutes ces variations. Quand la récolte était bonne une année, l'exportation l'était aussi, et si la récolte était mauvaise, l'exportation l'était également.

Pour le deuxième, c'est-à-dire le cheptel, on ne remarque pas de si grands écarts; le pourcentage de ce groupe montre une légère variation d'année en année, mais il n'existe pas pour ce groupe une tendance spéciale aux variations. Le bétail s'exporte ou s'abat dans les années où il n'y a pas suffisamment de fourrage, comme cela s'est produit en 1927 à cause de la sécheresse et des grandes inondations de 1926. Le paysan vend aussi le bétail lorsque la récolte est insuffisante.

Les deux autres groupes, produits forestiers, et minerais et métaux, avaient moins participé à l'exportation dans les premières années, mais dans la suite leur participation s'est considérablement accrue en quantité et en valeur. Le pays est par excellence forestier parce que sur 100 habitants on compte 55 hectares de bois et l'exportation des produits forestiers joue un rôle très important dans l'exportation et par conséquent dans le bilan commercial.

Bien que le pays soit surtout agricole et exporte de grandes quantités de produits agricoles, les produits forestiers prennent tantôt la première, tantôt la seconde place dans le commerce d'exportation. Alors que les autres produits, spécialement les céréales et les fruits dépendent surtout du succès des récoltes, les produits forestiers montrent une tendance vers l'augmentation croissante des exportations.

Les principaux produits agricoles pour l'exportation sont : le maïs, le bétail (boeufs, porcs, chevaux, petit bétail), le blé, les œufs, la viande fraîche et la viande conservée, le houblon, les pruneaux, les fruits, etc.

Les principaux produits industriels pour l'exportation sont : la farine, les produits de la viande conservée, les produits laitiers, les cordages, les produits du bois, le ciment, l'alcool, les produits chimiques, le tanin, les

extraits pour le tannage, les minerais, les peaux, les ustensiles de ménage en émail, etc.

L'exportation des produits agricoles et industriels dans la période de 1920 à 1927 est représentée de la façon suivante (valeur en milliers de dinars) (1) :

	AGRICULTURE		INDUSTRIE	
1920.....	456.993	34,6 %	678.098	51 %
1921.....	1.483.846	60 %	1.005.347	40 %
1922.....	1.584.846	42,6 %	1.780.054	48 %
1923.....	3.613.283	45 %	3.613.721	44 %
1924.....	3.788.733	39,7 %	4.700.254	49 %
1925.....	4.618.810	51,8 %	3.269.406	36 %
1926.....	4.423.741	56,6 %	2.561.653	33 %
1927.....	2.751.563	43 %	2.421.399	33 %

Dans cette période de huit années d'exportation, l'agriculture est représentée par un pourcentage de 46,8 %, et l'industrie par 42,1 %. On ne peut pas déterminer exactement à quel groupe appartient le reste c'est-à-dire 11 %.

Le tableau de la page suivante montre quels sont les produits agricoles les plus importants qui ont participé à l'exportation pendant cette période (2).

D'après ce tableau on voit que l'exportation du bétail a diminué en valeur, à cause des mesures protectionnistes prises dans les pays où l'on exporte le bétail, et aussi à cause de la baisse des prix du bétail.

La rubrique du maïs présente une grande variation qui est due à la mauvaise récolte, à cause de la sécheresse et des inondations. Le maïs trouve un bon placement dans l'Europe centrale et occidentale et toutes les conditions sont favorables pour une grande étendue de cette culture dans le royaume. Sans les intempéries, le maïs occuperait presque toujours la première place dans les exportations du pays.

(1) *Trgovinski Glasnik*, 1928, Belgrade.

(2) Statistique du Commerce Extérieur 1927.

EXPORTATION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES DANS LA PÉRIODE DE 1920-1927.

ANNÉES	MILLIONS DE DINARS						
	BÉTAIL VIVANT	MAIS	ŒUFS	BLÉ	PRUNEAUX	HOUBLON	FRUITS
1920	33.307	150.603	30.133	111.666	63.729	2.984	8.283
1921	77.808	325.424	146.744	151.177	144.285	11.224	12.901
1922	599.377	42.808	321.185	116.463	222.867	19.572	9.810
1923	1.394.726	333.713	530.922	381.540	344.582	118.053	82.376
1924	1.116.829	585.229	618.562	683.579	179.002	91.451	61.159
1925	638.521	2.055.661	608.914	501.465	191.026	243.727	63.181
1926	783.388	1.338.653	606.297	846.094	233.588	206.518	85.178
1927	994.004	337.194	512.866	195.522	156.517	197.666	110.344

L'importance des exportations d'œufs pour le bilan commercial du pays est très grande, et la valeur de ces exportations augmente d'année en année. Seulement si on tenait un plus grand compte de l'élevage des volailles, de la grosseur et de la qualité des œufs, cette partie de la production apporterait des profits considérables aux producteurs, et par conséquent fortifierait le bilan commercial. Or l'élevage des volailles dans le pays est tout à fait primitif.

Le blé est un très important article d'exportation. Mais il souffre comme le maïs des mêmes intempéries qui font varier sa récolte et son exportation d'une année à l'autre. Le blé du pays est inférieur à celui de l'Amérique au point de vue de la qualité et, pour cela, soutient difficilement sa concurrence. La seconde entrave à l'exportation est le protectionnisme agraire des pays d'Europe centrale dans lesquels on exporte le plus de blé.

Quant aux pruneaux, ils pourraient jouer un rôle beaucoup plus important dans l'exportation, parce que le pays possède le plus grand nombre de pruniers après l'Amérique, donc la plus grande production de prunes. Seulement la culture et la préparation des pruneaux en Amérique est beaucoup plus rationnelle, tandis que les pruneaux du royaume sont de qualité inférieure à ceux d'avant-guerre. Ce commerce devrait subir une réforme complète pour tenir une place plus importante dans l'exportation.

Le houblon représente un article dont la production et la valeur ne font que s'accroître.

Les fruits sont produits en abondance et l'exportation s'accroît d'année en année. Seulement la valeur d'exportation ne correspond pas même de loin, à la production du pays. Des quantités considérables de fruits, cinq fois plus grandes que celles exportées, sont gâtées parce que les moyens de communication ne correspondent pas aux conditions nécessaires à une exportation rapide de fruits périssables. L'emballage, très primitif, nuit grandement au bon placement des fruits à l'étranger. Avec

l'amélioration des transports, de l'emballage, et des sélections, cet article pourrait s'exporter pour une valeur de plus de 1 milliard par an.

Il est intéressant de voir le mouvement des exportations des produits agricoles dans le pays où la valeur des exportations annuelles dépasse 5 millions de dinars. Le nombre des pays dans lesquels on exportait les produits agricoles était de 9 en 1921, 11 en 1922, 12 en 1923, 15 en 1924, 18 en 1925, 13 en 1926 et 12 en 1927. Comme on le voit par ces chiffres, le nombre de pays dans lesquels on exporte des produits agricoles depuis 1925, commence à diminuer considérablement. La plus grande cause de cette diminution est le protectionnisme agricole accentué dans les pays industriels de l'Europe centrale et occidentale.

Par le tableau suivant, on voit dans la période de 1921 à 1927, le rang occupé par les pays importateurs des produits agricoles du royaume (par la valeur d'exportation) (1).

	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
Autriche	1	1	1	1	1	1	1
Italie	3	2	2	2	3	2	3
Tchécoslovaquie	6	4	3	3	4	3	2
Allemagne	2	5	7	9	5	5	4
Grèce	5	6	5	4	7	6	5
Suisse	4	3	4	5	6	7	6
Hongrie	»	8	6	6	8	8	7
France	9	7	8	11	12	9	8
Roumanie	»	»	»	7	4	4	9
Pologne	»	»	»	13	9	10	10
Angleterre	7	9	10	10	13	13	11
Hollande	»	»	»	»	14	11	12
Bulgarie	»	»	»	»	15	15	12
Turquie	»	»	»	»	15	15	12
Belgique	»	»	»	15	15	12	»

(1) *Trgovinski Glasnik*, 1928. N° 197, Belgrade.

L'Autriche occupe toujours le premier rang, mais depuis 1923 l'exportation diminue constamment en valeur. En Tchécoslovaquie l'exportation est croissante, mais en 1927 la valeur a diminué considérablement. Dans ces deux pays le protectionnisme agraire ne fait que s'accroître et nuit aux exportations agricoles du royaume.

L'Italie occupe plus souvent le deuxième rang que le troisième dans cette période. En 1927, l'exportation des produits agricoles en Italie a beaucoup diminué, presque de 400 millions de dinars.

L'exportation en Allemagne progresse depuis 1925. Dans ce pays aussi le protectionnisme agraire entrave largement l'exportation du bétail, et l'Allemagne avait toujours été un grand acheteur de bétail et des produits de la viande du pays.

L'exportation en Grèce augmente constamment depuis 1925. Seulement les produits exportés ne restent pas en Grèce, mais sont réexportés.

L'exportation en Suisse avait augmenté jusqu'en 1925, elle décroît depuis cette date.

L'exportation en Hongrie reste stationnaire.

L'exportation en France a été la plus forte en 1922. Depuis cette date, elle est constamment en décroissance.

Les produits industriels les plus importants (fabriqués et mi-fabriqués) qui participaient à l'exportation dans cette période sont : les conserves de viande, les produits de l'industrie minière, les peaux fraîches et tannées, les produits chimiques, les produits de l'industrie laitière, le tanin et les extraits pour le tannage, la vaisselle en tôle (1) Voir le tableau de la page suivante.

L'exportation des conserves de viande jusqu'en 1925 était en constante augmentation. Mais depuis cette date elle ne fait que décroître; à cause de cette décroissance,

(1) Statistique du Commerce Extérieur 1927.

EXPORTATION DES PRODUITS INDUSTRIELS DANS LA PÉRIODE 1920-1928. (EN MILLIONS DE DINARS)

ANNÉES	LES CONSERVES DE VIANDES	LES PRODUITS DE L'INDUSTRIE MINIÈRE	LES PEUX FRAICHES ET TANNÉES	LES PRODUITS CHIMIQUES	LES PRODUITS DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE	LE TANIME ET LES EXTRAITS POUR LE TANAGE	LA VAISSELLE EN TOLE
1920	104.078.144	45.916.060	—	7.635.070	8.335.610	69.175.646	1.111.760
1921	264.817.399	69.720.091	—	14.235.196	20.355.857	21.081.032	4.275.881
1922	338.639.340	210.360.830	87.788.920	70.044.837	57.415.973	37.660.837	15.588.574
1923	538.256.870	368.248.527	213.995.843	99.982.031	145.164.862	76.187.528	25.968.670
1924	538.431.929	636.017.261	276.740.543	212.338.848	129.867.022	88.250.863	29.492.805
1925	361.318.000	365.253.047	135.960.000	182.984.000	76.953.000	53.144.000	35.442.000
1926	379.706.728	394.781.829	107.171.929	107.314.265	50.101.642	45.310.230	7.935.965
1927	281.252.402	390.323.543	107.238.840	212.135.652	70.235.699	77.890.953	13.594.496
TOTAL.	2.806.550.812	2.480.621.188	928.896.075	806.669.899	558.429.665	428.701.089	133.410.151

l'industrie de la viande subit une crise. Sur dix-huit grandes entreprises pour l'industrie de la viande, six entreprises seulement travaillent aujourd'hui et ne font même que des produits mi-fabriqués. Le plus grand marché pour les produits de la viande était l'Autriche. Mais aujourd'hui l'Autriche favorise plutôt l'importation du bétail vivant parce qu'elle veut assurer du travail à son industrie nationale de la viande. De même l'exportation des produits de la viande en Tchécoslovaquie est fortement frappée par le nouveau tarif d'importation tchèque du 14 juillet 1926 qui entrave l'importation des porcs vivants et tués, du porc salé et du saindoux.

L'industrie minière joue un grand rôle dans le pays, mais elle est très peu développée, bien qu'elle possède les conditions meilleurs. On manque de capital national et le capital étranger est très cher à cause des intérêts élevés.

L'exportation des peaux fraîches et des peaux tannées n'est pas du tout satisfaisant, puisque, dans cette période de six années, la valeur des exportations des peaux atteint 926 millions, tandis que la valeur des peaux tannées importées atteint un milliard 117 millions (1.117.000.000) donc l'importation des peaux dépasse l'exportation, de 188 millions de dinars.

En ce qui concerne l'exportation des produits chimiques elle joue un rôle important dans le bilan commercial, étant donné que la valeur des exportations dans cette période dépasse 800 millions. Comme la consommation de ces produits est très faible, on exporte une grande quantité de soude ammoniacale et caustique, de carbure, du cyanamide et du ferrosilicium.

L'industrie laitière ne prend pas une grande part à l'exportation bien qu'elle soit très forte. La production annuelle de lait est de 18 millions d'hectolitres, l'industrie se trouve encore au début de son développement et les progrès sont très faibles à cause de la mauvaise organisation de la production.

Le tanin et les extraits pour le tannage sont produits

en grande quantité, mais la consommation dans le pays est tout à fait insignifiante, il en reste donc de grandes quantités pour l'exportation.

La vaisselle en tôle après la guerre jusqu'en 1925 était fabriquée en quantités croissantes, mais en 1926 et 1927 la production a diminué.

On a mentionné ici les produits industriels les plus importants qui participent avec la plus grande valeur au commerce d'exportation du pays. Quelques-uns de ces produits possèdent toutes les conditions pour que leur production s'accroisse, tandis que certains autres voient celle-ci diminuer, parce qu'ils ne possèdent pas toutes les garanties nécessaires pour une production rationnelle et pour un bon placement à l'étranger.

§ IV. — LE COMMERCE D'IMPORTATION

Le commerce d'importation dans les premières années après la guerre ne fut entravé par aucune mesure mais au contraire favorisé par tous les moyens, parce que le pays était totalement épuisé et dévasté par l'ennemi : tout ce qui était importé était le bien venu, et vendu très vite et assez cher.

Dans la période de 1919 à 1926, le commerce d'importation progresse constamment en quantité et en valeur. Jusqu'en 1922, le commerce d'importation était anormal : on importait alors ce qu'on voulait et tant qu'on voulait. Mais à partir de 1922 le commerce d'importation rentre graduellement dans la voie normale, parce que le pays était suffisamment reconstitué et que le gouvernement sentait le besoin de limiter l'importation. A partir de cette même année, on commence à introduire la taxe de luxe, on applique les droits d'importation pour améliorer la valeur de la monnaie nationale et pour protéger la jeune industrie du pays qui commençait seulement à placer ses produits sur le marché intérieur. Malgré toutes les mesures prises pour la restric-

tion de l'importation, le commerce d'importation ne cessait de croître et le nombre de pays d'où l'on importait augmentait continuellement.

Le tableau suivant montre les pays d'où l'on importe et leur pourcentage d'importation pendant la période 1920 à 1927 (1).

De l'examen de ce tableau il résulte que la plus grande importation appartient presque pour le même pourcentage à l'Autriche, la Tchécoslovaquie et l'Italie, et ensuite à l'Allemagne, l'Angleterre, la Hongrie, la France, la Roumanie, les Etats-Unis d'Amérique, tandis que le pourcentage des autres payes est insignifiant.

Le pourcentage d'importation de l'Italie et de l'Autriche dans les premières années de cette période était le plus fort, mais à partir de 1924, il commence à diminuer tandis que le pourcentage de la Tchécoslovaquie, de l'Allemagne et même de l'Angleterre dans les dernières années s'est accru.

D'après les données statistiques officielles ce changement devrait être exact, pourtant il est plus apparent que réel, parce qu'il est apparu comme les résultats des notations statistiques plus rigoureuses dans les dernières années, c'est-à-dire que des marchandises tchécoslovaques, allemandes et anglaises venant via l'Autriche et l'Italie étaient notées comme des produits importés d'Autriche et d'Italie. De telles erreurs dans la statistique commerciale se sont produites plus souvent dans les premières années que dans les dernières années de cette période. D'après la statistique commerciale officielle, trente et un pays étrangers participaient au commerce d'importation du royaume en 1920.

Parmi ces pays, les dix premiers participaient pour un total de 85,34 %, les vingt et un autres pays pour un total de 14,76 %. Cette année comme en 1919, les données statistiques n'étaient ni bien préparées, ni très exactes.

(1) Statistique du Commerce Extérieur, 1927.

Entre 1920 et 1927, le nombre des pays participant au commerce d'importation n'a fait qu'augmenter. En 1927 le nombre de ces pays est de soixante parmi lesquels les dix premiers participaient avec un total de 90,11 %. Parmi ces dix premiers on compte l'Autriche, avec 19,55 % ; la Tchécoslovaquie, avec 19,20 % ; l'Italie, avec 12,90 % ; l'Allemagne, avec 12,34 % ; l'Angleterre, avec 7,01 % ; la Hongrie, avec 4,91 % ; la France, avec 4,37 % ; la Roumanie, avec 3,76 % ; les Etats-Unis d'Amérique, avec 3,49 % et le Brésil, avec 2,58 %.

Il est important de mentionner que dans l'importation du pays, comme nous l'avons déjà vu pour l'exportation, la plus grande participation appartient aux dix premiers Etats, tandis que tous les autres, que leur nombre augmente ou diminue, n'exercent pas une grande influence sur le commerce d'importation du pays, parce que l'importation de ces Etats est très faible.

En moyenne dans cette période de 1920 à 1927, onze pays étrangers participaient au commerce d'importation avec plus de 1 % ; tous les autres pays participaient avec 1 ou au-dessous de 1 % du total des importations.

Les dix premiers Etats qui participaient le plus fortement à l'importation du pays sont principalement les Etats industriels, dont le royaume importe en grande quantité les articles fabriqués et mi-fabriqués.

Au cours des dernières années, le commerce extérieur (du pays) a raffermi les rapports commerciaux, les a rendus plus intenses et plus durables, mais seulement avec l'Autriche, la Tchécoslovaquie, l'Italie et l'Allemagne. Tous les autres pays demeurent loin derrière ceux-là.

Il faut mentionner ici, comme nous l'avons déjà fait pour l'exportation, que les pays intermédiaires jouent un rôle important dans le commerce d'importation. Ce sont l'Autriche, la Hongrie, l'Italie et la Grèce.

Dans le commerce d'importation du royaume, l'Autriche occupe la première place, et elle l'a gardée pendant cette période, sauf en 1920 et 1924 où ce rang a appar-

tenu à l'Italie. La participation de l'Autriche était spécialement importante en 1921 et 1923, et en 1924 elle a considérablement diminuée, tandis que les années suivantes, elle est stationnaire sans grande variation.

La Tchécoslovaquie en 1926 et 1927 occupait la seconde place, qui avait appartenu jusqu'en 1926 tantôt à l'Italie, tantôt à la Tchécoslovaquie, parce qu'elle occupait cette place en 1922 et 1923, et en 1924 elle l'a perdue au profit de l'Italie seulement pour 0,45 %. Les relations commerciales avec la Tchécoslovaquie se développent d'une façon satisfaisante, et on peut espérer qu'elle gardera cette place à l'avenir.

L'Italie occupait le deuxième rang dans le commerce d'importation du pays en 1920, 1921, 1924, 1925, mais à partir de 1924 l'importation d'Italie diminue constamment. Cette diminution est sensiblement considérable dans les trois dernières années. Il existe à cette diminution de nombreuses raisons politiques et économiques, parmi lesquelles on peut considérer comme la plus importante la hausse de la lire italienne dans les années précédentes. Cette raison a forcé les importateurs du pays à acheter leurs marchandises aux autres pays, tels que l'Autriche, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne, dont le pourcentage dans les dernières années a augmenté aux dépens de l'Italie. D'ailleurs toutes les conditions militent en faveur de relations plus intenses entre les deux pays, parce que, tout ce qu'on exporte du royaume, l'Italie l'achète en grandes quantités et, tout ce qu'on importe dans le royaume, l'Italie le produit. Il faut ajouter que les deux pays étant voisins, les communications entre eux sont beaucoup plus faciles et rapides et les transports des marchandises par conséquent moins coûteux. Pour tous ces motifs les deux pays devraient se compléter davantage.

L'Allemagne occupe la quatrième place depuis 1925, mais elle l'avait occupée aussi en 1922, les importations venant d'Allemagne ont augmenté considérablement d'une année à l'autre et le maximum a été atteint en

1927. Il semble que les importations doivent être encore augmentées après la conclusion du traité de commerce favorable pour les deux pays. Le royaume a besoin des articles fabriqués qui sont produits en Allemagne, qui de son côté achète beaucoup de produits agricoles du royaume. Ainsi les relations commerciales avec l'Allemagne se développent d'une façon satisfaisante.

L'Angleterre occupe le cinquième rang à partir de 1925, mais dans les années 1920, 1921, 1923 et 1924, elle occupait le quatrième rang qu'elle a perdu en 1925 au profit de l'Allemagne. Les produits fabriqués en Angleterre sont connus par les consommateurs du royaume comme très solides, mais la distance, le transports des marchandises et le taux élevé de la livre sterling rendent les transactions plus difficiles entre les deux pays.

La sixième place appartient à la Hongrie, qu'elle a conquise en 1925 et gardée jusqu'en 1928. Les importations de Hongrie augmentent constamment et on peut croire qu'elle ne se contentera pas de garder sa place, mais que ses importations augmenteront encore.

La France occupe le septième rang depuis 1925, mais dans les années 1920, 1921, 1923 et 1924, elle a occupé le sixième rang. L'importation de France ne varie pas beaucoup parce qu'il s'agit toujours des mêmes articles qui sont demandés dans le pays. Les relations commerciales entre les deux pays n'étaient pas nettement définies après la guerre, parce qu'ils étaient restés dix ans sans être liés par un traité de commerce, bien que ce fût le vif désir des deux parties. Des pourparlers pour la conclusion du traité ont été engagés à plusieurs reprises, mais toujours sans succès. Il y a eu des fautes de part et d'autre, préjudiciables aux deux Etats. Les relations politiques parlent davantage en faveur des relations commerciales très développées, mais malheureusement les raisons économiques ne marchent pas parallèlement avec les raisons politiques. On peut dire que la France est un pays mi-agricole, mi-industriel, et elle protège autant son industrie contre la concurrence étrangère que son

agriculture, par des droits de douane élevés. Pour cela les produits agricoles du royaume ne peuvent trouver un débouché sur le marché français. Sur le marché du royaume, les produits fabriqués français trouvent la concurrence des pays voisins du royaume parce qu'ils sont plus proches, les transports des marchandises moins coûteux, et enfin parce que les relations conventionnelles existent déjà avec ces pays.

Les exportateurs français ne connaissent ni le marché ni les besoins des consommateurs du royaume, tandis que les Autrichiens, les Tchèques, les Italiens et les Allemands s'efforcent d'étudier sur place tous les besoins et les goûts des consommateurs du pays.

La plupart des objets importés de France sont considérés dans le pays comme des articles de luxe, et dans les années précédentes, on avait imposé à côté des droits de douane une taxe de luxe élevée, que dans les dernières années de cette période, on avait supprimée; mais on avait considérablement augmenté les droits de douane sur ces articles.

Les grandes industries françaises, en particulier les textiles, le fer, la soie et les articles cosmétiques pourraient mieux satisfaire les besoins du pays. En ce qui concerne le jeune royaume, il trouvera en France un débouché beaucoup plus important pour le blé, le bois, le bétail, les pruneaux et les autres produits agricoles. Avec de la bonne volonté et de la franchise pour étudier attentivement les difficultés qui entravent le développement de ces relations commerciales, on pourrait arriver à des résultats beaucoup plus satisfaisants que par le passé. Il faut régler le plus tôt possible le problème des communications et celui du crédit commercial. Il est notoire que les communications entre la France et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sont mal organisées. On importe dans le royaume de marchandises plus facilement d'Angleterre et des Etats-Unis d'Amérique que de France. Cette constatation a trait autant aux communi-

cations maritimes qu'aux communications par voie de terre et postales.

L'organisation du crédit commercial a une importance tout aussi grande. Les exportateurs, industriels et banquiers français, pourraient faire beaucoup dans ce domaine s'ils voulaient adopter les méthodes des exportateurs allemands, qui offrent des facilités appréciables de paiement aux commerçants inondant ainsi, les marchés du royaume par les articles allemands. Bien que l'Autriche, l'Allemagne, la Hongrie et l'Italie aient soigneusement conservé, surtout dans les nouvelles provinces, des positions économiques acquises depuis longtemps, et qu'elles les aient même parfois développées, il reste encore une large place pour la France, et la France est en bonne condition pour l'occuper. Entre la France et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, des liens économiques plus étroits renforceront utilement ceux qu'ont établis et qu'entretiennent la politique et l'amitié.

La Roumanie a occupé la huitième place en 1920, 1922, 1926 et 1927, mais en 1921, 1923, 1924 et 1925 elle a tenu la neuvième. Il n'y a pas eu de grandes variations dans l'importation de la Roumanie d'une année à l'autre.

Le neuvième rang appartient aux Etats-Unis d'Amérique dans les années 1920, 1922, 1926 et 1927, et le huitième, en 1921, 1923, 1924 et 1925. A partir de 1921 jusqu'en 1927, l'importation d'Amérique a augmenté constamment, mais en 1927 elle a considérablement diminué, et à cela il n'y a pas de raison sérieuse, sinon que le royaume a importé en général beaucoup moins en 1927 que dans les années précédentes et que cette diminution d'importation générale du pays s'est fait sentir dans plusieurs Etats tels que l'Italie, la France, la Roumanie et l'Amérique.

En ce qui concerne le dixième rang, il n'appartient définitivement à aucun pays, mais plusieurs pays l'ont occupé à tour de rôle, comme la Hollande, la Roumanie, la Grèce, la Hongrie, le Brésil, etc.

Il est important de mentionner que l'importation

d'Italie et de Grèce a diminué dans les dernières années et plus spécialement dans les deux dernières. Cet état de choses peut se justifier par ce fait que les données statistiques des années précédentes n'étaient pas assez exactes; en effet beaucoup de marchandises de provenance étrangère étaient mentionnées par les autorités douanières comme des importations de Grèce et d'Italie, mais ces erreurs ont été largement corrigées dans les trois dernières années.

Les autres pays qui participaient au commerce d'importation dans cette période n'ont pas joué un rôle important, parce que leur participation n'atteignait pas 1 % du total des importations, et l'importation de ces pays varie largement, et, pour cette raison, il est impossible de leur fixer un rang définitif, comme pour les dix premiers pays.

Il est important de mentionner spécialement le Brésil, et sa participation au commerce d'importation du royaume. A partir de 1925, l'importation augmente constamment, au point que le Brésil en 1927, a conquis le dixième rang. On importe de ce pays le café vert, et il est évident que l'importation du Brésil sera augmentée parce que les importateurs désirent éviter pour cet article, les pays intermédiaires. En 1927, on a importé dans le royaume 9.370.805 kilos de café vert d'une valeur de 207.386.769 dinars, malheureusement la plus grande partie de ce café n'était pas acheté directement aux producteurs brésiliens, mais par l'intermédiaire de Trieste, de Hambourg et de Londres. Le profit des intermédiaires est très grand dans l'importation comme dans l'exportation du royaume. Si on ne peut toujours éviter les intermédiaires, l'intérêt du pays, c'est-à-dire des exportateurs et des importateurs, est de travailler directement avec les importateurs et les exportateurs des marchés étrangers. Le gouvernement brésilien donne toutes les facilités pour l'exportation directe du café vert dans tous les pays. Dans le royaume a été créée une

société par actions, qui a pour but de faciliter l'importation directe du Brésil.

Il faut mentionner enfin que l'importation venant de Pologne et de Suisse est assez faible, mais qu'elle augmente sensiblement d'année en année.

*
**

Si l'on compare le commerce d'importation et le commerce d'exportation au point de vue de leur structure, on voit une grande différence entre ces deux branches. Le commerce d'exportation comprend des articles en nombre relativement limité : produits agricoles, produits du bétail, produits forestiers, produits de l'industrie agricole, minéraux en général, huiles minérales et leurs dérivés, et articles industriels en très petit nombre.

Voici la liste des articles les plus importants dans le commerce d'exportation : maïs, blé, farine de blé, semoule, son, les autres céréales, haricots, pommes, toutes espèces de fruits, pruneaux, pommes sèches et marmelades. Différentes espèces de vin et d'eau-de-vie, alcool, plantes médicinales, opium, houblon, chanvre, corderie. Animaux vivants : chevaux, poulains, mules, ânes, bœufs, veaux, porcs, petit bétail, volaille. Viande fraîche, viande préparée, saindoux. Produits d'animaux : beurre, fromage, œufs. Peaux : de bœufs et de veaux, de brebis et de chèvres, d'agneaux et de chevreaux, et de gibier. Bois : de chauffage, de construction, articles en bois, traverses de chemin de fer en hêtre et en chêne. Extraits pour le tannage, tanin, soude ammoniacale et caustique, calcium de carbure, cyanamide, ferrosilicium, et beaucoup de ciment. Plomb brut et en plaques, fer en plaques et non profilé, cuivre brut, minerais et scories. Tous les autres articles pour l'exportation non mentionnés ici présentent une valeur minime dans le total des exportations du pays.

La structure du commerce d'importation est tout à fait différente de celle du commerce d'exportation. Le

commerce d'importation comprend beaucoup de branches qui contiennent de nombreux articles tels que : articles de ménage, matières premières, matériel, outillage de production, articles fabriqués et mi-fabriqués. On importe surtout des produits textiles (toutes les cotonnades pour la grande consommation, toutes les matières textiles et leurs productions), puis des produits métallurgiques (machines, produits du fer, etc.) des produits manufacturés et industriels de toutes sortes; ensuite des articles coloniaux, des fruits du sud, différentes huiles, caoutchouc, plantes industrielles, produits chimiques, produits cosmétiques, et enfin du minerais, du sel, etc.

Parmi les articles qu'on importe de l'étranger, les plus importants sont les produits fabriqués et les articles de ménage, puis les matières premières, et les objets mi-fabriqués. D'après la statistique commerciale officielle, l'importation des articles fabriqués et des articles de ménage, reste stationnaire au point de vue de leur quantité, c'est-à-dire que cette quantité ne varie pas beaucoup, mais elle diminue légèrement en comparaison avec le total des importations des autres marchandises. Pourtant l'importation des matières premières et des objets mi-fabriqués augmente en quantité par comparaison avec le total du commerce d'importation du pays. Ce phénomène prouve un lent changement dans la structure de la production du pays.

Le royaume est toujours un pays essentiellement agricole, et il restera tel pendant de nombreuses années encore, exportant ses produits agricoles, son bétail, ses produits forestiers, etc, et important de l'étranger des produits fabriqués et des articles coloniaux. Malgré tout cela, dans le royaume considéré comme pays agricole, on crée lentement mais continuellement des entreprises industrielles, dont la production participe à l'approvisionnement des besoins nationaux, et à mesure que la production industrielle du pays augmente, le pourcentage d'importation des produits fabriqués à l'étranger diminue.

CHAPITRE II

VOIES DU COMMERCE EXTÉRIEUR DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES

Dans les premières années après la libération et l'Union du jeune royaume, il n'y avait aucune politique commerciale définitive. On ne prêtait aucune attention au mouvement du commerce d'exportation ni au problème de l'expansion commerciale et de la propagande. Les relations commerciales avec les pays les plus importants pour l'échange des biens n'ont commencé à être régularisées qu'à la fin de 1923. A partir de cette année commence une série de conclusions de traités de commerce avec les pays étrangers, mais cette période n'a pas amené un grand développement dans le commerce extérieur du pays.

Les autorités compétentes pendant la conclusion de ces traités ne pouvaient obtenir de facilités spéciales pour le commerce d'exportation et les Etats industriels ont au contraire largement protégé leur production agricole. Il était donc très difficile de conclure des traités de commerce avec ces Etats. Pour cette raison, les voies du commerce d'exportation sont restées assez restreintes et les pays intermédiaires dans le commerce d'exportation et d'importation ont joué un rôle très important.

L'exportation et l'importation des marchandises du pays se font par les voies suivantes : chemin de fer, navigation maritime et navigation fluviale. Le transport par mer est beaucoup moins coûteux que par chemin de fer, parce qu'il offre à l'Etat la possibilité de s'approvi-

sionner en produits des pays les plus éloignés, en échange de l'exportation de ses propres produits dans les mêmes pays.

Le royaume possède un littoral de 1.571 kilomètres avec de nombreux et d'excellents ports, richement dotés par la nature, et auxquels manquent seulement les installations de transbordement et de dépôt des marchandises. Il possède aussi dans son intérieur plus de 2.000 kilomètres de voies fluviales navigables, permettant de transporter les produits du pays dans l'Europe centrale ou de les exporter jusqu'à la mer Noire par la voie fluviale peu coûteuse.

Dans quelle mesure se sert-on dans le commerce extérieur de chacune de ces voies : maritime, fluviale, ferrée.

Les besoins impérieux qui se sont fait sentir après la fin de la guerre européenne, de rétablir les voies ferrées détruites pendant la guerre, d'organiser à nouveau l'exploitation et l'unification des communications et l'administration des voies ferrées des territoires réunis, de compléter le personnel et de réglementer d'autres questions d'un caractère important, tous ces besoins ont fait négliger pour quelque temps l'organisation de la statistique des communications ferroviaires.

Les données statistiques des années 1922 à 1927 sont connues seulement pour le transport des voyageurs et des marchandises, mais non pas pour le transport des marchandises destinées à l'exportation et à l'importation.

§ II. — LE TRAFIC DES VOIES MARITIMES

Quant au trafic des voies maritimes, la statistique publiée par la direction de la navigation maritime à Split (1), nous apportera des détails pour les comparaisons suivantes (en tonnes de chargement), mais seulement pour les années 1925 et 1926, parce que les données

(1) Report annuel de la Chambre de Commerce de Split, 1927.

des années précédentes ne sont pas connues, et que celles de 1927 sur les transports par chemin de fer manquent encore.

IMPORTATIONS

	1925	1926	soit en %
Voies maritimes.....	307.300	269.939	— 12 %
Voies ferroviaires.....	854.400	570.103	— 33.3%
Voies fluviales.....	352.162	401.012	+ 13.9%
Total.....	1.513.862	1.241.054	— 18.1%

EXPORTATIONS

	1925	1926	soit en %
Voies maritimes.....	1.071.500	1.298.062	+ 21.1%
Voies ferroviaires.....	2.471.757	2.732.153	+ 10.6%
Voies fluviales.....	855.209	854.503	— 0.1%
Total.....	4.398.466	4.884.718	+ 12.5%

Pour le poids, l'importation en 1926 a donc baissé de 18,1 %, mais c'est l'importation ferroviaire qui a le plus souffert, ayant baissé exactement d'un tiers.

La diminution de l'importation maritime est inférieure à la moyenne, et pour l'importation fluviale on remarque même une augmentation de 13,9 %.

En ce qui concerne l'exportation on peut constater ce fait très favorable, que la plus grande augmentation est marquée par le trafic maritime quoi que l'année 1926 ne soit pas une des plus favorables à l'exportation des marchandises encombrantes telles que les bois, dirigées sur les ports maritimes nationaux.

Sur l'ensemble de l'importation du pays il revenait :

	1925	1926
Aux voies maritimes.....	20.6 %	21.8 %
Aux voies fluviales.....	23 %	32.3 %
Aux voies ferroviaires.....	56.4 %	45.9 %

Sur l'ensemble de l'exportation du pays, il revenait :

	1925	1926
Aux voies maritimes.....	24.4 %	26.6 %
Aux voies fluviales.....	19.4 %	17.4 %
Aux voies ferroviaires.....	56.2 %	56 %

Bien que l'utilisation des voies maritimes ait augmenté, en particulier pour l'exportation, il faut reconnaître qu'elle est loin d'être satisfaisante, si l'on se rappelle qu'en 1926, sur un trafic total de 6.126.722 tonnes, 1.568.001 tonnes, soit 25 %, donc à peine un peu plus d'un quart, a seulement suivi la voie maritime et que la voie du Danube ne dessert que 20,4 %, soit 1/5 du commerce extérieur.

Les voies ferroviaires plus coûteuses disposent toujours de 50 % du total du trafic, bien que leur importance soit en décroissance relative, étant donné qu'en 1925, 56,3 % du commerce extérieur étaient encore desservis par cette sorte de communication.

Cependant, quand il s'agit du trafic des marchandises avec les pays étrangers, il est très important et même nécessaire qu'il soit desservi, autant que possible par les voies d'eau peu coûteuses. Le commerce maritime d'exportation et d'importation ne se développe pas seulement dans les ports du royaume. Par la force des choses une grande partie du commerce d'exportation et d'importation s'effectue en partie par Trieste et Fiume, et en partie par Salonique. Ce développement du commerce maritime par les ports étrangers est dû aux conditions de la géographie et des communications.

La Slovénie, par exemple, gravite plutôt autour de Trieste, qu'autour des ports du royaume, situés sur l'Adriatique du Nord et d'autre part, la Serbie méridionale se tourne exclusivement vers Salonique.

Outre cela, les ports du royaume n'ont pas de liaison directe avec les grands ports du monde, come c'est le cas pour Trieste, Salonique et dans une certaine mesure, pour Fiume.

Le royaume ne possède pas de données statistiques exactes relative au trafic, par Trieste, Fiume et Salonique quoique celui-ci soit certainement très important. Particulièrement, les marchandises de valeur telles que les denrées coloniales, les articles manufacturés, les machines sont importées par les ports étrangers, alors que les ports du royaume ne font, en général, le trafic que des marchandises volumineuses, qui ne peuvent supporter un transport onéreux jusqu'aux ports étrangers. Parmi les marchandises volumineuses, seul, le bois est dirigé sur les marchés mondiaux par Trieste et Fiume. La moitié des exportations consiste en ciment et en pierre à ciment. Le deuxième article important de l'exportation est le bois. La plus forte importation revient à la houille, puis au fer que le pays reçoit de l'Allemagne au titre des réparations et qui est transporté par les ports hollandais.

Les articles industriels et coloniaux sont principalement importés par Trieste et Salonique, excepté naturellement les produits industriels qui arrivent par voie de terre.

Le manque de liaisons régulières entre les ports du royaume et les grands ports étrangers, l'absence d'entrepôts où la marchandise pourrait être emmagasinée, expliquent que le pays soit dans l'impossibilité d'organiser, sur une plus vaste échelle, l'importation et l'exportation de ses produits par ses ports.

Pour ces raisons, le trafic des marchandises avec l'étranger dans les ports du royaume est actuellement assuré en majeure partie sur des bateaux étrangers, mais, d'année en année, s'accroît le pourcentage de la participation du pavillon serbe, croate et slovène. Dans le courant de 1926 et 1927, le développement de la marine marchande du royaume, a pris un rythme plus accentué. On peut affirmer en toute certitude que depuis la fin de 1925, la marine marchande a augmenté d'environ 50 %. Cette progression a exercé aussi une action favorable sur le trafic avec l'étranger, trafic qui est susceptible de

devenir bien plus important à l'avenir, ce qui s'est déjà considérablement accru, notamment pour les ports de Split, Metkovitch, et Chibenik.

La plus importante augmentation appartient au port de Split. Split est en général prédestiné à devenir le port central du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et il le deviendra bientôt, lorsque sera construite la ligne dite « Chemin de fer Adriatique » qui le reliera avec Belgrade.

La plus grande partie du commerce maritime d'exportation appartient aux ports nationaux, particulièrement à Split, tandis que l'importation, pour des raisons spéciales, est encore assurée par les ports de Fiume, Trieste et Salonique.

Il faut attribuer ce fait, en premier lieu à l'absence d'une communication ferroviaire favorable des régions occidentales du pays avec les ports nationaux, et en deuxième lieu, au manque d'installations techniques qui nécessiteraient d'énormes investissements, que le jeune Etats ne pouvait pas assumer en si peu de temps.

Le littoral adriatique du royaume, d'une longueur de 1.500 kilomètres environ, n'était relié à son hinterland au moyen de voies ferrées qu'à deux endroits. A l'extrême nord, le port de Souchak était rattaché par une ligne à voie normale à Zagreb, et de là aux autres régions du pays. Dans la partie méridionale de l'Adriatique, les lignes à voie étroite de Bosnie débouchaient sur la mer à Dubrovnik (Ragusa) ; Metkovitch, rattaché aussi aux lignes de Bosnie, ne présente pas une importance sérieuse en tant que port.

Tout le reste du littoral national, malgré un si grand nombre de ports développés, n'avait point de communications ferroviaires avec les autres parties du pays. Il est vrai que les ports de Split et Chibenik possédaient une ligne à voie normale, mais celle-ci n'allait que jusqu'à Knin et n'avait point de relations avec l'arrière du pays.

Dès 1922, lors de la conclusion de l'emprunt avec le groupe Blair et Cie de New-York, il a été décidé par une loi que la ligne dénommée « Chemin de fer Adriatique » devait être construite.

Cette voie devait relier la capital du royaume, Belgrade, à la mer, et en outre, placer les régions du nord et de l'est du pays au point de vue de la vie économique et des communications, dans la sphère des ports de la Dalmatie méridionale. Cependant, la situation financière n'a pas permis jusqu'ici la réalisation de ce projet. De toutes façons, la construction de nouvelles lignes de chemin de fer adriatiques donnera un essor au littoral et aux ports, et la navigation maritime connaîtra de meilleurs jours.

Quant aux installations techniques dans les ports nationaux, on peut affirmer qu'aujourd'hui la situation est déjà bien meilleure, que dans les premières années après la guerre, mais il faudra relativement beaucoup de temps jusqu'à ce que les ports du littoral les plus importants soient au point de vue technique aménagés de façon à satisfaire toutes les exigences d'un trafic accru.

D'après les données statistiques fournies par la Direction des communications maritimes, à Split (1), le commerce maritime de l'Etat, pour les années 1925, 1926 et 1927, s'est élevé aux chiffres suivants (en quintaux) :

ANNÉES	EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	TOTAL
—	—	—	—
1925.....	43.984.660	15.138.620	59.143.280
1926.....	48.847.180	12.410.540	61.257.720
1927.....	42.514.590	13.410.540	55.925.030

Sur cet ensemble du trafic avec l'étranger, il a été opéré par les ports nationaux, en quintaux :

(1) *La Revue Economique de Belgrade*, 1928, N° 7-8.

ANNÉES	EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	TOTAL
1925.....	10.715.311	3.072.762	13.787.070
1926.....	12.980.625	2.799.386	15.680.011
1927.....	13.308.211	3.680.672	16.988.887

Bien que le commerce extérieur dans les trois dernières années soit en diminution constante, le commerce maritime, comme on le voit par les chiffres ci-dessus, est en augmentation.

L'exportation pour ces trois années, qui était en 1925 de 10.715.311 quintaux, a atteint en 1927, le chiffre de 13.308.211 quintaux. De même, on voit l'augmentation dans l'importation maritime, mais elle baisse en 1926, à cause de la faible importation du charbon anglais, parce que sévissait alors la grève dans les mines anglaises. Aussitôt la grève terminée, l'importation du charbon anglais reprenait sa place, représentant presque la moitié du total des importations par la voie maritime.

Il est intéressant de savoir quels sont les pays d'origine de l'importation et les pays destinataires d'exportation du royaume par voie de mer. Pour le commerce d'importation les relations directes du royaume existent avec environ vingt pays différents. De 1925 à 1927, voici en quintaux, la liste des importations du royaume par voie de mer provenant des pays suivants :

PAYS	1925	1926	1927
Angleterre	1.442.980	703.620	1.346.251
Italie	860.433	739.780	663.435
Algérie	»	180.320	402.192
Maroc	»	272.400	390.766
Ile de Chypre.....	»	149.830	165.161
Turquie	»	97.050	164.075
Etats - Unis d'Amérique du Nord	300	2.315	102.792
Espagne	»	»	99.720
Hollande	473.550	297.260	87.106
Roumanie	42.700	»	81.445

PAYS	1925	1926	1927
Tunisie	155.300	82.450	62.760
Allemagne	1.500	56.075	41.194
France	9.500	24.550	38.283
Grèce	2.500	1.460	15.998
Belgique	»	12.330	14.395
Palestine	»	20	11.000
Albanie	»	300	1.580
Brésil	»	»	1.226
Argentine	»	»	1.000
Iles Canaries.....	»	»	293

La première place est occupée par la Grande-Bretagne, ce qui est naturel, si nous nous rappelons qu'une moitié de l'importation concerne le charbon, qu'en période normale tous les ports méditerranéens tirent de l'Angleterre. Ce n'est qu'en 1926 que la première place dans le commerce d'importation par voie de mer revient à l'Italie, uniquement à cause de la grève dans les mines anglaises.

La deuxième place appartient à l'Italie avec l'importation de toutes sortes d'articles. La troisième place est occupée par l'Algérie et la quatrième par le Maroc, pays auxquels le royaume achète du phosphate pour les usines d'engrais chimiques.

Quant au commerce d'exportation par voie de mer, le royaume a dirigé en 1927 ses produits dans au moins soixante-deux pays, colonies comprises. Les bateaux des Compagnies italiennes, sur la ligne partant de Trieste et faisant le tour de l'Afrique, sur la ligne de l'Amérique centrale, ainsi que pour les ports de la côte américaine du Pacifique, s'arrêtent dans les ports du royaume permettant ainsi l'exportation directe dans nombre d'Etats et colonies avec lesquels précédemment le royaume n'avait aucune relation.

Parmi les principaux pays où sont destinées les exportations du royaume par voie de mer, on peut citer, pour les trois dernières années, les pays suivants (en quintaux) :

PAYS	1925	1926	1927
Italie	5.711.486	6.640.020	6.949.101
Egypte	1.137.050	769.220	821.370
Grèce	835.070	736.510	672.743
Hollande	147.200	331.705	554.375
Angleterre	301.350	308.495	482.449
Argentine	»	845.540	439.338
Algérie	246.760	318.320	333.466
Syrie	83.000	154.430	320.920
Lybie	204.500	240.445	266.087
Etats - Unis de l'Amérique			
du Nord	153.400	693.430	252.694
Indes Orientales.....	125.200	182.900	242.430
France	417.400	175.480	186.630
Maroc	162.500	130.140	148.834
Tunisie	129.500	162.170	139.237
Chili	»	»	126.210
Iles Canaries.....	126.720	157.280	120.016
Albanie	32.355	66.320	117.319
Palestine	397.100	133.595	111.985
Belgique	»	84.190	109.051
Malte	33.000	93.450	87.933
Allemagne	18.000	161.700	84.894
Turquie	40.000	40.630	82.075
Dodécanèse	37.300	103.100	72.300
Cameroun	»	»	70.145
Capland	»	78.580	53.162
Ile de Chypre.....	»	46.500	42.895
Dantzig	»	»	39.000
Eréthrie	»	26.585	37.500
San Salvador.....	»	36.100	35.640
Brésil	163.350	»	31.290
Costarica	»	15.300	27.815
Ile de Java.....	»	29.050	27.563
Cuba	»	»	26.860
Afrique Orientale.....	»	23.250	24.270
Somalie	»	25.920	22.145
Antilles	»	»	18.000
Panama	»	65.520	6.040

Il faut enregistrer comme résultat très satisfaisant en 1927, une exportation assez grande dans les pays avec lesquels il n'avait existé jusqu'alors aucune relation maritime.

La première place pour les exportations maritimes appartient à l'Italie, qui absorbe une moitié entière de la totalité des exportations par voie de mer, avec des augmentations sensibles d'une année à l'autre. Le royaume exporte en Italie une grande quantité de pierre à ciment. Ce pays a taxé l'entrée du ciment de droits de douane élevés, alors que celle de la pierre à ciment est libre, de telle sorte que beaucoup de fabriques italiennes utilisent la matière brute qu'elles apportent de Dalmatie, des environs de Split. Puis les exportations du bois du royaume ont augmenté en Italie.

De l'exportation totale de bois, qui atteint 4.453.084 quintaux, que l'on exporte dans tous les pays par les ports maritimes du royaume, plus de la moitié revient à l'Italie, mais toute cette quantité ne reste pas en Italie; une partie importante est réexportée pour l'Espagne et d'autres pays.

Puis viennent l'Argentine avec 440.000 quintaux, l'Egypte, avec 370.000 quintaux, l'Algérie, avec 325.000 quintaux, la Grèce, avec 250.000 et la France, avec 154.000 quintaux.

L'exportation totale du charbon par les voies maritimes, d'une quantité de 556.000 quintaux, et l'exportation de pierre qui sert à la fabrication du ciment, d'une quantité de 2.968.420 quintaux, sont principalement exportés en Italie.

La deuxième place revient à l'Egypte pour l'exportation de bois et de ciment, la troisième place à la Grèce pour les mêmes articles. La quatrième appartient à la Hollande avec une forte exportation de bauxite. Le cinquième rang est occupé par l'Angleterre, suivie par l'Argentine et d'autres pays. L'Argentine qui ne rentrait même pas en ligne de compte dans les exportations du royaume en 1925, arrive, en 1926, au deuxième rang.

L'ensemble du trafic avec l'étranger était en régression, mais le commerce par les ports était en augmentation constante. De plus en plus, le trafic avec l'étranger se développe par voie de la mer, tandis que le trafic par

voie ferrée et par les ports fluviaux est en régression. Le commerce maritime avec l'étranger est bien plus important que le commerce maritime intérieur, c'est-à-dire, celui qui se fait entre les ports nationaux.

Les importations dans le royaume ont été, et par la quantité et par la valeur, sensiblement plus faibles, tandis que les exportations sont inférieures par la valeur, mais supérieures par la quantité, à celles de 1925.

Comme les exportations du royaume par voie de mer augmentent d'une manière constante, il est intéressant d'examiner le développement de l'importation et de l'exportation des différents articles en quintaux, durant les trois dernières années :

EXPORTATIONS

ARTICLES	1925	1926	1927
Bois	3.341.521	4.653.535	4.453.084
Ciment	3.005.050	2.992.030	3.134.150
Marne	2.742.200	2.561.950	2.968.420
Beauxite	225.530	913.000	771.110
Bois de chauffage.....	142.180	471.010	525.567
Charbon	460.000	636.230	556.590
Cyanamite	154.400	286.750	147.461
Asbeste	»	75.115	119.937
Carbure	98.840	80.350	108.233
Cellulose	»	98.650	104.990
Pierre et marbre.....	36.300	85.440	57.100
Céréales	32.850	17.475	38.306
Lentilles	12.587	66.770	27.779
Huile pour l'industrie.....	100	1.868	11.740
Bestiaux	»	14.255	11.074
Poissons	7.170	6.160	9.925
Plantes industrielles.....	12.061	39.455	7.392
Huile comestible	940	285	2.580
Boissons	2.305	375	2.197
Fer	35.460	4.740	1.926
Produits de l'élevage.....	»	2.390	961
Articles manufacturés.....	240	9.425	650

On peut noter l'accroissement important de l'exportation du bois pour la construction, comme du bois pour le

chauffage. L'industrie du bois, qui depuis trois ou quatre ans, traversait une crise difficile, se relève peu à peu, et aujourd'hui le bois est à nouveau un article d'exportation très important, non seulement par la quantité, mais encore par la valeur. Outre cela, l'introduction de tarifs spéciaux pour le transport du bois par l'intermédiaire des ports nationaux a contribué à ce que l'exportation du pays pour le bois emprunte les ports du pays, au détriment des ports étrangers, en premier lieu de Trieste et de Fiume. De plus, la hausse importante de la lire à la fin de 1927 a eu pour conséquence que le chargement et le déchargement des marchandises dans les ports est sensiblement meilleur marché, ce qui a également contribué à concentrer le commerce dans les ports nationaux.

D'un autre côté, on aperçoit un accroissement de l'exportation, léger pour le ciment, et un accroissement très important pour la marne. Par contre, on peut constater une diminution dans l'exportation de la bauxite. Ce minerai, qui est employé dans la fabrication de l'aluminium, se trouve en très grandes quantités, le long de presque toute la côte adriatique. Les plus grandes quantités de bauxite sont exportées dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, pour les fabriques américaines d'aluminium.

Enfin, les importations par voie de mer, au cours des trois dernières années, se composent de différents articles, que nous citons dans le tableau suivant :

IMPORTATIONS

ARTICLES	1925	1926	1927
Charbon	1.567.411	1.258.205	1.483.002
Phosphate	»	467.870	925.098
Pyrite	»	199.830	276.531
Sel	190.100	176.350	196.061
Fer et travaux en fer.....	475.458	88.031	150.111
Céréales	245.907	68.575	105.263
Huiles pour machines.....	99.060	45.420	97.789

Denrées coloniales.....	»	56.670	78.209
Travaux en ciment.....	67.520	11.140	59.898
Objets manufacturés.....	30.719	51.830	24.194
Machines	3.710	37.935	23.580
Sucre	»	5.635	20.778
Lentilles	16.110	28.755	18.137
Soufre	»	18.000	18.033
Bois de construction.....	16.650	14.650	15.262
Huile comestible.....	4.619	13.895	9.938
Marbre	3.330	13.545	8.200
Asbeste	»	7.395	6.209
Asphalte	118.300	22.350	6.209
Peaux	3.955	»	5.203
Produits de l'élevage.....	»	5.380	4.241
Poissons	2.113	3.317	3.842
Verre	»	2.536	2.762
Tabac	»	3.000	1.545
Boissons	914	540	498
Total.....	2.835,876	2.600.874	3.539.593

Plus de la moitié de l'importation revient au charbon, consommé en partie par la navigation maritime, en partie par l'industrie située sur le littoral. L'importation du charbon en 1926 a été inférieure de 300.000 quintaux à celle de 1925. Cette diminution est due à la grève des mineurs anglais, mais en 1927, l'importation s'est accrue de 226.000 quintaux. sans atteindre la quantité de 1925.

Pour les besoins de l'intérieur du pays en charbon de bonne qualité, les ports maritimes nationaux sont moins intéressés, étant donné que le transport du charbon de Silésie par le Danube, est moins coûteux.

L'importation du phosphate et de la pyrite augmente considérablement à cause du développement intense de l'industrie des engrais chimiques. Aujourd'hui non seulement les fabriques d'engrais artificiels s'approvisionnent en phosphate et en pyrite par l'intermédiaire des ports du royaume, mais encore, étant donné la politique des tarifs des chemins de fer, les fabriques autrichiennes et hongroises empruntent la voie de Souchak, au détriment

de Trieste et même de Fiume. Aussi les usines autrichiennes et hongroises se font-elles expédier une partie des matières premières par les ports du royaume et en premier lieu par Souchak.

Afin d'avoir un tableau exact du commerce maritime, il est nécessaire que nous examinions encore la participation de la flotte du royaume et des flottes étrangères dans ce commerce.

D'après les données statistiques de la Direction des communications maritimes de Split pour les trois dernières années, les marines marchandes des pays suivants étaient engagées dans le commerce d'importation (1) et voici leur participation de 1925 à 1927 en quintaux :

PAYS	1925	1926	1927	% en 1927
Royaume des S.C.S...	951.440	1.123.865	1.596.652	43.4
Italie	1.027.583	1.091.310	1.320.015	35.9
Angleterre	510.760	205.345	249.391	6.7
Grèce	99.230	181.045	116.926	3.2
Danemark	»	»	107.133	2.9
Allemagne	»	»	103.836	2.8
Norvège	»	»	75.000	2.0
Portugal	»	»	50.220	1.4
France	8.500	20.850	28.083	0.7
Belgique	»	»	27.200	0.6
Hollande	123.000	3.105	6.126	0.2

Comme on le voit, c'est la jeune marine marchande nationale qui occupe la première place depuis 1926, et sa participation a été assez significative pendant les années 1926 et 1927. En 1925, la marine marchande participait à l'importation pour 31,5 %, en 1927 pour 41,5 %.

La participation de la marine marchande italienne tenait la première place dans l'importation maritime en

(1) *Revue Economique de Belgrade*, 1928, N° 7-8.

1925, et cette place a été prise en 1926-1927 par la marine marchande du royaume, suivie immédiatement par le pavillon italien. Sur l'ensemble des importations maritimes, d'après les pays d'origine des marchandises, il ne revient à l'Italie que 27,3 %, cependant que ses bateaux apportent 40,5 % du total des importations du royaume.

La participation du pavillon anglais a été moindre, ce qu'il faut attribuer à la diminution de l'importance du charbon anglais. Il en est de même pour le pavillon hollandais à la suite de la diminution des réparations de la part de l'Allemagne. La participation du pavillon français dans l'importation du royaume est assez insignifiante, mais on remarque un progrès constant.

La participation des marines marchandes des différentes nations dans le commerce d'exportation du royaume a été la suivante :

PAYS	1925	1926	1927	% en 1927
Italie	7.674.141	9.367.300	9.537.271	71.7
Royaume S.C.S.	2.108.315	2.472.290	2.577.694	19.3
Grèce	400.500	219.700	422.257	3.2
Angleterre	227.250	419.030	388.372	2.9
Hollande	31.000	211.610	157.801	1.2
France	133.300	32.410	80.589	0.6
Espagne	»	»	40.000	0.3
Albanie	14.675	37.425	31.599	0.2
Allemagne	7.830	50.960	23.501	0.2
Suède	»	»	20.020	0.1
Belgique	»	»	15.994	0.1

Nous avons constaté un accroissement important dans la participation de la marine marchande à l'importation, mais, en ce qui concerne les exportations, ce sont les vapeurs italiens qui exportent trois ou quatre fois plus que les propres vapeurs du royaume, et même le pourcentage de la participation du pays dans l'exportation est tombé de 20,3 % en 1925 à 19 % en 1926, puis, en 1927, il est remonté légèrement à 19,3 %.

Les exoprtations se sont effectuées durant les trois dernières années surtout par les vapeurs italiens et c'est un phénomène constant. L'Italie participe avec 71,7 %, bien qu'il ne soit exporté en Italie que 52 % de l'ensemble des exportations du royaume. Dans les exportations comme dans les importations l'Italie joue donc le rôle d'intermédiaire pour d'autres pays.

Il faut attribuer la prédominance de la marine marchande italienne dans les exportations du royaume d'abord à ce fait que une moitié des exportations est dirigée vers l'Italie.

Tandis que la Yougoslavie subventionne uniquement des lignes de navigation à l'intérieur de ses frontières, l'Italie subventionne, en premier lieu, les lignes pour l'étranger. Par là, les vapeurs italiens sont en état de se maintenir même sur les lignes où les vapeurs d'autres nations n'arrivent pas à couvrir les frais de navigation. C'est de cette façon que l'Italie parvient à réserver à son pavillon les exportations du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en Italie.

Dans le trafic entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et les autres Etats, c'est encore l'Italie qui tient la primauté. Un nombre considérable de lignes subventionnées partent de Trieste pour presque toutes les mers et c'est de cette façon et grâce à de fortes subventions, qu'elles arrivent aisément à dominer la navigation du royaume.

En dehors de l'Adriatique, la marine marchande n'assure qu'une ligne jusqu'à Alexandrie, trois lignes jusqu'à Salonique et une ligne jusqu'au Maroc et les îles Canaries. C'est trop peu pour donner une certaine importance à la participation de la marine marchande du royaume au commerce d'autre-mer.

Le commerce maritime avec l'étranger est concentré dans un petit nombre de ports. En ce qui concerne les importations maritimes des trois dernières années, la participation en quintaux revient aux ports suivants :

IMPORTATIONS

PORTS	1925	1926	1927
Souchak	1.378.990	912.115	1.604.735
Split	939.530	1.007.135	1.187.311
Dobrovnik (Raguse)....	523.020	396.060	335.490
Chibeni	219.400	208.965	280.890
Metkovic	59.207	102.800	143.356
Omich	22.520	7.525	14.078

Pour les importations la première place appartient à Souchak. La seconde à Split. Le principal trafic de Souchak concerne l'importation du phosphate et de la pyrite. Pour Split, la principale importation est le charbon. Les autres ports restent loin derrière Split et Souchak.

Quant aux exportations de ces trois dernières années, elles se sont opérées par les ports suivants (en quintaux) :

EXPORTATIONS

PORTS	1925	1926	1927
Split	6.058.385	5.289.325	5.435.918
Chibenik	1.862.810	3.260.530	2.502.939
Souchak	1.401.910	1.190.300	1.826.376
Dobrovnik (Raguse)....	1.291.750	1.256.375	1.518.176
Omich	604.570	347.510	933.606
Metkovic	204.870	1.006.770	288.625
Zélénika	211.975	47.575	102.915

Dans les exportations maritimes, la première place revient à Split. Parmi les ports actuels du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le plus puissant est certainement par son trafic celui de Split, et il était le point le plus important de la côte dalmate depuis des temps immémoriaux. Sa grande importance est due à sa position, car il est situé dans la plus grande plaine du littoral montagneux de la Dalmatie, la région la plus riche, tant au

point de vue agricole et général que du fait de la proximité de grandes forces hydrauliques, de nombreuses mines de charbon et autres. Split serait bien plus important s'il avait été doté plus tôt de sa liaison ferroviaire avec l'hinterland, liaison projetée depuis longtemps.

Ce sont des quantités énormes de l'excellent ciment et des matières premières pour sa production en Italie : l'argile bleu ; puis les vins, le carbure de calcium, etc., qui sont exportés par Split. Dans les importations par Split, un grand rôle est joué par le charbon anglais, la farine, le marbre, la pierre, les sacs, etc.

La deuxième place est occupée par le port de Chibenik avec une forte exportation de bois, de bauxite, de houille, de carbure de calcium, de cyanamite, de cellulose, etc. Chibenik possède un port magnifique, un fiord à proprement dire. Il était depuis longtemps considéré comme un port de tout premier ordre pour les grosses marchandises avant la guerre, comme le bois, le charbon et la bauxite.

Lorsque ces communications seront rétablies, lorsque les quais, entrpôts et installations de transbordements de marchandises seront construits, le trafic par Split et Chibenik pourra progresser, et attirer une partie beaucoup plus grande du commerce international, que ce n'était le cas jusqu'ici.

La troisième place appartient à Souchak, dont le bassin occupe une superficie de 100.000 mètres carrés.

L'accord de Rome du 27 janvier 1924, conclu entre le Royaume d'Italie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes a partagé Rieka (Fiume) le grand et l'unique « emporium » maritime du bassin du Danube, en deux parties inégales, entre l'Italie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. La partie principale du port de Rieka (Fiume) restée à l'Italie et la partie la moins grande dénommée « port Baroch », actuellement le port de Souchak est revenu au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Le port de Souchak est séparé de Rieka par un mur frontière.

Depuis cette date, le port de Souchak a commencé à

jouer un rôle important dans l'échange de biens maritimes et a conquis, dans l'index des ports du jeune royaume, une des premières places, ayant repris la meilleure part du transit de la partie nord-ouest entière du pays. Le port de Souchak ne sert pas que pour le transit du bois, mais encore pour d'autres articles importants dans le trafic extérieur. Il n'est pas seulement une station de transit pour l'échange de produits avec l'étranger, mais aussi un marché assez fort pour l'approvisionnement de localités du littoral et des îles Dalmates. L'intensification du trafic des marchandises du port se développe d'une manière constante en faveur de l'échange de biens avec l'étranger.

Les chiffres suivants nous présentent un tableau clair à ce sujet.

Trafic des marchandises en quintaux par voie de mer (1) :

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORATIONS	TOTAL
1925.....	1.174.300	1.267.500	2.441.800
1926.....	912.110	1.290.300	2.202.410
1927.....	1.745.309	1.903.188	3.648.497

Dans le trafic avec l'étranger, la première place revient au bois (bois de construction et bois de chauffage), absorbant 97 % de la totalité de l'exportation. L'importation de la pyrite et du phosphate marque une forte tendance à l'augmentation et, dans une certaine mesure aussi, le café, ce que nous prouvera la comparaison avec les années antérieures et que nous donnons ci-après :

ANNÉES	PYRITE	PHOSPHATE	CAFÉ
1925.....	»	97.000	4.900
1926.....	199.830	195.470	26.930
1927.....	306.880	966.208	25.839

(1) Les données officielles de la Direction de la Navigation Maritime à Split.

Ces trois articles appartenaient précédemment au monopole du transit du port de Rieka (Fiume). Avec la construction d'entrepôts nécessaires, Souchak remplirait certainement ce rôle à l'entière satisfaction du commerce extérieur du pays aspirant à s'émanciper de la tutelle étrangère.

Le port de Souchak par rapport à sa capacité technique modeste, assure d'une manière excellente son service de commerce et de communications intensifié fortement d'année en année. Le port est de plus en plus actif et par là il devient un concurrent de plus en plus considérable du port voisin de Rieka, lequel voit sa régression économique dans le progrès du trafic de Souchak.

Afin de pouvoir montrer clairement cette rivalité de trafic, nous citerons des données sommaires sur le mouvement du transit des marchandises dans l'un et l'autre port, au cours des trois dernières années, dans le tableau ci-après :

TRAFFIC DES MARCHANDISES EN QUINTAUX

	1925	1926	1927
Rieka (Fiume) par voie de terre	6.402.100	8.606.000	7.001.400
— par voie de mer.	6.799.800	7.404.800	7.829.300
Total.....	13.201.900	16.010.800	14.830.700
Souchak par voie de terre.....	1.888.340	4.348.780	6.608.185
— par voie de mer.....	3.274.928	2.689.222	4.347.488
Total.....	5.163.268	7.038.002	10.955.673

Ces chiffres démontrent que les choses tournent en faveur de Souchak et en particulier on remarque un grand revirement en 1927, par rapport à 1926.

Le quatrième rang est pris par Doubrovnik (Raguse), avec le bois comme article principal d'exportation. Tous les autres ports de l'Adriatique ne jouent qu'un rôle assez modeste dans le trafic maritime du pays.

Depuis les trois dernières années, la marine marchande a commencé à se développer considérablement et nous espérons que sa participation dans le commerce maritime du pays sera de plus en plus importante, surtout quand s'établiront des lignes régulières avec les autres centres étrangers commerciaux.

La participation plus grande du pavillon du royaume dans le commerce extérieur maritime, dépend de la politique de subvention que le ministre des communications va inaugurer.

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, avec ses côtes naturelles si bien développées, et avec une population maritime si bien préparée, doit entreprendre tout pour jouer dans le trafic maritime un rôle bien plus important que durant les dix dernières années.

§ 3. — LE TRAFIC PAR LA VOIE DE SALONIQUE

Salonique est une ville très ancienne, qui servait comme une des principales cités maritimes de Bysance. Sa situation géographique est particulièrement favorable. Se trouvant presque au centre de la péninsule balkanique, Salonique a une très grande importance au point de vue des communications internationales. Elle est une ville commerciale, de caractère très cosmopolite, comme tous les principaux ports de la Méditerranée orientale (1).

L'hinterland de Salonique comprend la plupart des Etats balkaniques et surtout le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, dont la frontière n'est qu'à une soixantaine de kilomètres, reliée par les riches vallées du Vardar et de la Morava.

Les richesses naturelles forestières et minières de cet hinterland sont très grandes.

L'arrière pays constitué par la Serbie méridionale

(1) Dr M. Vilimanovitch : « Zone libre Serbe à Salonique », page 27.

produit de l'opium, du coton, des pruneaux, du bois de construction, du bétail vivant, de la soie grège, et toutes les céréales dont l'acheminement normal doit être la voie ferrée Skoplye-Salonique.

Le port de Salonique ne vit et ne peut vivre que du commerce qui lui vient des régions de la Serbie méridionale. Les vallées du Vardar et de la Morava demeureront tributaire du port de Salonique et l'on comprend dans ces conditions l'insistance du Gouvernement des Serbes, Croates et Slovènes à réclamer une solution de la question du débouché serbe à Salonique.

La question de l'accès de la Serbie à la mer Egée s'était posée dès la fin de la guerre balkanique de 1912. Après leur victoire sur la Turquie, il resatit aux Alliés balkaniques à se mettre d'accord sur le partage des territoires conquis. Salonique occupé par la Grèce fut réclamé par la Serbie, comme par la Bulgarie, pour leurs besoins commerciaux.

Comme la Serbie, après la guerre balkanique de 1912 n'obtint point d'accès à la mer, il était donc nécessaire de lui en assurer un. La question de Salonique est capitale pour la Serbie. Ce grand port est le seul débouché de toute la vallée du Vardar, écrivait M. Auguste Gauvain, déjà en 1913.

C'est en vue de ménager cet intérêt légitime que l'article 7 du traité serbo-grec de 1913, stipule l'obligation pour le gouvernement hellénique « d'assurer la pleine liberté au commerce serbe par le port de Salonique » (1).

Pour traduire en fait l'engagement pris par le gouvernement grec dans l'article 7 du traité, on a conclu la convention gréco-serbe, relative au transit direct serbe par la voie de Salonique, signé *ad referendum* à Athènes le 10/23 mai 1914.

Par cette convention, la Grèce cède à la Serbie, pour une période de 50 ans, un emplacement qui sera affecté à son usage et placé sous son administration douanière.

(1) Dr M. Vilimanovitch : « Zone libre serbe à Salonique », p. 47.

Cette zone, dite « zone libre serbe » demeure sous la souveraineté hellénique, reconnue par la Serbie, qui s'engageait à la garantir contre les attaques de la part de la Bulgarie ou de la Turquie, à condition que l'intérêt de son transit par Salonique fut sauvegardé.

Cet arrangement était suivi de quatre protocoles qui organisaient les différents services, ayant pour but de faciliter le transit serbe.

Mais après la signature de la convention du 10-23 mai 1914, les événements se sont précipités, la grande guerre fut déclarée par les Empires centraux, et la convention ne fut point ratifiée. Il a fallu attendre la fin de la guerre, et ce ne fut qu'au mois de novembre 1922, que de nouveaux pourparlers furent entamés à Belgrade entre les délégués grecs et celui du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Après six mois de négociations, un accord fut établi et signé à Belgrade le 10 mai 1923. La Serbie a obtenu cette fois gain de cause. Cette convention prévoit la création d'une « zone libre serbe » à Salonique. Elle ne fixe pas de limites à la zone. Ces limites furent établies par l'accord du 29 septembre 1923. L'emplacement comprend une superficie de 94.000 mètres carrés. Cette région est reconnue comme une région douanière serbe, administrée par les autorités douanières. Le territoire reste soumis aux lois organiques de la Grèce, avec une extériorité commerciale et douanière au profit de la Serbie. La Grèce s'engage à ne point entraver le trafic serbe, quelle que soit la nature des marchandises transitées. Les exportateurs et les importateurs serbes se plaignent, en particulier, du retard apporté à l'acheminement des expéditions et du manque de wagons pour les besoins du transit serbe. Ils considèrent que le transit sur le tronçon de la ligne Guevghele-Salonique ne s'effectuera normalement que lorsque l'exploitation de cette ligne sera faite par les chemins de fer serbes.

La question la plus difficile à résoudre c'était donc celle de l'exploitation du tronçon de la ligne Guevghele-Salonique. Le gouvernement et l'opinion publique en

Grèce, prétendent que « la souveraineté hellénique serait violée par la concession à un pays étranger, fût-il allié, d'une ligne de chemin de fer sur le territoire grec ».

Tandis que la Serbie, dès la fin de la guerre balkanique a cédé spontanément à la Grèce, l'entière exploitation de la ligne de chemins de fer Kenali-Monastir, se trouvant sur son territoire, et cela sans aucune compensation, mais seulement dans l'intérêt de la région et de la coopération des deux pays. Sur toute la partie de cette ligne, tout le personnel est grec.

Le refus grec de donner cette ligne en exploitation à la Serbie, est surtout dicté par la crainte des commerçants de Salonique, pensant que la zone libre serbe absorbera tout le transit par ce port qui représente, en effet, plus de 90 % du transit total de Salonique, pour le plus grand dommage de la zone franche de Salonique.

C'est donc pour protéger leur rôle d'intermédiaires, que les commerçants de Salonique, proposèrent la création d'une zone franche grecque dans ce port. Ainsi on a créé deux zones : la zone libre serbe et la zone franche de Salonique. La zone libre serbe est enclavée dans la zone franche. Pour y accéder, venant de la ville ou de la gare, il est donc nécessaire de traverser cette zone et l'on se représente facilement les formalités et conflits qu'un tel état de choses peut occasionner journellement.

Pour ces raisons le gouvernement serbe demande l'élargissement de sa zone vers l'ouest, en se basant sur le traité de 1913, qui stipule que les facilités accordées au transit serbe devront correspondre aux besoins du moment. De plus, l'article 8 de la convention du 10 mai 1923, stipule « qu'en cas de création d'une zone franche grecque dans le port de Salonique, cette création ne portera aucun préjudice aux droits et privilèges reconnus à la zone libre serbe ».

Le gouvernement serbe, avant de commencer les travaux indispensables, travaux qui coûteraient des dizaines de millions, veut connaître exactement les dispositions grecques quant à l'exploitation rationnelle de la ligne

Guavgheli-Salonique et à l'élargissement de la zone serbe. Le gouvernement grec s'ingéniait par tous les moyens, à rendre la zone serbe inopérante, pour garantir les intérêts de sa zone franche. Pour toutes ces raisons la zone libre serbe n'a pu, jusqu'à ce jour, recevoir un trafic sérieux.

Pour régler ces différends entre les deux pays, les négociations furent entamées en 1926, et on a abouti à des projets de conventions signés à Athènes le 17 août 1926 par les deux gouvernements, sous le régime du général Pangalos. Ces conventions ne furent pas ratifiées, parce que le général Pangalos fut destitué avant d'avoir pu présenter ces conventions.

Le gouvernement grec n'a pas voulu rejeter purement et simplement l'ensemble des accords Pangalos. Il a laissé entendre que la ratification pourrait être envisagée si le Gouvernement des Serbes, Croates et Slovènes consentait à certaines modifications. Le gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes n'était pas opposé en principe, à l'idée d'une révision.

Les deux gouvernements désireux de hâter dans la mesure du possible le règlement définitif de toutes les questions litigieuses ont signé, le 11 octobre 1928 à Belgrade un protocole par M. Venizelos, premier ministre grec et M. Choumenkovitch, ministre des affaires étrangères par intérim du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, aux termes duquel il sera procédé dans un délai aussi bref que possible, à la discussion détaillée, à la conclusion et à la signature des accords au fur et à mesure, et à leur mise en vigueur. Aux termes de ce protocole, les questions relatives à la zone libre serbe à Salonique et son transit seront réglées d'une manière générale conformément à la convention de 1923.

Mais avant toute discussion des détails encore à régler, il est entendu que la zone libre serbe à Salonique ne pourra être utilisée que pour le trafic et le transit des Serbes, Croates et Slovènes, à l'exclusion de toutes marchandises provenant ou à destination des autres

pays, et que les navires transportant des cargaisons en totalité ou en partie destinées à la zone serbe seront préalablement astreints aux formalités sanitaires auprès des autorités helléniques.

Le dernier paragraphe du protocole stipule qu'il sera procédé, simultanément avec la signature du protocole additionnel, à la conclusion d'un pacte d'amitié et de règlement pacifique de tous les différends. Ce pacte sera d'une durée de cinq ans et sera aussi large que possible, quant à son contenu.

Il semble donc que des rapports greco-serbes, qui connurent depuis la guerre tant de vicissitudes, pourront enfin redevenir ce qu'ils n'auraient jamais dû cesser d'être, c'est-à-dire des rapports de franche amitié, comme il convient entre les deux Etats balkaniques également intéressés à la consolidation de la paix dans la péninsule. Il faut espérer que dans l'intérêt du bon voisinage et des futures relations économiques entre ces deux pays, les négociations greco-serbes, croates et slovènes qui sont en cours seront couronnées de succès. En tous cas ces négociations doivent assurer ce minimum de garantie et de faveur sans quoi le fonctionnement utile de la zone libre serbe à Salonique ne peut même pas être envisagée.

Il n'y a pas encore de traité définitif concernant les questions qui se posent entre les deux pays, mais ce traité peut être considéré comme virtuellement acquis, puisque l'entente est faite sur les conditions générales auxquelles il sera conclu et qu'il ne reste plus à régler que des détails techniques.

Les statistiques publiées récemment par la direction grecque de la zone franche montrent la place que le commerce du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes occupe dans le mouvement du port de Salonique.

Au cours de l'année 1927, la zone franche a reçu, venant de Serbie 400.000 bœufs, 27.000 buffles, 1.800 porcs et 200 chevaux. Le volume total du trafic serbe par Salonique atteint pendant cette période 144.000 tonnes, alors que l'Italie n'intervient que pour 55.000, les Etats-

Unis d'Amérique, pour 47.000 et la Roumanie pour 34.000 tonnes. Sur les 10.936 wagons arrivés dans la zone franche, 9.150 venaient de Serbie. Le mouvement normal sur la ligne Guevgheli-Salonique est de plus de 150 wagons par jour pendant la période de septembre-janvier, c'est-à-dire pendant la pleine période d'exportation.

Le trafic vers la Serbie du sud s'intensifie rapidement et deviendra encore plus important après l'ouverture de la zone libre serbe dans le port de Salonique qui constitue l'issue naturelle des vallées de la Morava et du Vardar vers la Méditerranée.

La Serbie du Sud et celle du Nord n'ont pas d'autre débouché sur la mer et par la force des choses le trafic doit s'orienter vers Salonique, n'ayant pour se développer que la ligne à voie unique Nich-Skollye-Salonique.

Le développement du commerce extérieur et de la vie économique de la Serbie méridionale sera impossible tant que les moyens de transport ne seront pas perfectionnés. Il est indispensable d'augmenter la capacité de rendement de la ligne Nich-Skaplye-Guevgheli-Salonique en construisant une seconde voie. Le gouvernement du royaume des Serbes, Croates et Slovènes a envisagé cette construction.

L'aménagement des ports du royaume dans l'Adriatique, comme aussi la construction de la ligne ferrée Belgrade-Adriatique doivent amener une modification dans l'orientation des courants commerciaux du pays, mais les régions de la Serbie méridionale, les vallées de la Morava et du Vardar demeureront tributaires du port de Salonique.

§ IV. — LE TRAFIC DES VOIES FLUVIALES

Le développement futur des chemins de fer, du réseau maritime et fluvial, et l'organisation des services techniques sont, sans aucun doute, des problèmes d'une impor-

tance primordiale pour le progrès économique du royaume.

Ces trois genres de transports devraient être complémentaires les uns des autres et s'accorder étroitement.

Le rôle des communications fluviales présente un très grand intérêt dans le développement économique du royaume, pour transporter de plus grandes quantités de produits agricoles et forestiers destinés à l'exportation ; mais ce développement est très loin d'atteindre sa limite normale.

Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes est riche en cours d'eau, mais beaucoup de rivières, descendant des régions montagneuses dans la plaine, ne sont pas encore livrées à la navigation.

L'étendue du réseau des voies fluviales qui sont maintenant en exploitation est de 2.074 kilomètres. Ce réseau est formé par le Danube, la Save, avec son affluent, la Koupa, la Drave, la Tissa, la Bega canalisée et par deux canaux : celui du roi Pierre et celui du prince héritier Alexandre.

L'artère principale est le Danube, ce grand fleuve sur les rives duquel les peuples slaves se sont installés depuis plus de douze siècles. Il possède aussi de nombreux affluents navigables, dont plusieurs (la Sava, la Drava, la Tissa et la Grande Morava), sont d'une très grande importance pour le pays.

Ce système fluvial présente un terrain magnifique pour le développement du commerce, et en outre, il peut servir de chaînon agrégatif qui donnera au royaume une étroite liaison avec les autres pays riverains (Allemagne, Autriche, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie et Bulgarie).

Cette condition naturelle doit être notée avec soin, l'exécution du projet de jonction du Danube avec le Rhin par un canal qui est en construction et grâce auquel, après l'achèvement des travaux, la mer Noire sera reliée par une voie fluviale à la mer du Nord. L'importance du Danube et de ses affluents pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, apparaît plus grande

encore si nous ajoutons que c'est justement sur leurs rives que s'étendent les terres les plus fertiles du pays, qui produisent une grande quantité de céréales, source principale de l'exportation du royaume.

L'exportation par voie fluviale est formée en majeure partie par les produits de l'agriculture et de l'élevage, et par les bois, qui se dirigent vers les pays riverains du Danube : la Hongrie, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne, la Roumanie et la Bulgarie.

La quantité des transports sur le réseau fluvial augmente d'année en année. Le nombre des ports sur les voies fluviales du royaume des Serbes, Croates et Slovènes qui servent de centres au trafic est indiqué dans le tableau suivant (1).

VOIES FLUVIALES	1923	1924	1925	1926
—	—	—	—	—
Le Danube.....	30	31	43	52
La Save.....	26	16	15	14
La Tissa.....	20	16	15	17
La Drave.....	5	5	5	5
Le canal Béguée.....	7	8	7	8
Le canal du roi Pierre.....	11	8	8	9
Le canal du prince héritier Alexandre	5	6	6	8

Tous ces ports servent pour les communications, non seulement avec l'intérieur du pays mais aussi avec l'étranger. Le trafic consiste principalement dans l'expédition et la réception des marchandises transportées.

Le port de Belgrade est incontestablement le plus grand du royaume, par lequel passe plus d'un tiers du trafic de tous les ports du Danube. Après Belgrade viennent Veliki Betchkerek et le port de Pantchévo.

Les voies fluviales du Royaume des Serbes, Croates et Slovène transportent principalement des marchandises du pays. Les marchandises étrangères jouent un rôle

(1) *La Revue Economique de Belgrade*, 1928. N° 3.

plus important sur le Danube, que sur les autres voies fluviales, ce qui s'explique d'abord par le grand transit international qui emprunte la voie du Danube.

Deux fleuves internationalisés, le Danube et la Tissa, servent principalement pour les communications avec l'étranger. Le volume du transit international passant par le Danube, son développement et son importance pour le trafic du fleuve peuvent être résumés par les chiffres suivants :

ANNÉES	TONNES	% DU TRAFIC
	TRANSPORTÉES	TOTAL
—	—	—
1923.....	291.698	20.83
1924.....	557.323	33.42
1925.....	458.733	18.20
1926.....	687.608	23.59

On voit que pour la période examinée, le transit international a atteint son maximum en 1926 et a plus que doublé depuis l'année 1923.

Parmi les voies fluviales du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, c'est le Danube seul, qui a un transit important de marchandises. De 2.900.000 tonnes en chiffres ronds, qui forment son trafic total en 1926, près de 1.300.000 tonnes sont transportées en transit, et plus de la moitié de cette quantité appartient au transit international, c'est-à-dire aux transports qui s'effectuent entre les pays étrangers; le reste est formé par les exportations du royaume à l'étranger et les importations de l'étranger.

La Tissa a un transit intérieur considérable et un commencement de transit international peu important. Les autres voies fluviales ne servent pas du tout au transit, ou ont des transits insignifiants.

Le Danube conserve une prédominance des transports liés avec le commerce extérieur, comme le prouvent les chiffres suivants :

ANNÉES	COMMUNICATIONS	
	ÉTRANGÈRES	%
	(Tonnes)	%
1923.....	740.604	59.15
1924.....	1.133.540	67.90
1925.....	1.729.755	69.09
1926.....	1.937.041	66.41

Pour les autres voies, on peut constater une augmentation absolue des transports. Le réseau fluvial est formé de rivières et de canaux qui, tous, appartiennent au bassin du Danube. Ce grand fleuve a à lui seul un mouvement plus important que toutes les autres voies navigables, car il dessert les plus importantes communications du royaume, il sert de voie pour l'exportation et l'importation des marchandises et pour le transit international; il reçoit de plus des courants de diverses marchandises qui sont destinées aux ports de ses affluents ou qui en proviennent.

Les chiffres suivantes des exportations à l'étranger présentent un très grand intérêt pour l'économie nationale.

VOIES FLUVIALES						Les deux canaux
Années	Danube	Tissa	Bégué	Save	Drave	
			(en tonnes)			
1923..	124.596	63.413	28.745	22.957	13.335	6.649
1924..	318.126	135.817	58.070	10.563	33.215	15.423
1925..	895.934	343.745	210.771	71.820	23.257	25.546
1926..	852.199	307.536	121.055	44.717	12.092	32.671

Si on compare les chiffres de ce tableau, qui se rapportent à l'année 1923, à ceux de l'année 1926, on voit pour toutes les voies fluviales, sauf la Drave, un grand accroissement des exportations. Ce sont les différents produits de l'agriculture, et parmi ces produits, les céréales qui ont la plus grande importance. La seconde place est occupée par le bois. On notera aussi un développement

particulier des transports du matériel de construction.

La seconde partie du trafic avec l'étranger par la voie fluviale est constituée par les importations dans le royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Leur importance et leur développement sont indiqués dans le tableau suivant :

Années	VOIES FLUVIALES					Les deux canaux
	Danube	Tissa	Bégué	Save	Drave	
			(en tonnes)			
1923..	324.310	742	12.859	21.176	13.093	10.795
1924..	257.091	76	26.736	15.690	13.804	8.916
1925..	385.088	54.043	49.041	24.944	12.334	11.015
1926..	397.234	71.871	27.535	24.258	39.963	7.076

Les importations ont une importance sérieuse sur le Danube, tandis que sur les autres fleuves, elles sont insignifiantes.

Si on compare les chiffres d'exportation avec ceux de l'importation sur ces fleuves, on peut conclure, que l'importation par ces fleuves est loin d'être aussi importante que l'exportation.

La quantité de marchandises en trafic dans les ports fluviaux est de beaucoup supérieure à celle des ports maritimes.

Cette quantité s'élevait, en tonnes :

ANNÉES	PORTS FLUVIAUX	PORTS MARITIMES
1923.....	2.226.819	1.273.477
1924.....	2.271.835	1.365.279
1925.....	3.064.553	1.760.596
1926.....	3.284.579	1.937.400

La statistique ci-dessus embrasse tous les ports fluviaux, tandis qu'elle ne tient compte que de soixante-deux ports maritimes et maritimes fluviaux (mixtes), dont il existe encore environ trois cents, qui n'ont bien entendu,

qu'une petite importance, mais dont le trafic représente tout de même un certain chiffre.

Le Danube comprend bien plus de la moitié de l'ensemble du trafic fluvial de marchandises, à savoir : en 1925, 1.750.553 tonnes et en 1926, 2.010.983 tonnes.

Parmi les produits transportés sur le Danube, la première place est occupée par les produits agricoles, principalement les céréales, avec 1.149.463 tonnes. Le bois, le charbon, le naphte, les matériaux de construction et autres marchandises, représentent 438.433 tonnes. En ce qui concerne les produits agricoles, 66 % ont été exportés, 19 % transportés pour le trafic local et le reste de 15 % représente le transit.

Le naphte est le principal article de transit sur les voies fluviales, de sorte que l'importation de naphte, en réalité très forte, n'absorbe que 20 % de la quantité totale empruntant le parcours du littoral du royaume sur le Danube.

Il est évident que les grands ports fluviaux sont d'une manière prépondérante *importateurs*, tandis que les ports martimes sont nettement *exportateurs*.

De toute façon, les voies fluviales et maritimes jouent un très grand rôle dans le commerce du pays, mais s'il y avait une meilleure organisation, cette navigation pourrait jouer un rôle bien plus actif. Les ports fluviaux ont besoin d'être organisés à tous points de vue. Les ports principaux, tels que Belgrade et Novi-Sad, et d'autres encore sont pourvus de bonnes communications ferroviaires lesquelles, suivant le plan déjà établi, seront complétées et raccordées afin de pouvoir être mieux combinées avec la circulation fluviale toujours plus pratique que celle des chemins de fer pour les articles encombrants ou de grand poids.

L'organisation des ports maritimes laisse encore beaucoup à désirer et surtout au point de vue des raccordements ferroviaires. Sauf Souchak, aucun des ports n'est pourvu d'une communication ferroviaire facile et régulière avec l'hinterland, et l'on sait, pour les ports mari-

times, quel important rôle jouent les chemins de fer. Si le projet du réseau ferroviaires, tel qu'il est conçu, est bientôt réalisé, les ports maritimes auront une possibilité de développement plus considérable et joueront un grand rôle dans le commerce et l'économie du pays.

Le trafic des marchandises sur les cours d'eau du pays et celui de ses ports maritimes, tout en offrant de nombreuses ressemblances, diffèrent néanmoins de beaucoup et par la quantité et par le genre. La raison doit être cherchée dans le caractère différent de l'hinterland alimentant les deux groupes de ports. La Voïvodine et la Serbie septentrionale — les contrées de la Save et de la Drave — exportent naturellement des céréales et des produits agricoles. La région du massif de « Dinara » (Dalmatie) et le « Karst » côtier fournissent la marne, la bauxite et les produits de pierre, tels que le ciment, le cyanamite de calcine, etc. Ici et là, il y a du charbon, mais la puissante industrie du ciment du littoral nécessite d'énormes quantités de bon charbon anglais, comme aussi le Nord importe du naphte de la Roumanie.

Ce caractère tellement opposé du commerce qui se pratique par ces deux systèmes de communications, sera sans doute considérablement atténué après la réalisation des communications ferroviaires plus denses entre les ports de l'Adriatique et les ports fluviaux.

§ V. — LE TRAFIC TRANSITAIRE DES MARCHANDISES A TRAVERS LE TERRITOIRE DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES

Le royaume a le plus grand intérêt à ce que le transit à travers son territoire soit aussi volumineux que possible. Tous les Etats voisins du pays n'ayant pas de débouché direct sur la mer et ne possédant pas de côte propre sont naturellement réduits à effectuer leur trafic transitaire par le territoire du royaume.

La politique des tarifs ferroviaires du pays a pour but

d'attirer vers les lignes des chemins de fer le plus grand mouvement transitaire possible, afin d'augmenter les recettes, de favoriser l'entrée dans le pays des monnaies étrangères et de contribuer à l'augmentation de l'actif de la balance des paiements à l'étranger.

Malheureusement la statistique douanière ne donne aucun renseignement sur les bureaux de douane où sont notées les marchandises étrangères entrant dans le pays, qui entrent dans le pays ou qui en sortent. C'est pourquoi il n'est pas possible d'indiquer la direction que prend le transit étranger traversant le territoire : à priori, il est clair que la plus grande partie de ce transit est attirée par les ports adriatiques. Parmi ces pays celui dont le trafic transitaire à travers le territoire est le plus intense est la Hongrie. Dans l'ensemble du transit qui s'élève à 1.997.173 tonnes, elle participe pour un chiffre s'élevant à 649.409 tonnes ou 32,52 % (1).

Pour placer ses produits, la Hongrie est obligée d'emprunter les voies du territoire serbe, croate et slovène et les marchandises d'origine hongroise traversant le royaume forment les 21,55 % du total du trafic transitaire. La Hongrie, dans l'importation dépend beaucoup moins du transit du royaume car elle n'importe par transit à travers le territoire que 213.893 tonnes ou 10,86 % du total du transit.

La Tchécoslovaquie participe au transit total pour une quantité de 430.515 tonnes ou 20,20 % pour l'entrée, et 249.739 tonnes ou 12,50 % pour la sortie. C'est-à-dire qu'il sort de Tchécoslovaquie 403.366 tonnes, soit 20,2 % de la totalité du transit, il n'en sort que 12,5 % du royaume à destination de la Tchécoslovaquie. Autrement dit, la Tchécoslovaquie exporte plus de ses produits par le territoire du royaume qu'elle n'importe de produits et de matières premières pour la couverture de ses besoins.

La première place dans l'exportation tchécoslovaque

(1) *La Revue Economique de Belgrade* 1927. N° 12.

appartient aux produits meuniers parmi lesquels il faut comprendre le sucre, qui joue un rôle très important dans l'exportation tchécoslovaque, et qui représente les 42,5 % de la totalité du transit des marchandises que la Tchécoslovaquie expédie à travers le territoire du royaume.

En second lieu, viennent le charbon et d'autres combustibles. Ensuite le fer, les produits du fer, le verre et le papier. La première place dans l'importation tchécoslovaque, pour autant qu'elle est effectuée à travers le territoire du royaume revient aux huiles minérales (naphte, etc.) avec 52.485 tonnes; la deuxième est occupée par les plantes industrielles et médicinales, le coton, le houblon, le tabac, le chanvre, les fleurs, les engrais chimiques et les fruits méridionaux.

Donc l'importation tchécoslovaque est constituée, en premier lieu, par les matières premières délivrées à l'industrie.

L'Italie occupe la première place parmi les pays qui empruntent les voies du royaume pour leur transit. Seulement cette participation dans le transit est indirecte étant donné que l'Autriche, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et d'autres pays dirigent des marchandises d'une quantité approximative de près de un million de tonnes (926.658 tonnes) vers les ports italiens, à savoir Rieka, Fiume et Trieste. Mais de cette quantité qui forme les 46,4 % ou presque la moitié de la totalité du transit du royaume, une petite partie seulement reste en Italie. L'Italie est elle-même un pays transitaire pour ces marchandises, celles-ci étant dirigées sur les ports de Rieka et de Trieste pour une destination plus lointaine.

Il en est de même pour les marchandises venant d'Italie et traversant le territoire du royaume pour une autre destination. Ces marchandises forment une quantité de 360.047 tonnes, ou 18,03 % de la totalité du transit.

La participation de la Roumanie dans le transit du royaume est assez forte. Entrée totale : 259.074 tonnes ou 12,97 %, et la sortie 68.273 tonnes, ou 3,42 %. Comme

on le voit par les chiffres ci-dessus, le transit du royaume est plus important pour les exportations roumaines que pour les importations.

L'Autriche est un pays industriel et elle importe des matières premières pour son industrie et des denrées alimentaires pour les besoins de sa population. La quantité de marchandises importées en Autriche à travers le territoire du royaume se chiffre par 359.264 tonnes ou 17,99 % du transit total du pays. L'Autriche exporte à travers le territoire 249.799 tonnes ou 12,51 % seulement du transit total.

La Bulgarie utilise très peu le territoire du royaume pour son exportation. Elle exporte des marchandises volumineuses et bon marché qui ne peuvent pas supporter les frais du transport par chemin de fer ; néanmoins le lait et les céréales occupent la première place dans son trafic transitaire pour autant que celui-ci est effectué à travers le territoire serbe, croate et slovène. Le transit total de marchandises bulgares à travers le royaume est le suivant : entrée 38.742 tonnes ou 1,94 %, et la sortie 96.672 tonnes ou 4,94 %.

Le chiffre total du trafic de l'Allemagne s'élève à 55.760 tonnes et ne représente que les 3,28 % du transit total, à savoir : 21.044 tonnes ou 1,54 % pour l'entrée et 34.716 tonnes ou 1,74 % pour la sortie.

La Grèce participe au transit avec des quantités minimales : entrée totale, 15.651 tonnes ou 0,78 % et sortie totale, 2.516 tonnes ou 0,01 %. Comme on le voit la Grèce n'emprunte les voies du territoire du royaume que pour transporter ses produits dans les pays voisins du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Au contraire, la Grèce effectue ses importations directement par la voie de la mer.

Si nous regardons les différentes données des huit pays cités ici et participant au transit du royaume, nous pouvons fixer les chiffres suivants (1) :

(1) *La Revue Economique de Belgrade* 1927. N° 12.

PAYS	ENTRÉE DE TONNES %		SORTIE DE TONNES %	
		%		%
Hongrie	430.515	21.56	218.893	10.96
Tchécoslovaquie	403.366	20.20	249.739	12.50
Italie	360.047	18.03	926.658	46.40
Roumanie	259.074	12.97	68.274	3.42
Autriche	249.799	12.51	359.264	17.99
Bulgarie	38.743	1.94	98.672	4.94
Allemagne	21.044	1.54	34.716	1.74
Grèce	15.651	0.78	2.516	0.01
	1.778.239	89.53	1.958.732	97.96

Les pays ci-dessus mentionnés épuisent donc, dans leur presque totalité, les marchandises en transit sortant du royaume. Dans la rubrique « entrée » beaucoup d'autres pays participent au transit à travers le territoire du royaume bien que pour des quantités minimales.

Dans l'ensemble trente-sept pays participent au trafic transitaire du pays. Il est de l'intérêt du royaume de favoriser cette participation des pays étrangers à son trafic transitaire. Ceci est conforme à ses intérêts fiscaux et aux intérêts de la balance des paiements à l'étranger.

CHAPITRE III

§I. — LA BALANCE COMMERCIALE DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES

Par les chapitres précédents on a vu les principaux Etats dans lesquels les exportations du pays sont dirigées et d'où on importe les produits dont le pays a besoin. Dans le chapitre suivant, on examinera les pays avec lesquels le royaume a eu une balance commerciale passive ou active.

Le tableau suivant montrera les Etats qui ont participé le plus fortement au commerce d'importation et d'exportation du royaume. La comparaison effectuée de l'exportation avec l'importation et le signe (+) marque la plus-value des exportations sur les importations dans le royaume et le signe (—) marque la moins-value des exportations sur les importations des pays que nous allons passer en revue dans le tableau suivant :

Valeur en millions de dinars

Pays d'origine	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
Italie	—912	—278 ³	+ 50	+836 ⁶	+1070	+605	+906	+650
Autriche	—150 ⁷	—278 ¹	—1013	+ 90 ¹	+ 707	+ 47	+ 77	+ 25
Tchécoslavaquie	—253 ⁹	—741 ²	— 978 ⁶	—908 ⁵	— 706	—724	—489	—673
Allemagne	+ 49	+223	— 151	—384 ⁹	— 293	—230	—194	—220
Grèce.	—255 ²	—115	— 9 ²	+293	+ 411	+397	+430	+517
Hongrie	+ 14 ³	— 11 ¹	+ 24	+245	+ 518	+ 18	+ 15	+130
Suisse	+ 13 ⁸	+130 ²	+ 266 ¹	+463	+ 372	+280	+211	+114
France	— 90 ²	—147 ³	+ 20	+ 48	+ 86	—142	—165	—142
Angleterre	+241	—228 ⁵	— 389	—651	— 743	—627	—371	—427
U. S. A.	— 77 ⁷	— 93 ⁸	— 208 ⁵	—277	— 273	—265	—259	—206
Egypte	+ 46	+ 8 ⁷	+ 84	+ 37	+ 99	+ 83	+ 50	+ 42

Ce tableau prouve que le royaume n'a jamais eu, dans cette période, une balance commerciale active avec la Tchécoslovaquie, mais au contraire une balance toujours très passive. A cela les raisons sont nombreuses.

Dans les premières années le royaume ne pouvait rien exporter, mais au contraire importait tout, même les produits agricoles pour la reconstitution du pays et l'approvisionnement de la population. Avec la Tchécoslovaquie et l'Autriche, le royaume a conclu aussitôt après la guerre des traités de commerce appelés traités de compensation et de contingentement qui ont facilité les échanges des biens entre ces pays ; seulement la Tchécoslovaquie importait beaucoup moins du royaume parce qu'elle est également riche en produits que celui-ci exporte tandis que le royaume avait besoin de produits fabriqués en Tchécoslovaquie.

Passive avec la Tchécoslovaquie la balance commerciale avec la Suisse et l'Egypte a toujours été active, d'abord tout à fait insignifiante jusqu'en 1922, mais à partir de cette date et jusqu'en 1927 toujours plus active, et il semble que cet état de choses continuera dans l'avenir.

Avec l'Italie, le royaume a eu une balance commerciale passive, mais seulement en 1920 et 1921, parce que comme on l'a dit précédemment, dans ces années on a exporté trop peu et on a importé beaucoup pour la reconstitution du pays ; à partir de 1922 les exportations ont augmenté et la balance commerciale avec l'Italie présentait un actif de 50.000.000 ; en 1924, cet actif atteint un maximum de 1.069 millions de dinars, et cette activité de la balance commerciale du royaume avec l'Italie se continue dans les années suivantes.

Avec l'Autriche, la balance commerciale est restée passive les trois premières années après la guerre (1920, 1921, 1922). Aussitôt que le pays s'est un peu reconstitué, à partir de 1923 l'exportation s'accroît considérablement et la balance commerciale avec l'Autriche et beaucoup d'autres pays devient active. Cette activité de

la balance commerciale atteint son maximum en 1924 avec une somme de 707 millions de dinars, et cette activité de la balance commerciale a continué jusqu'en 1928, et il semble qu'elle doive rester telle à l'avenir.

Avec l'Allemagne la balance est absolument contraire à la balance commerciale avec l'Autriche. Tandis que la balance commerciale avec l'Autriche était passive les premières années, elle a été active avec l'Allemagne jusqu'en 1922, et à partir de 1922 jusqu'en 1928, elle est constamment et considérablement passive.

Avec la Grèce la balance commerciale ressemble beaucoup à la balance avec l'Autriche parce que dans les premières années après la guerre elle était passive et à partir de 1923 jusqu'en 1928 elle est active et ne cesse de s'accroître d'année en année.

Avec la Hongrie la balance commerciale est constamment active sauf en 1921 et dès cette année le passif est insignifiant parce qu'il n'est représenté que par 11 millions de dinars, tandis que la plus grande activité de la balance commerciale du royaume avec la Hongrie atteint en 1924 un bel excédent de 517 millions de dinars.

Avec la France la balance commerciale du royaume est plus passive qu'active : passive dans les années 1920, 1925, 1926 et 1927 et active en 1922, 1923 et 1924. Bien que la France soit comptée parmi les dix premiers pays les plus importants vers lesquels est dirigé le commerce d'exportation du royaume, la valeur actuelle des exportations en France atteint une somme tout à fait modérée.

Pour fortifier les relations entre les deux pays on a solennellement inauguré une Chambre de Commerce franco-yougoslave le 6 juillet 1928 à Paris. Grâce à cette chambre de commerce et au nouveau traité de commerce conclu entre les deux pays on peut espérer que les relations commerciales seront plus étroites et plus développées.

Avec l'Angleterre la balance commerciale ne fut active qu'en 1920, atteignant un excédent de 241 millions de dinars, tandis que toutes les autres années elle était

considérablement passive atteignant en 1924 une somme de 743 millions de dinars. Il semble que ce rapport restera tel à l'avenir parce que les produits du royaume sont difficilement introduits sur le marché anglais à cause du transport long et coûteux.

Avec les Etats-Unis d'Amérique la balance de commerce est constamment passive, sans qu'on puisse espérer que cet état de choses change à l'avenir, parce que le transport des produits agricoles en Amérique est long et cher, et que l'Amérique les produit elle-même. De même les marchandises américaines ne peuvent se placer facilement sur le marché du royaume parce qu'elles ne peuvent soutenir la concurrence des pays européens à cause des longs et coûteux transports et du cours élevé du dollar.

Le trois premières années après la guerre ont été les plus difficiles pour le commerce extérieur du royaume parce qu'elles ont été employées à la reconstitution du pays, et que pour cette raison l'exportation a été entravée par tous les moyens et l'importation favorisée. Mais à partir de 1923, il y a un bouleversement dans le commerce extérieur du royaume au profit de l'activité de la balance commerciale. A dater de cette année l'exportation est constamment facilitée et augmentée et les importations graduellement entravées. A cause de la baisse continue dans les années précédentes de la monnaie nationale, on prit alors des mesures vigoureuses pour l'amélioration de la valeur du dinar; et à cet effet on supprima beaucoup de droits de douane d'exportation, on établit des droits d'importation; on conclut de nouveaux traités de commerce, on commença l'élaboration de nouveaux tarifs douaniers; toutes ces nombreuses mesures ont favorisé l'exportation et entravé l'importation; elles ont influencé l'amélioration de la monnaie nationale et par conséquent l'activité de la balance commerciale. A côté de toutes ces mesures, une des conditions les plus favorables pour l'amélioration de l'exportation a été la belle récolte de l'année 1923, et spéciale-

ment en 1924 et 1925. A partir de 1923 le commerce extérieur se développe favorablement et en 1924 avec une récolte abondante la balance commerciale est active pour la première fois après la guerre avec un excédent de 1.317 millions de dinars. Dans les années suivantes 1925-1926, elle est encore active, mais cette activité est considérablement inférieure à celle de 1924. En 1927 la balance commerciale du royaume est passive avec un déficit assez considérable, presque 900 millions de dinars. La sécheresse, cause d'une faible récolte, a réduit l'exportation des principaux articles tels que le maïs et le blé. Malgré l'exportation en plus grande quantité de bétail et des produits du bétail, de bois pour la construction, de certains produits meuniers, etc., on ne pouvait combler le déficit causé par la faible exportation des céréales et en premier lieu du maïs et du blé. Ce déficit ne pouvait être évité d'après la structure présente de l'économie nationale. Ainsi que dans tous les pays agricoles, dans le royaume la balance du commerce s'améliore considérablement grâce à une ou deux bonnes récoltes. Si le commerce d'exportation est entravé seulement par de mauvaises années, on pourrait un peu améliorer cette situation, mais à côté des phénomènes naturels le commerce d'exportation se trouve aussi largement entravé par d'autres difficultés, même en cas de bonne récolte. Ce danger s'est présenté sous forme du protectionnisme agraire dans les pays vers lesquels le commerce d'exportation du royaume était le plus largement dirigé; puis un autre danger menace le commerce d'exportation, la concurrence d'outre-océan.

*
**

Le tableau suivant présente la balance commerciale de 1920 à 1927, comparaison faite entre les importations du royaume et les exportations (1).

(1) *La Revue Economique de Belgrade* 1927. N° 5.

Millions de dinars

ANNÉES	EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	EXPORT. SUPÉR. + IMPORT. INFÉR. —
1920.....	1.320	3.466	—2.145 —61.90
1921.....	2.461	4.122	—1.161 —40.31
1922.....	3.691	6.442	—2.750 —42.71
1923.....	8.049	8.310	— 260 — 3.14
1924.....	9.539	8.222	+1.317 +16.02
1925.....	8.905	8.753	+ 151 + 1.73
1926.....	7.818	7.632	+ 186 + 2.49
1927.....	6.400	7.286	— 886 —12.16

Par ce tableau on voit que les trois premières années ont été les plus mauvaises pour le commerce extérieur et les balances commerciales étaient défavorables. Mais aussitôt que le pays fut un peu reconstruit et approvisionné en produits nécessaires, spécialement avec le renouvellement de l'inventaire agricole, la politique commerciale change, le commerce extérieur entre dans la voie normale, et le commerce d'exportation commence à s'améliorer et en 1923, l'exportation est presque équivalente, avec un déficit de 260 millions qui est pour ainsi dire tout à fait insignifiant, en comparaison avec les années passées de cette période, et à partir de cette année, la balance commerciale devient active.

Comme on le voit par ce tableau l'exportation s'accroît constamment de 1920 à 1925 en valeur et aussi en quantité des marchandises exportées. Dans les premières années après la guerre jusqu'en 1925, cette augmentation de la valeur et des quantités des marchandises exportées se faisait par sauts, de telle sorte que le pourcentage de cette augmentation a monté jusqu'à 100 % d'une année à l'autre.

L'exportation commence à diminuer en quantité et en valeur à partir de 1925 jusqu'en 1928. Il en est de même pour l'importation mais pas dans la même proportion. La cause de cette diminution réside dans l'abaissement des prix des produits agricoles sur les marchés mon-

diaux, à cause de l'exportation en masse de ces produits des Etats-Unis en Europe; aussi l'exportation des produits agricoles du pays devait-elle s'accomoder avec les circonstances actuelles.

Le deuxième fait important est que le dinar en 1924 commençait à s'améliorer rapidement, et cette amélioration a largement entravé l'exportation. C'est pour cela qu'au cours de 1925, 1926 et 1927, l'exportation a diminué en valeur, alors qu'elle augmentait constamment en quantité en comparaison avec 1924. On peut constater qu'après trois années d'une balance commerciale active (1924, 1925 et 1926), on est arrivé de nouveau en 1927 à une balance commerciale passive avec un déficit de 886 millions de dinars ou 12,16 %. Cette constatation n'est pas du tout satisfaisante et encore moins si on considère le fait que la statistique commerciale accuse une diminution générale dans le commerce extérieur du pays en 1927. En effet, alors que la valeur totale de l'exportation et de l'importation en 1926 atteignait 15.449 millions de dinars, en 1927 la totalité du commerce extérieur atteint 13.686 millions de dinars. La moins value en 1927 par rapport à 1926 atteint 1.763 millions de dinars. De cette somme 345 millions reviennent à l'importation, et 1.418 millions à l'exportation. Cette comparaison prouve que la diminution de l'exportation est de beaucoup supérieure à celle de l'importation, fait qui a produit la passivité de 886 millions de dinars dans la balance commerciale de 1927. La diminution d'importation ne résulte pas du développement de l'industrie nationale, mais du pouvoir d'achat plus faible en 1926 et 1927, conséquence des mauvaises récoltes de ces années. Les mauvaises conditions atmosphériques, c'est-à-dire les inondations en 1926, et la grande sécheresse en 1927 ont créé à partir de 1927 une situation agricole très difficile. La récolte de 1927 est restée loin derrière la récolte de 1925 et 1926, et, d'après les données statistiques du bureau international de l'Institut agricole de Rome, la récolte des céréales dans

le monde entier était en 1927 d'un rendement supérieur à la récolte de 1926. Les inondations en 1926 et la sécheresse de 1927 ont occasionné dans toutes les provinces du royaume de grands dommages au point de vue quantitatif et qualitatif de la récolte. D'après les données statistiques officielles du ministère de l'agriculture et des eaux, il a étéensemencé en 1927, 2.947.948 hectares de toutes sortes de céréales, et les récoltes de cette semence ont été de 23.450.241 quintaux, tandis que en 1926 la surface ensemencée était de 2.816.545 hectares produisant une récolte de 29.268.904 quintaux, ce qui montre un déficit en 1927 de 5.818.663 quintaux. On a ensemencé en 1927, 2.250.279 hectares, c'est-à-dire 84.879 hectares de plus qu'en 1926 mais la surface ensemencée en 1927 a produit 18.037.677 quintaux de moins qu'en 1926.

Comme les produits agricoles sont les articles les plus importants dans l'exportation du pays, il est tout à fait naturel qu'une récolte aussi faible que celle de 1927 ait produit de grandes perturbations dans le commerce d'exportation du pays. Non seulement la production a diminué en quantité, mais les prix des produits agricoles sur les marchés mondiaux ont également diminué, et par conséquent l'exportation du pays a diminué en valeur en 1927.

Spécialement la diminution de l'exportation du maïs saute aux yeux. En 1927, on a exporté 197.689 tonnes de maïs, pour une valeur totale de 337.194.527 dinars, tandis qu'en 1926 on a exporté 894.716 tonnes de maïs, d'une valeur de 1.338.652.792 dinars, c'est-à-dire 697.027 tonnes ou 1.001.458.265 dinars de moins qu'en 1926. En 1925 on a exporté 1.011.273 tonnes de maïs d'une valeur de 2.055.661.520 dinars. Il ressort de cela qu'un seul article d'exportation peut largement influencer d'une façon favorable ou défavorable la balance commerciale, car il est évident que si on avait exporté en 1927 seulement la moitié du maïs qu'on a exporté en 1925, la balance commerciale en 1927 aurait été active.

Après la diminution du maïs, la plus grandes et la plus importante diminution est celle du blé et de la farine. D'après les données statistiques officielles on a exporté en 1927, 64.053.153 kilogrammes de blé, d'une valeur de 195.522.345 dinars, et en 1926, on a exporté 297.284.836 kilogrammes de blé d'une valeur de 846.093.658 dinars. Donc on a, en 1927 exporté 233.231.683 kilogrammes de blé de moins, qui ont rapporté 650.571.313 dinars de moins qu'en 1926. En 1927, on a exporté 12.664.941 kilogrammes de farine de blé, d'une valeur de 59.189.990 dinars, et en 1926, 32.820.401 kilogrammes d'une valeur de 156.804.680 dinars, c'est-à-dire 20.155.460 kilogrammes de moins, représentant une valeur de 97.614.690 dinars de moins qu'en 1926.

Ces données démontrent que l'exportation de deux produits agricoles en 1927 a été marquée par une diminution de 1.652.029.578 dinars, ce qui représente le déficit provoqué dans l'exportation par une sécheresse jusque là inconnue. Une grande partie du maïs, du blé et de la farine a été retenue dans le pays pour l'approvisionnement de la population.

D'un autre côté, une exportation plus importante des animaux vivants et des produits forestiers, n'a pas été suffisante pour combler les lacunes dans l'exportation des céréales. Il faut reconnaître cependant que s'il n'y avait pas eu une augmentation, dans l'exportation des animaux vivants et des produits forestiers, la balance commerciale aurait été encore plus passive.

L'année 1927 montre une interruption dans l'assainissement et la reconstitution économique du pays qui s'étaient opérés pendant les années qui ont suivi la guerre. La balance commerciale et par suite la balance des comptes se sont clôturées avec un passif considérable, à cause de la diminution de la récolte du maïs qui était de 50 %, et de blé de 20 % au-dessous de la récolte normale. Ce qui prouve combien la prospérité économique du pays et spécialement la récolte des céréales dépendent grandement des caprices de la nature,

du climat continental, et de la culture de faible intensité du pays.

L'année 1927 a montré que le pays ne peut exporter de grandes quantités de céréales, que dans les années normales de récolte, tandis que dans les années de sécheresse et d'inondation même, on importe quelque fois des céréales pour l'approvisionnement de certaines provinces stériles.

Dans les années normales le pays exporte de 15 à 30 % de céréales de la production totale annuelle, tandis qu'après une mauvaise récolte la production diminue quelquefois de 20 à 40 %. Pour éviter l'importation des céréales dans ces années anormales, il faudrait améliorer l'intensité de la production de 10 à 20 % et approvisionner ainsi la population.

Malheureusement, sauf quelque peu en Voïvodine et en Slavonie, la production agricole est loin d'être rationnelle, est très inférieure à celle des autres pays avancés, et le revenu de sa récolte aussi. Le royaume a un très petit nombre d'agriculteurs professionnels, c'est-à-dire d'hommes qui considèrent l'agriculture comme une profession, qui savent travailler avec compréhension, employer des méthodes scientifiques avec une exploitation consciencieuse du soleil, de l'eau et des engrais artificiels, et calculer les prix et les conditions du marché. En général il y a très peu d'hommes qui mènent l'agriculture comme le commerçant le commerce ou l'industriel l'industrie, c'est-à-dire avec la prévoyance et l'exploitation de tous les moyens possibles. A la place d'agriculteurs, il n'y a dans le royaume, que des paysans, qui sont des routiniers désespérés. Aussi le revenu des récoltes du pays est-il très faible, quoi qu'il possède un sol fertile et toutes les conditions favorables. Avec un peu de clairvoyance et l'application de moyens scientifiques, l'emploi d'engrais artificiels et l'irrigation, on pourrait au moins doubler la récolte.

Nous avons mentionné que la production en Voïvodine et en Slavonie est plus rationnelle et intensive;

malheureusement la réforme agraire a diminué la production des céréales de 20 % quoique ces provinces fournissent la moitié du total de la production des céréales dans tout le pays. La réforme agraire a distribué la terre de telle sorte que les possesseurs ne savent pas s'ils en resteront toujours propriétaires, et ils ont faiblement munis en bétail et en matériel parce que ce sont des colons, la plupart très pauvres, qui jusque-là n'avaient travaillé la terre d'une façon indépendante. Par suite d'un tel état de choses sur 500.000 arpents de terre arable dans la Voïvodine, partagés par la réforme s'est produite une diminution dans la récolte du blé, en moyenne de 500 kilogrammes par arpent de terre, c'est-à-dire 15.000 wagons de blé par an. Avec le morcellement de la grande propriété, non seulement on a diminué le total du revenu de cette surface pour un certain nombre d'années, mais encore la qualité des produits. Pour toutes ces raisons les céréales ne jouissent pas d'une bonne renommée, et comme les autres pays européens et transocéaniques perfectionnent leur production, et augmentent ainsi leur capacité d'exportation, le placement des produits du royaume sur les marchés étrangers doit soutenir une concurrence très forte.

La deuxième entrave à l'exportation du royaume est le manque de manipulation spécialisée chez les producteurs et chez les exportateurs. La standardisation et la classification des différentes espèces de produits sont la condition principale d'un placement facile sur les marchés mondiaux.

Les producteurs et les exportateurs du pays assortissent et emballent les marchandises d'une façon peu satisfaisantes, alors qu'elles sont préparées dans de meilleures conditions par les exportateurs étrangers, pour cette raison les producteurs et les exportateurs du pays touchent un prix très inférieur. Voici un exemple : on exporte du royaume du bétail vivant en Italie, l'Italie exporte les peaux de ce bétail en Europe; le royaume exporte également les peaux de bétail, mais les prix qu'il

touche sont inférieurs de 15 à 20 % à ceux que touchent les exportateurs italiens, pour la simple raison que les animaux sont mieux dépecés, et que les peaux sont mieux nettoyées et mieux conservées.

Pour obtenir un juste prix des produits du pays et pour soutenir la concurrence avec les produits étrangers, il est nécessaire que la production agricole soit plus rationnelle et plus intensive, et que les producteurs et les exportateurs soient capables de standardiser, de préparer et d'emballer les marchandises de façon à mieux répondre aux exigences de marchés étrangers. Mais, en dehors de ces difficultés qui proviennent de l'intérieur du pays, il y a eu dans les quelques dernières années des difficultés provenant de l'étranger pour le commerce extérieur du royaume. Dans les deux ou trois dernières années, les plus forts acheteurs des produits agricoles du pays, tels que l'Autriche, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne et d'autres pays ont introduit continuellement un protectionnisme agraire plus grand. Ces pays désirent en même temps protéger et développer leur industrie et leur agriculture. Aussi ont-ils augmenté certains droits de douane sur l'importation des produits agricoles, et pour certains de ces produits, introduit une prohibition complète des importations (c'est-à-dire les porcs vivants et tués en Allemagne). Pour toutes ces raisons les produits du pays se placent difficilement sur ces marchés.

A cause de ces inconvénients, il s'agit à l'avenir, non seulement de reviser les traités de commerce existants, mais encore l'économie politique du pays. Avec l'accroissement de la population et les difficultés du placement des produits du pays sur les marchés étrangers la question se pose de savoir s'il faut établir un marché intérieur plus important, c'est-à-dire systématiquement aider et fortifier les grands centres urbains et industriels, et créer ainsi l'industrie et l'artisanat.

Les autorités compétentes et l'opinion publique ne protesteront pas contre une telle politique, parce que

les masses paysannes sont loin de connaître les conséquences qui peuvent résulter d'une telle façon d'agir, tandis que les milieux industriels étant bien organisés propagent l'idée que le salut et le progrès culturel d'un pays dépendent du développement de l'industrie nationale.

Pendant tout le dernier siècle, presque dans tous les pays l'industrie a été le principal souci des classes dirigeantes, des hommes de science et des gouvernements. On était trop accoutumé à négliger l'agriculture, en la considérant comme une survivance historique, et à juger les nations d'après la consommation de benzine et du progrès du machinisme. Même aujourd'hui beaucoup d'hommes pensent que la misère, l'ignorance se trouvent là où l'on ne voit pas la fumée noire des hautes cheminées des usines. Une telle opinion est assez répandue dans le royaume, mais nous ne sommes pas d'avis qu'une telle politique serait facile à introduire, ni profitable, soit à l'industrie, soit à l'agriculture, comme nous l'avons déjà discuté dans le deuxième chapitre de cet ouvrage.

L'agriculture du pays subit depuis longtemps une crise aiguë à cause de la stabilisation de fait de la monnaie nationale, des inondations et de la sécheresse, toutes choses qui ont diminué le rendement. La production agricole en rapport avec les prix et les revenus obtenus a considérablement baissé, de même que le rendement chez les petits et moyens producteurs. Ce qui gêne le plus les producteurs du pays, ce sont les dettes contractées au moment de l'inflation. On peut ajouter à toutes ces difficultés la concurrence américaine, et le protectionnisme agraire des pays européens qui ont occasionné depuis 1925 une crise économique de plus en plus forte.

Si on désire le salut de la production agricole, ce salut se trouve uniquement dans la rationalisation et l'intensivité de la production et dans une politique commerciale plus adroite. Malheureusement les dettes des paysans sont tellement lourdes et les intérêts si élevés qu'ils ne

permettent pas cette production rationnelle et intensive désirée. Un tel état de choses a fortement inquiété les milieux politiques et même le gouvernement qui est en train de préparer un loi pour le règlement des dettes paysannes. Les pouvoirs publics préparent aussi un programme agraire et prennent toutes les mesures possibles pour adoucir la crise agraire et pour perfectionner toute la production agricole en général.

Les milieux économiques en 1926 et 1927 sont intervenus en grand nombre auprès du gouvernement, ont tenu des conférences et fait des enquêtes, mais la crise continue et est entrée aujourd'hui dans un phase aiguë. On peut franchement avouer que les crises politiques très souvent ont été la principale cause de ce fait que l'on néglige les problèmes économiques du pays et que les problèmes politiques passent au premier plan, parce que chez les politiciens il semble que les problèmes économiques du pays sont d'une moindre importance que les problèmes de politique pure. C'est une vérité fondamentale que les problèmes économiques dominent tous les problèmes politiques dans les pays civilisés. C'est pourquoi les milieux économiques ne peuvent être isolés pour assurer la réglementation de l'économie nationale.

En 1927 les économistes du pays ont agi de façon à éveiller chez les autorités gouvernementales le besoin de mettre au point les problèmes économiques par la collaboration étroite des milieux économiques et politiques, afin de faciliter la stabilisation économique et financière du pays. Malheureusement les milieux gouvernementaux, dans toutes les conférences et les enquêtes des milieux économiques, n'ont fait que donner beaucoup de promesses en paroles, mais n'ont abouti à aucun résultat en pratique.

L'influence de l'économie sur la politique dans les jeunes pays parlementaires est trop faible. On ne peut en dire autant pour l'Angleterre, la France, l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique. Dans tous ces pays le principe est que l'économie guide la politique, c'est-à-dire que

les questions économiques passent avant les questions purement politiques.

Comme les questions économiques ne sont pas simples, qu'elles exigent une connaissance profonde, une grande expérience et clairvoyance pour leur solution dans les pays sus-mentionnés, les hommes d'Etat qui guident la politique économique du pays ne peuvent rentrer dans le Parlement sans une connaissance préalablement acquise des plus grandes questions économiques sur lesquelles se base la prospérité d'un pays. Ce n'est pas le cas pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, parce que le Parlement est encore jeune et non expérimenté, et certains parlementaires savent à peine écrire, qu'ils se laissent influencer par les discours démagogiques, qu'ils ne donnent pas leur voix d'eux-mêmes dans le Parlement. Pour cette raison, aussi longtemps que les milieux économiques du royaume ne posséderont pas des hommes intelligents qui défendront leur intérêt, les questions politiques seront prédominantes et les questions économiques passeront au second plan.

Tant que le royaume ne possèdera pas un gouvernement national stable et fort, les questions politiques resteront toujours prédominantes et les problèmes économiques secondaires ; l'économie du pays restera encore dans un état de crise aiguë, et par conséquent la balance commerciale et la balance des comptes seront constamment et considérablement passives.

Les pays de caractère principalement agraire comme c'est le cas pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, devraient avoir une balance commerciale active parce que c'est le seul moyen de couvrir le déficit de toutes les autres positions de la balance des comptes. Comme le royaume a beaucoup des dettes à l'étranger, il devrait avoir une balance commerciale assez active chaque année. Seulement l'équilibre de la balance commerciale ne devrait pas être acquis par la diminution dans les importations mais par l'augmentation des exporta-

tions. La diminution des importations dans un pays est un mauvais signe parce qu'elle signifie que les revenus de la plus grande partie de la population sont tellement faibles qu'ils ne permettent pas de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires. Lorsque l'importation est plus forte c'est que les conditions économiques du pays sont favorables. Mais il faut prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'exportation soit aussi importante et que sa valeur puisse facilement compenser celle de toute l'importation.

Les autorités gouvernementales devraient consacrer leur plus grande attention à l'accroissement de l'exportation du pays, et prendre soin de ne l'entraver d'aucune manière. Aussi il faut prendre toutes les mesures nécessaires pour augmenter la production agricole parce que cette dernière est la seule qui puisse alimenter la plus grande exportation.

Le résultat de la balance commerciale de 1926 et 1927 devrait éveiller chez tous les milieux économiques et spécialement chez les autorités gouvernementales le souci de consacrer la plus grande attention aux conditions et au développement du commerce extérieur du pays. Il ne faut pas compter sur les bonnes années de récolte comme on l'a fait jusqu'à maintenant, bien qu'il soit vrai qu'une récolte abondante peut transformer une balance commerciale passive en une balance active, mais il faut se convaincre par tous les moyens possibles de ce que la balance commerciale s'appuie sur d'autres éléments, et non seulement sur le succès ou l'insuccès d'une récolte. Il faut aider et développer l'industrie agricole et toutes les autres branches qui possèdent toutes les conditions favorables pour leur maintien et leur développement. On aurait évité de cette façon qu'une mauvaise année de récolte ne produisît une aussi grande perturbation dans la vie économique du pays et dans la balance du commerce.

La vérité est que l'agriculture jouera un rôle prépondérant dans la vie économique du pays pour un assez

grand nombre d'années, mais, en outre, il est nécessaire de prendre toutes les mesures pour le développement des autres branches étroitement liées à l'agriculture, parce que elles auraient une influence considérable sur la balance commerciale et la stabilité économique du pays.

Le pays est jeune, ses ressources vont en croissant. Il est en pleine exploitation, mais n'a pas les capitaux suffisants pour mettre en valeur les richesses naturelles, de construire des chemins de fer, défricher les forêts, créer des routes, etc.

Afin d'arriver à une plus grande exploitation de toutes ces richesses et de cette situation géographique favorable, l'investissement de certains capitaux est nécessaire, pour perfectionner l'outillage et les moyens de production, pour développer et améliorer les transports terrestres et maritimes, pour accroître les forces motrices, pour alimenter et rendre plus abondantes toutes les sources de richesse et de prospérité; mais pour le moment, on ne peut se procurer de tels capitaux qu'à l'étranger. Seulement, il faut veiller, avec vigilance, à ce que ce capital soit investi de telle manière qu'il stimulera en même temps l'économie tout entière du pays et surtout les branches qui peuvent contribuer à améliorer la balance commerciale du pays. Le besoin d'une telle amélioration s'impose impérieusement pour cette raison que c'est le seul moyen de créer des fondements solides pour l'établissement de la réforme monétaire, sur la base de l'or, ce qui aurait pour résultat de mettre le royaume à l'abri des crises économiques passagères.

CONCLUSION

Les premières années de l'après-guerre, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes a vécu, dans la plus grande fièvre, une période importante de son organisation et de sa consolidation intérieures.

Les problèmes fondamentaux de l'organisation intérieure de l'Etat sont, en grande partie, résolus. La libération du royaume et son unification en un seul Etat ont donné des possibilités pour un grand développement dans toutes les branches de l'économie nationale. Il y a beaucoup d'optimisme dans l'évaluation de la capacité économique du pays qui possède de grandes richesses naturelles. Les perspectives heureuses d'une prospérité économique très intense s'ouvrent avec des chances réelles.

Comment et combien ces possibilités seront exploitées, cela dépend de l'habileté, de la diligence, de la capacité et du travail de tous dans le pays. Toutes les classes sociales, politiques et économiques, doivent travailler de concert à l'établissement de la politique économique et de ses plans pour augmenter et perfectionner la production nationale.

La politique commerciale extérieure du gouvernement n'est qu'un des éléments, un des stimulants du développement de la vie économique du pays. La politique commerciale du royaume a deux tendances :

1° Créer la plus grande exportation, c'est-à-dire le meilleur placement possible pour les produits agricoles à l'étranger, et

2° Obtenir la plus grande valeur pour ces produits.

La première tendance se manifeste par le renouvellement

ment des relations contractuelles avec le plus grand nombre d'Etats grâce aux traités de commerce qui fournissent la base juridique pour la mutuelle collaboration économique et créent des conditions égales dans la concurrence mondiale. Le gouvernement du royaume s'efforce constamment de conclure des traités de commerce avec le plus grand nombre de pays étrangers, et de faciliter de cette manière l'exportation des produits dans tous les pays, même dans ceux où la possibilité de placement de ces produits est la moindre.

Jusqu'à ce jour le royaume est en relations commerciales contractuelles régulières avec vingt pays, et avec dix pays il applique mutuellement le tarif minimum. Il en résulte que le réseau des relations contractuelles du royaume s'étend constamment, et ce fait devrait influencer favorablement le développement du commerce extérieur.

La seconde tendance est l'augmentation quantitative et l'amélioration qualitative des produits d'exportation. Le développement favorable de l'exportation du pays ne peut être espéré que si les articles d'exportation répondent par la qualité, la présentation, l'exactitude de la livraison, aux demandes exigées aujourd'hui par le commerce international. C'est pourquoi la standardisation des produits d'exportation est nécessaire parce que, avec la production primitive, l'emballage trop simple et la mauvaise classification, c'est-à-dire une mauvaise standardisation, on ne peut conquérir les marchés mondiaux malgré les meilleures mesures administratives et commerciales protectionnistes dont dispose la politique commerciale.

Le véritable stimulant vient de l'application au commerce et à l'industrie des méthodes scientifiques les plus perfectionnées. Les pays qui ont triomphé dans la concurrence internationale ont beaucoup moins triomphé à cause de tel ou tel régime douanier, que par l'application systématique et continue des méthodes scientifiques.

Le royaume devrait pratiquer un protectionnisme

modéré, car un tarif douanier très élevé est nuisible au pays. Il lui faut un tarif modéré. Mais dans les conditions internationales actuelles où les pays sont entourés de barrières douanières, un abaissement des droits de douane dans le royaume apporterait à certaines industries et à certaines classes sociales des inconvénients assez graves. Ce sont des troubles que l'école du libre échange international considère avec une sorte d'indifférence, et que le protectionnisme modéré ne peut accepter comme étant sans importance.

Les efforts sont faits principalement pour que la production agricole, du moins dans la mesure où elle est destinée à l'exportation, soit dirigée vers des cultures susceptibles d'un rapport plus élevé et d'un écoulement plus facile sur le marché mondial. On pense principalement à intensifier l'élevage, la fabrication des produits de laiterie, l'aviculture, la production des plantes industrielles et potagères et des fruits. Parallèlement on travaille surtout à la standardisation de la production totale.

Le pays est éminemment agricole, presque 85 % de la population vit du travail de la terre. L'ensemble de l'économie nationale et les finances publiques reposent principalement sur la production agricole : c'est de sa prospérité ou de sa décadence que dépendra non seulement le bien-être d'une majorité énorme de la population, mais la prospérité du commerce, de l'industrie et des finances publiques.

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes présente, par sa position, un intérêt politique et économique très grand. Il se trouve comme sur un carrefour où se croisent des chemins mondiaux, et là où deux mondes prennent contact l'un de l'autre.

Grâce à ces richesses naturelles, son agriculture, ses forêts, ses mines, ses plaines fertiles, son climat favorable à l'agriculture et à l'élevage, le royaume est un des pays riches de l'Europe.

Le pays est en pleine exploitation, mais n'a pas les capitaux suffisants pour mettre en valeur ses richesses

naturelles ; pour le moment et dans une grande mesure il regarde vers le capital étranger. C'est un Etat à caractère agricole très accentué, et le relèvement de l'économie nationale à un niveau plus élevé demande des capitaux très importants. La vie publique, toutes les institutions de l'Etat s'adaptent à ce facteur, et la puissance contributive et politique dépend de la situation de l'agriculture, ainsi que le crédit dont l'Etat jouit à l'étranger. Toute la politique monétaire, la plus ou moins forte activité de son commerce extérieur et par conséquent son change aussi, dépendent entièrement de la qualité et de la quantité de l'excédent de sa production agricole.

Les nations s'intéressent à l'établissement ou au maintien des rapports commerciaux avec lui comme avec un bon consommateur des produits industriels et un riche exportateur de matières premières.

Vu :

Le Président de la thèse,
Jean LESCURE.

Vu :

Le Doyen,
H. BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris.

Pour le Recteur :

L'Inspecteur de l'Académie,
A. MAURELLET

BIBLIOGRAPHIE

- L. FONTANA-RUSSO. — *Traité de Politique Commerciale* (traduit par Félix Poli, 1908).
- GIGNOUX (C.-J.). — *L'après-guerre et la politique commerciale* (Collection Armand Colin).
- CÉSAR-ANCEY. — *L'organisation économique* (Librairie Générale de droit et de jurisprudence, Paris).
- BOULET (P.). — *Cours de Législation et de Réglementation douanières*. Poitiers, 1928. (Librairie administrative, P. Oudin.)
- D^r VILIMANOVITCH (M.). — *Zone Libre Serbe à Salonique*, 1926. (Librairie Arthur Rousseau).
- STOYANOVITCH, KOSTA. — *The Commerce of Servia. A historical sketch and survey*, Rome, 1919. (Printing Office C. Colomba.)
- D^r TOMITCH, ZORAN S. — *La formation de l'Etat Yougoslave*, Paris 1927. (Les Presses Modernes, 45, rue de Maubeuge.)
- L'Europe Nouvelle*, Paris.
- La Yougoslavie Economique*, par le Comité National Serbe, Croates et Slovènes de la Chambre de Commerce Internationale, Belgrade, 1927.
- Statistique du Commerce Extérieur*, 1920-1927. (Direction Générale des Douanes, Belgrade.)
- La Revue Economique de Belgrade*, 1923-1928.
- Statistika Pomorskog Saobracaja i Trgovina*. (Direkcija Pomorskog Saobracaja-Split-Dalmatie).
- Godichnjak Kraljevine S. H. S.*, 1926. Belgrade.
- Trgovinski Kalendar*, 1920-1926. Belgrade.

PETROVITCH (Jelenko). — *Spoljna Trgovina Kraljevine S. H. S.* Belgrade, 1921. (Knjizara Napredak).

D^r TODOROVITCH, Milan. — *Medjunarodna Trgovina i Trgovinska Politika.* Belgrade, 1922. (Knjizara Geca Kohn.)

SAVITCH (M.). — *Nacha Industrija, trgovina i zanati.* Belgrade. (Geca Kohn).

DJOURITCHITCH (M.); D^r GEORGEVITCH (R.-R.); TOCHITCH (M.-B.); VEGNER, ROUDTCHENKO (P.). — *Nacha Narodna Privreda i Nacionalni Prihod,* 1927. Drzavna Stamparija-Sarajevo.

Godicnji Izvechtaji Izvozne Banke. Belgrade.

Ekonomist, 1920-1928. Belgrade.

Bankarstvo-Evropa, 1923-1928. Zagreb.

Les journaux de Belgrade : *Trgovinski Glasnik, Privredni Pregled, Pravda, Politika*, etc.

Yugoslavenski Lloyd. Zagreb.

TABLE DES MATIERES

Préface	7
Introduction	9

PREMIERE PARTIE

*La politique commerciale
du royaume des Serbes, Croates et Slovènes.*

CHAPITRE PREMIER

§ 1. Les relations commerciales conventionnelles avec les pays alliés et les pays neutres.....	15
§ 2. Les relations commerciales avec les pays ex-ennemis..	25
§ 3. Les relations commerciales non-contractuelles avec tous les autres pays.....	30
§ 4. Comparaison entre les traités de commerce d'avant- guerre et les premiers traités commerciaux d'après guerre	31
§ 5. Les traités de commerce tarifaires.....	38

CHAPITRE II

§ 1. Le régime douanier d'après guerre.....	60
§ 2. Le nouveau tarif douanier général.....	75
§ 3. La protection de l'industrie.....	83

DEUXIEME PARTIE

*Le commerce extérieur
du royaume des Serbes, Croates et Slovènes.*

CHAPITRE PREMIER

§ 1. Le commerce d'exportation et d'importation de 1919 à 1927.....	91
§ 2. Le commerce d'exportation.....	95
§ 3. Les produits agricoles et industriels dans l'exportation.	101
§ 4. Le commerce d'importation.....	112

CHAPITRE II

§ 1. Voies du commerce extérieur du royaume des Serbes, Croates et Slovènes.....	122
§ 2. Le trafic des voies maritimes.....	123
§ 3. Le trafic par la voie de Salonique.....	143
§ 4. Le trafic des voies fluviales.....	149
§ 5. Le trafic transitaire des marchandises à travers le ter- ritoire du royaume des Serbes, Croates et Slovènes.	156

CHAPITRE III

La balance commerciale du royaume des Serbes, Croates et Slovènes	161
Conclusion	179
Bibliographie	183
Table des matières.....	185

1929

IMPRIMERIE "LABOR"

8, BOULEVARD DE VAUGIRARD

PARIS (XV)
